

2015.4

# juriste

I N T E R N A T I O N A L

Union Internationale des Avocats

Rassemblement les avocats du monde • Bringing Together the World's Lawyers • Reunir a los abogados del mundo



Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados



**M. Mohamed Fadhel MAHFOUDH  
& M. Abdessatar BEN MOUSSA,  
Prix Nobel de la Paix 2015**



**Cabinet BONNEFOUS** PARIS LUXEMBOURG BRUXELLES

**Comme vos confrères, faites confiance à des professionnels !**



**Vos traductions sont notre métier !**

- Traductions libres ou assermentées
- Traductions urgentes
- Interprétariats
- Légalisations
- Toutes Langues
- Tous documents : Contrats, Assignations, Appels d'Offres, Sentences Arbitrales, etc....

**DEVIS GRATUITS EN 1 HEURE**

Tél. + 33 1 45 53 23 13  
bonnefous@bonnefous.com  
www.bonnefous.com



**LE SPÉCIALISTE DES TRADUCTIONS JURIDIQUES ET FINANCIÈRES**



**Cabinet BONNEFOUS** PARIS LUXEMBOURG BRUSELAS

**¡Confie en los profesionales de la traducción!**



**Traducir es nuestro oficio :**

- Traducciones libres o juradas
- Traducciones urgentes
- Interpretariado
- Legalizaciones
- Todos los idiomas
- Todo tipo de documentos : Contratos, Notificaciones, Licitaciones, Laudos arbitrales, etc....

**PRESUPUESTO GRATUITO EN UNA HORA**  
Tel. + 33 1 45 53 23 13  
bonnefous@bonnefous.com  
www.bonnefous.com



**EL ESPECIALISTA DE LAS TRADUCCIONES JURÍDICAS Y FINANCIERAS**

# Cabinet BONNEFOUS



**Cabinet BONNEFOUS** PARIS LUXEMBOURG BRUSSELS

**Do as your colleagues do, place your trust in professionals !**



**Translation is our core business !**

- Free or sworn translations
- Urgent translations
- Interpretation
- Legalisations
- All languages
- All types of documents : contracts, writs of summons, calls for tender, arbitration awards, etc....

**FREE ESTIMATE WITHIN THE HOUR**

Tel. + 33 1 45 53 23 13  
bonnefous@bonnefous.com  
www.bonnefous.com



**THE SPECIALIST IN LEGAL AND FINANCIAL TRANSLATION**



# Sommaire Table of contents Indice

Thème principal des illustrations : ■ Main picture theme: ■ Tema principal de las ilustraciones: Congrès 2015 - 2015 Congress - Congreso 2015

## Editorial ■ 2

---

Editorial du Président 3 President's Editorial 4 Editorial del Presidente 5 Message du Rédacteur en Chef 7 Message from the Chief Editor 8 Mensaje del Redactor Jefe 9

## Prix Nobel de la Paix 2015 ■ 10

---

Le Prix Nobel de la Paix 2015 : Une consécration pour l'avocatie et les défenseurs des droits de l'homme ■ Le Prix Nobel de la Paix 2015 : une récompense pour une société civile forte en Tunisie. 13 2015 Nobel Peace Prize: Message from the UIA Tunisian National Committee 14

## Actualités de l'UIA ■ UIA News ■ Novedades de la UIA ■ 18

---

Greetings from Valencia 19 Discours d'investiture du Président Uettwiller 26 Compliance et management des risques juridiques 28 L'UIA à Chamonix - Tout schuss ! 30 The UIA in Hefei 31 L'UIA à Paris 34

## Droits de l'Homme et de la Défense ■ Human Rights and Protection of Lawyers ■ Derechos Humanos y de la Defensa ■ 36

---

Ce jour-là, une vie a été sauvée 37 Remise du Prix Ludovic-Trarieux dans le cadre des 120 ans de l'Ordre des avocats de Genève 40 Like Waleed Abu Al-Khair, We Must Never Waver in Our Commitment to Human Rights 42 Abogacía en Honduras: un camino complejo 46 Médiatiser son combat, c'est le faire avancer 48

## La Profession d'Avocat ■ The Legal Profession ■ La Abogacía ■ 50

---

La liberté d'expression de l'avocat, acteur de la justice 51

## Pratique du Droit ■ Legal Practice ■ Ejercicio de la Abogacía ■ 54

---

L'opposabilité aux tiers d'une clause de secret 55 How to Advise Your Clients after the CJEU Safe Harbor Case? 59 How to Protect Human Rights in Production Chains Involving Small and Medium Enterprises in Developing Countries 62 How Would You Like Your Pacemaker to Be Hacked? 66 ¿Cierre de empresa o centro de trabajo en el ámbito europeo? 73



# Editorial







# Editorial du Président

**I Jean-Jacques UETTWILLER**

Chers confrères,

Le 28 novembre 2015 notre confrère Tahir Elçi, Bâtonnier de Diyarbakir, figure de la cause kurde, a été assassiné, sans doute victime de ses engagements.

Avocat en danger, ce n'est pas une formule, c'est une réalité quotidienne, et avec elle c'est l'État de droit qui vacille. Les préoccupations sécuritaires entraînées par les récents attentats, quels que soient leurs lieux, ont pour conséquence assez inéluctable des atteintes aux droits et libertés des citoyens. Préserver la vie est assurément un objectif majeur, mais cela ne doit pas nous faire oublier le concept même de l'État de droit et le rôle des avocats pour préserver les libertés fondamentales. C'est ainsi que, si un professeur de droit a qualifié l'état d'urgence édicté dans certains pays comme étant une « suspension de l'autorité judiciaire », il ne faut pas que ce soit aussi une suspension de la mission de l'avocat.

De la même façon, les préoccupations fiscales des États vont venir interférer dans la liberté du conseil donné par l'avocat à son client et affecter son secret professionnel. Une expression forte en est donnée dans le rapport BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) de l'OCDE qui définit un plan d'action très structuré comprenant, notamment, une action 12 visant à « Obliger les contribuables à faire connaître leurs dispositifs de planification fiscale agressive » en « s'inspirant de l'expérience du nombre croissant de pays dotés de tels règles ». Ce type de mesure s'accompagne souvent de l'obligation pour les conseils fiscaux promoteurs de tels schémas de les révéler à l'administration fiscale préalablement au conseil. C'est le cas en Grande-Bretagne depuis 2004. En France, la loi de finances pour 2014 l'avait introduit dans le droit avec, pour les conseils qui ne s'y conformaient pas, une sanction égale à 5 % du montant de l'avantage fiscal correspondant,

disposition qui a été censurée par le Conseil constitutionnel français.

Ces mesures sont extrêmement dangereuses pour les avocats, en posant une grave exception au secret professionnel et une atteinte à la relation client-avocat. Le libre exercice de l'activité de conseil, bien entendu dans le respect des lois, est l'un des fondements de l'État de droit.

Il n'est pas non plus tolérable qu'un juge inflige une amende à un avocat pour ses propos lors de la défense des intérêts de ses clients, et, ici également, l'action de l'UIA a permis de faire en sorte que cette sanction injustifiée soit annulée.

La profession d'avocat est ainsi menacée dans toutes ses composantes, et il appartient à l'UIA, comme aux autres organisations nationales ou internationales d'avocats de redoubler de vigilance.

La création à la fin de l'année 2015 de *The UIA Institute for the Rule of Law (UIA-IROL)*, sous la direction du Président Pascal Maurer, se situe dans cet objectif en concentrant nos moyens d'actions et en améliorant notre réactivité. L'UIA s'est aussi associée, au côté d'autres organisations, à la création, le 10 décembre 2015, de l'Observatoire de l'avocat en danger.

En danger, l'avocat peut l'être dans tous les pays et cette situation n'est pas l'apanage des seuls régimes autoritaires. Elle est également présente dans nos vieilles démocraties. La mise sur écoute des avocats se produit aussi en Europe et les exemples néerlandais et français le démontrent.

Sans faire preuve de trop d'optimisme, il faut cependant saluer les réactions positives à nos interventions, que ce soit par les magistrats ou par les pouvoirs publics. Bien sûr, il existe de nombreux cas où les efforts de tous n'aboutissent pas au retour à la normalité, mais nous constatons aussi que bien des

difficultés se résolvent à la suite des actions engagées.

Si l'État de droit est une notion sur laquelle on ne peut transiger, curieusement, il n'en existe pas de définition précise et universelle. Il ne suffit pas que le juge applique scrupuleusement la loi; encore faut-il (a) que celle-ci soit conforme à certains standards – nous allons nous attacher à cette définition – et (b) que le justiciable ait pu avoir accès, en toute confiance, à un avocat et bénéficié de toutes les garanties d'un procès équitable. L'accès à un avocat suppose, notamment, que chaque État ait créé un système d'aide juridictionnelle aux plus démunis, en application des « Principes et lignes directrices des Nations Unies » adoptés par l'Assemblée générale de l'ONU le 20 décembre 2012 qui prévoient que « Les États doivent considérer qu'il est de leur devoir et obligation de fournir une assistance juridique... Les États doivent allouer les ressources humaines et financières nécessaires au système d'assistance juridique ». Bien entendu, ceci sans en faire supporter la charge aux avocats ou à leurs organisations.

L'organisation du Barreau pénal international (BPI) auprès de la Cour pénale internationale est un bon exemple de la difficulté qui existe à assurer un accès égalitaire et l'indépendance des avocats admis à plaider devant cette instance. Le statut du BPI est en cours d'élaboration et de nombreux travaux sont réalisés à cet effet, mais la vigilance demeure toujours nécessaire, dans un système où les États Parties ont le dernier mot sur cette organisation. Le projet de règlement du BPI est en cours d'étude par l'UIA-IROL afin de permettre à l'UIA d'être en mesure de prendre position rapidement.

Votre bien dévoué confrère.

Jean-Jacques UETTWILLER  
Président de l'UIA  
[jjuu@uggc.com](mailto:jjuu@uggc.com)

# President's Editorial

## I Jean-Jacques UETTWILLER

Dear Colleagues,

On November 28, 2015, our colleague Tahir Elçi, President of the Diyarbakir Bar Association and a well-known figure in the Kurdish cause, was murdered, probably a victim of his convictions.

Lawyers in danger is not just an empty formula, it is a day-to-day reality and with it the Rule of law teeters. Security concerns resulting from recent terrorist attacks, wherever they may have occurred, have the relatively unavoidable consequence of violating citizens' rights and freedoms. Protecting lives is certainly a major objective, but it should not blind us to the very concept of the Rule of law and the role lawyers play in protecting fundamental freedoms. So although a law professor described the state of emergency enacted in some countries as a "suspension of the judicial authority", it should not also constitute a suspension of the role of lawyers.

Similarly, some countries' tax concerns will interfere with the freedom of advice given by lawyers to their clients and will affect professional confidentiality. A very clear version of this can be found in the highly structured action plan in the BEPS (Base Erosion and Profit Shifting) report issued by the OECD which, in particular, includes an action 12 which "Requires taxpayers to disclose their aggressive tax planning schemes" by "drawing on the experience of the growing number of countries that have such rules". This type of measure is often accompanied by a requirement that the tax advisors who promote such schemes disclose them to the tax authorities prior to offering the advice. This has been the case since 2004 in Great Britain. France's 2014 Finance Act introduced the concept into its legislation with the accompanying provision that any advisor not complying will be subject to a penalty equal to 5% of the amount of the corresponding tax

benefit - a provision that was censored by France's Constitutional Council.

These measures are extremely dangerous for lawyers as they pose a serious exception to the principle of confidentiality and are a violation of the client-lawyer relationship. The freedom to advise, of course in compliance with law, is one of the foundations of the Rule of law.

In addition, it is intolerable that a judge should impose a fine on a lawyer for what has been said when defending the client's interests. Here again the action of the UIA has helped ensure that this unjustified sanction be removed.

All sections of the legal profession are therefore under threat, and it is up to the UIA, as well as other national and international lawyers organizations, to be even more vigilant.

The creation at the end of 2015 of *The UIA Institute for the Rule of Law (UIA-IROL)*, under the leadership of its President Pascal Maurer, falls within this objective because it focuses our resources and improves our responsiveness. Alongside other organizations, the UIA has also been involved in setting up the International Observatory for Endangered Lawyers, which has begun working on December 10, 2015.

Lawyers can be in danger in any country. It is not the exclusive preserve of authoritarian regimes; it also happens in our old democracies. As the Dutch and French examples demonstrate, wiretapping lawyers' offices is also seen in Europe.

Without being overly optimistic, we must however acknowledge the positive responses to our actions, be it from judges or public authorities. Of course there are many cases where, despite everyone's efforts, we do not achieve a return to normality; but we also see that

many difficulties are solved following our actions.

Although the Rule of law is a concept on which no compromise is possible, curiously it has no clear, universally accepted definition. It is not enough for a judge to scrupulously apply the law. The law (a) has to comply with certain standards – we will adopt this definition – and (b) the defendant has to have completely confidential access to a lawyer and have benefited from all the guarantees a fair trial offers. Access to a lawyer requires in particular that states have established a legal aid system for those most in need, under the "United Nations Principles and Guidelines" adopted by the UN General Assembly on December 20, 2012 which provides that "States should consider it their duty and obligation to provide legal assistance... States should allocate the necessary human and financial resources to the legal aid system." And of course, without making lawyers or their organizations bear the burden.

The organization of the International Criminal Bar (ICB) at the International Criminal Court is a good example of the difficulty of ensuring equal access and the independence of lawyers admitted to practice before this body. The status of the ICB is being developed and a great deal of work is being done in this respect. However, in a system where the States Parties have the last word about the organisation, it is important to stay vigilant. The ICB draft regulations are currently being examined by the UIA-IROL in order to ensure the UIA is able to take up a position quickly.

Your most devoted colleague.

Jean-Jacques UETTWILLER  
President of the UIA  
jju@uggc.com

# Editorial del Presidente

## I Jean-Jacques UETTWILLER

Estimados colegas:

El 28 de noviembre de 2015 fue asesinado nuestro colega Tahir Elçi, decano del Colegio de Abogados de Diyarbakir y símbolo de la causa kurda, sin duda víctima de su compromiso.

Abogado en peligro no es una fórmula: es una realidad cotidiana y, con ella, es el Estado de derecho el que pelagra. La preocupación por la seguridad surgida de los recientes atentados, independientemente del lugar donde han ocurrido, ha traído como consecuencia asaz inevitable la tentación de limitar los derechos y libertades de los ciudadanos. Preservar la vida es, sin duda, un objetivo mayor: pero eso no debe hacernos olvidar el concepto mismo del Estado de derecho y el papel de los abogados en la preservación de las libertades fundamentales. Un profesor de derecho ha calificado el estado de emergencia decretado en algunos países como una «suspensión de la autoridad judicial»; justamente, ello no debe traducirse además en una suspensión de la misión del abogado.

Del mismo modo, las preocupaciones fiscales de los Estados van a interferir con la libertad de la asesoría prestada por el abogado a su cliente y van a afectar el secreto profesional. En el informe BEPS (Erosión de la Base imponible y el traslado de beneficios) de la OCDE se utiliza una expresión preocupante, al definir un plan de acción muy estructurado, donde se incluye, en particular, la acción 12 destinada a «Obligar a los contribuyentes a dar a conocer sus dispositivos de planificación fiscal agresiva»... «Inspirándose en la experiencia del número creciente de países dotados de tales reglas». Este tipo de medida va acompañada a menudo por la obligación, para los asesores fiscales promotores de tales esquemas, de darlas a conocer a la administración fiscal antes de recibir asesoría. Es el caso de Gran Bretaña desde 2004. En Francia, la ley de finanzas de 2014 lo introdujo en el derecho, estableciendo para los asesores que no la respeten, una

sanción igual al 5% del importe de la ventaja fiscal correspondiente, disposición que ha sido censurada por el Consejo Constitucional francés.

Estas medidas son extremadamente peligrosas para los abogados, pues establecen una grave excepción al secreto profesional y un atentado a la relación cliente/abogado. El libre ejercicio de la actividad de asesoría, respetando desde luego las leyes, es uno de los fundamentos del Estado de derecho.

Tampoco se puede tolerar que un juez aplique una multa a un abogado por sus expresiones durante la defensa de los intereses de sus clientes; aquí nuevamente la acción de la UIA ha permitido anular esta sanción injustificada.

La profesión de abogado está así amenazada en todos sus componentes, y corresponde a la UIA, tal como a otras organizaciones nacionales o internacionales de abogados, redoblar la vigilancia.

La creación a fines del año 2015 del UIA *Institute for the Rule of Law* (UIA-IROL), bajo la dirección del Presidente Pascal Maurer, se sitúa dentro de ese objetivo, concentrando nuestros medios de acción y mejorando nuestra capacidad de reacción. La UIA se asoció además, junto con otras organizaciones, a la creación el 10 de diciembre de 2015 del Observatorio del Abogado en Peligro.

El abogado puede encontrarse en peligro en todos los países, y esta situación no es patrimonio exclusivo de los regímenes autoritarios: está también presente en nuestras antiguas democracias. La puesta bajo escucha de los abogados se produce también en Europa, y así lo demuestran los ejemplos de los Países Bajos y de Francia.

Sin caer en un exceso de optimismo, hay, sin embargo, que aplaudir las reacciones positivas a nuestras intervenciones, ya sea de parte de los magistrados o de los poderes públicos. Desde luego que existen numerosos casos en los cuales los esfuerzos de todos no logran el

retorno a la normalidad, pero constatamos también que muchas dificultades se resuelven después de las acciones realizadas. Si bien el Estado de derecho es una noción acerca de la cual no se puede transar, curiosamente no existe sobre ella una definición precisa y universal. No basta que el juez aplique escrupulosamente la ley; es necesario además (a) que la ley esté conforme con determinados estándares, definición con la cual coincidimos, y (b) que la persona sujeta a la jurisdicción haya podido tener acceso, con total confianza, a un abogado, y haya podido beneficiarse de todas las garantías de un proceso justo. El acceso a un abogado supone en particular que cada país haya creado un sistema de asistencia jurídica para los más desfavorecidos, aplicando los «Principios y líneas directrices de las Naciones Unidas» adoptadas por la Asamblea General de la NN.UU. el 20 de diciembre de 2012, que consideran que «Los Estados deben considerar su deber y obligación aportar una asistencia jurídica... Los Estados deben asignar los recursos humanos y financieros necesarios para el sistema de asistencia jurídica». Desde luego, sin que la carga deba ser soportada por los abogados o por sus organizaciones.

La organización del Colegio de Abogados Penal Internacional (CAPI) ante la Corte Penal Internacional es un buen ejemplo de la dificultad que existe para asegurar un acceso igualitario y la independencia de los abogados que pueden alegar ante esta instancia. El estatuto del CAPI se encuentra en proceso de elaboración, para lo cual se realizan varios trabajos; pero sigue siendo necesario mantener la vigilancia en un sistema donde los Estados partes tienen la última palabra sobre esta organización. El proyecto de reglamento del CAPI está siendo estudiado por el UIA-IROL para permitir que la UIA esté en condiciones de definir rápidamente una posición.

Le saluda atentamente.

Jean-Jacques UETTWILLER  
Presidente de la UIA  
jju@uggc.com

**LE BLOGUEUR SAOUDIEN RAIF BADAWI A ÉTÉ CONDAMNÉ  
À 10 ANNÉES DE PRISON ET 1 000 COUPS DE FOUET.  
OÙ EST SON DÉFENSEUR,  
WALEED ABU AL-KHAIR ?**



**EN PRISON POUR 15 ANS  
APRÈS L'AVOIR DÉFENDU**

**D'AUTRES AVOCATS DÉFENSEURS  
DES DROITS DE L'HOMME SONT EN PRISON  
EN COLOMBIE, RDC, TURQUIE, VIETNAM...**

Depuis plus de 85 ans, l'Union Internationale des Avocats défend les avocats empêchés d'exercer, menacés, emprisonnés et torturés partout dans le monde.

Écrivez aux autorités saoudiennes. Téléchargez un modèle de lettre sur :

[www.uianet.org](http://www.uianet.org)



Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados





## Message du Rédacteur en Chef

**I Nicole VAN CROMBRUGGHE**

Ce numéro, comme chaque année, est à la fois le dernier de l'exercice qui vient de s'achever et le premier de celui que nous avons à peine entamé.

Il est donc l'occasion de faire le bilan de l'exercice écoulé et d'entamer une nouvelle page de l'histoire de notre revue. C'est cette année, d'autant plus le cas que Bénédicte Querenet-Hahn a quitté les fonctions de rédactrice en chef, qu'elle a assumées avec brio pendant plusieurs années, et m'a passé le relai. Pour le reste, l'équipe reste quasiment identique. Nous saluons toutefois avec plaisir l'arrivée de Paolo Lombardi et de Arthur Ballé. Le premier remplace Simona Matta qui a souhaité souffler un peu après une longue participation au comité de rédaction, en tant que responsable de la rubrique « vie de l'UIA », et le second a accepté le rôle de correspondant pour l'Afrique. Une présentation détaillée de l'équipe sera publiée dans une édition suivante.

Nous serons attentifs, comme par le passé, à nous faire le plus largement possible l'écho des préoccupations et des intérêts de l'ensemble des membres de l'UIA, quelle que soit la partie du monde à laquelle ils appartiennent. Je saisis donc l'occasion pour inviter en particulier nos confrères africains, asiatiques, australiens et sud-américains à nous faire parvenir des articles.

L'année écoulée a connu son comptant de tragédies et de deuils. Les attentats qui ont secoué le monde au cours des derniers mois ont aussi rappelé la fragilité de la démocratie, notamment par la remise en cause croissante de principes fondamentaux de notre profession, comme le secret professionnel ou la liberté d'expression, dont on interroge aujourd'hui encore plus qu'hier les

contours, sinon les limites. Or comme le souligne notre Président dans son éditorial, mettre à mal la liberté de parole de l'avocat dans l'exercice de sa profession, qu'elle s'exprime ou non au sein du prétoire, met en danger l'état de droit.

Le Prix Nobel de la Paix décerné au Quartet du « Dialogue National », dont fait notamment partie l'Ordre National du Barreau Tunisien, a rappelé au monde de manière éclatante l'importance du rôle que nous pouvons jouer dans la défense des valeurs démocratiques. Ce dernier numéro de 2015 accorde une large place à cet événement et publie plusieurs contributions dédiées à ce sujet, dont notamment les discours prononcés par les deux récipiendaires du Prix Nobel pour la Paix 2015, le Bâtonnier de Tunis, Mohammed Fadhel Mahfoudh et le Président de la ligue tunisienne des droits de l'homme, Abdessatar Ben Moussa, également ancien membre du Conseil de Présidence de l'UIA, et le message de Farhat Toumi, au nom du Comité national tunisien.

Ce Prix Nobel souligne que nous, avocats, pouvons faire la différence. C'est aussi ce que rappellent les articles consacrés par nos confrères Michel Togue et Richard Sédillot aux combats menés, l'un au Cameroun contre la pénalisation de l'homosexualité, l'autre au Burundi contre la peine de mort dont son client, un jeune soldat, se voyait menacé.

Plusieurs articles figurant dans ce numéro du Juriste sont également consacrés aux valeurs que défend notre profession, aux difficultés qu'elle rencontre parfois, comme ce peut être le cas au Honduras, à l'importance de la liberté d'expression de l'avocat

mais aussi aux fondements mêmes sur lesquels repose notre société toute entière.

Nous sommes également fiers de présenter dans ce numéro, comme de coutume les contributions de Janice Mulligan, Íñigo Gutiérrez Velasco et Jonathas Lima Soler qui ont été distinguées lors de notre Congrès de Valence. Janice Mulligan, vainqueur du prix Raynaud-Contamine, s'est attachée à un sujet assez perturbant pour chacun de nous, même s'il n'est pas affecté d'une pathologie cardiaque, à savoir le risque de piratage du stimulateur cardiaque. Jonathas Lima Soler, gagnant du prix Jacques Leroy, traite quant à lui de la protection des droits de l'homme dans les chaînes d'approvisionnement relocalisées dans des économies en voie de développement. L'un comme l'autre soulignent les risques que certaines « avancées », qu'elles soient technologiques ou autres, peuvent, elles aussi, générer pour nos libertés fondamentales et l'espèce de léthargie dans laquelle semblent se mouvoir nos législateurs qui, au mieux, s'épuisent dans un sempiternel combat d'arrière-garde.

Nicole VAN CROMBRUGGHE  
Rédacteur en Chef - Juriste International  
[nicole.vancrom@lvplaw.be](mailto:nicole.vancrom@lvplaw.be)

# Message from the Chief Editor

## I Nicole VAN CROMBRUGGHE

As is the case every year, this issue is both the last of the financial year gone by and the first of the year that has just started.

It therefore offers the opportunity to review the year gone by and turn a new page in our magazine's history. This is all the more true this year as Bénédicte Querenet-Hahn has left the Editor-in-Chief's post that she occupied brilliantly for several years and has handed it over to me. As for the rest, the team remains almost unchanged. However, we greet the arrival of Paolo Lombardi and Arthur Ballé with great pleasure. The former replaces Simona Matta who wanted a gap after long years of participating in the Editorial Committee, as the person in charge of the "Life of UIA" column, and the latter has agreed to play the role of correspondent for Africa. A detailed introduction to the team shall be published in a forthcoming issue.

As in the past, we shall try and ensure that we echo the concerns and interests of all UIA members as widely as possible – whatever part of the world they come from. I would therefore like to take this opportunity to issue a special invitation to our African, Asian, Australian and South American colleagues to send us articles.

The year gone by witnessed its share of tragedies and bereavement. The attacks that shook the world over the last few months also reminded us of the fragility of democracy, especially through the growing questioning of our profession's fundamental principles, such as legal professional privilege or the freedom of expression, whose outlines – if not limits – are being increasingly called into question today. And yet, as our President underlined in his editorial, challenging the freedom of speech of lawyers in the practice of their profession, whether or not it is expressed within the court, jeopardises the rule of law.

The Nobel Peace Prize awarded to the "National Dialogue" Quartet, of which the Tunisian National Order of Lawyers is a part, strikingly reminded the world of the importance of the role we can play in protecting democratic values. The last issue of 2015 gives wide coverage to this event and includes several contributions devoted to the subject, especially including the speeches by the two 2015 Nobel Peace Prize winners, the Tunis Bar President, Mohamed Fadhel Mahfoudh and the President of the Tunisian Human Rights League, Abdessatar Ben Moussa, also a former member of the UIA Governing Board, as well as the message of Farhat Toumi.

The Nobel Peace Prize also highlights the fact that lawyers can make a difference. The same is also recalled by the articles submitted by our colleagues, Michel Togue and Richard Sédillot, on the struggles underway, one in the Cameroon against the criminalisation of homosexuality and the other in Burundi against the death sentence – a threat that one of his clients, a young soldier, faced.

Several articles in this issue of the *Juriste* are also devoted to the values our profession defends, the difficulties it sometimes has to face, as may be the case in Honduras, the importance of the freedom of expression for lawyers, but also the very foundations on which our entire society is built.

We are also proud of presenting, as is the custom, the contributions of Janice Mulligan, Íñigo Gutiérrez Velasco and Jonathas Lima Soler in this issue, who were awarded prizes during our Valencia Congress. Janice Mulligan, the Raynaud Contamine Prize-winner, addressed quite a disturbing subject for each of us, even though not affected by a heart condition – i.e. the risk of pacemaker piracy.

Jonathas Lima Soler, the Jacques Leroy Prize-winner, dealt with the protection of human rights in outsourced supply chains in developing economies. Both of them highlighted the risks that certain "advances" – whether technological or not – can also generate for our fundamental freedoms and the sort of lethargy with which our legislators seem to be moving, which, at best, wears out in perennial rearguard battles.

Nicole VAN CROMBRUGGHE  
*Chief Editor - Juriste International*  
[nicole.vancrom@lvplaw.be](mailto:nicole.vancrom@lvplaw.be)

# Mensaje del Redactor Jefe

## I Nicole VAN CROMBRUGGHE

Este número es, como todos los años, el último del ejercicio que acaba de terminar y el primero del que ahora empieza.

Así pues, nos permite hacer balance del ejercicio transcurrido y abrir una nueva página de la historia de nuestra revista. Y este año en especial, ya que Bénédicte Querenet-Hahn ha dejado su cargo de redactora jefe, que ha ocupado brillantemente durante varios años, y me ha pasado el relevo. Por lo demás, el equipo es prácticamente el mismo. Nos complace dar, sin embargo, la bienvenida a Paolo Lombardi y Arthur Ballé. El primero sustituye a Simona Matta, que ha querido darse un respiro tras una dilatada participación en el comité de redacción, como responsable de la sección «vida de la UIA», y el segundo ha aceptado la función de corresponsal de África. En una próxima edición, se publicará una presentación detallada del equipo.

Como antes, estaremos atentos para hacernos el mayor eco posible de las preocupaciones e intereses de todos los miembros de la UIA, cualquiera que sea el lugar del mundo al que pertenezcan. Aprovecho la ocasión para invitar en particular a nuestros compañeros africanos, asiáticos, australianos y sudamericanos a que nos envíen artículos.

El año transcurrido ha conocido muchas tragedias y duelos. Los atentados que sacudieron al mundo durante los últimos meses nos recordaron la fragilidad de la democracia, con el cuestionamiento creciente de los principios fundamentales de nuestra profesión, como el secreto profesional o la libertad de expresión, sobre cuyo perímetro – por no decir sobre cuyos límites – nos preguntamos hoy más que ayer. Ahora bien, tal como subraya nuestro Presidente en su editorial, si se menoscaba la libertad de palabra del abogado en el ejercicio de su profesión,

se exprese o no en la sala de audiencia, se pone en peligro el Estado de derecho.

El Premio Nobel de la Paz entregado al Cuarteto del «Diálogo Nacional», del que forma parte la Orden Nacional de la Abogacía Tunecina, recordó al mundo de un modo impactante la importancia del papel que podemos desempeñar en la defensa de los valores democráticos. Este último número de 2015 concede gran importancia a este evento y publica varias contribuciones sobre este tema, entre las que figuran los discursos pronunciados por los dos galardonados al Premio Nobel de la Paz 2015, el Decano de Túnez, Mohamed Fadhel Mahfoudh, y el Presidente de la Liga de los derechos humanos de Túnez, Abdessatar Ben Moussa, igualmente antiguo miembro del Consejo de Presidencia de la UIA, así como el mensaje de Farhat Toumi, Presidente del Comité nacional tunecino.

Este Premio Nobel subraya que nosotros, los abogados, podemos cambiar las cosas. Nos lo recuerdan también los artículos dedicados por nuestros compañeros Michel Togue y Richard Sédillot a las luchas llevadas en cabo respectivamente en Camerún, contra la penalización de la homosexualidad, y en Burundi, contra la pena de muerte a la que su cliente, un joven soldado, se veía amenazado.

Varios de los artículos que figuran en este número del Juriste están también dedicados a los valores que defiende nuestra profesión, a las dificultades con las que se encuentra a veces, como puede ser el caso en Honduras, a la importancia de la libertad de expresión del abogado y también a los fundamentos mismos sobre los que se basa toda nuestra sociedad.

Es un orgullo presentar en este número, como de costumbre, las contribuciones de Janice Mulligan, Íñigo Gutiérrez

Velasco y Jonathas Lima Soler, que fueron distinguidos en nuestro Congreso de Valencia. Janice Mulligan, ganador del premio Raynaud-Contamine, trató un tema bastante perturbador para todos nosotros, aunque no suframos una patología cardíaca, como es el riesgo de pirateo del estimulador cardíaco. Jonathas Lima Soler, merecedor del premio Jacques Leroy, habla de la protección de los derechos humanos en las cadenas de suministro deslocalizadas en economías en vías de desarrollo. Tanto uno como otro destacan los riesgos que determinados «avances» – tecnológicos u otros – pueden generar también para nuestras libertades fundamentales y la especie de apatía con el que parecen moverse nuestros legisladores que, en el mejor de los casos, se desgastan en una sempiterna lucha en la retaguardia.

Nicole VAN CROMBRUGGHE  
Redactora Jefa - Juriste International  
[nicole.vancrom@lvplaw.be](mailto:nicole.vancrom@lvplaw.be)



## Prix Nobel de la Paix 2015

*L'UIA a eu l'immense honneur et le privilège d'accueillir à son 59<sup>e</sup> congrès à Valence, en octobre 2015, M. le Bâtonnier de l'Ordre des avocats de Tunisie, Mohammed Fadhel Mahfoudh et M. le Président de la ligue tunisienne des droits de l'homme, Abdessatar Ben Moussa, également ancien Bâtonnier, deux des quatre récipiendaires du Prix Nobel de la Paix 2015, décerné au Quartet du dialogue national tunisien. Le Juriste International publie ici leurs discours.*







## Le Prix Nobel de la Paix 2015 : Une consécration pour l'avocatie et les défenseurs des droits de l'homme

I **Abdessatar BEN MOUSSA**

Le 9 octobre 2015, le Comité Nobel norvégien a attribué le Prix Nobel pour la Paix 2015 au Quartet tunisien, parrain du dialogue national parmi 273 candidats dont 68 organisations et 250 personnalités.

C'était une consécration du Quartet, de la société civile, de la femme tunisienne émancipée, voire du peuple tunisien dans son ensemble. Le Quartet a assumé sa responsabilité à un moment crucial. En effet, le processus révolutionnaire qui a débuté le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid orchestré par les jeunes, les chômeurs

la presse, à l'information, et au processus électoral.

Le 23 octobre 2011, les élections de l'Assemblée Nationale Constituante (ANC) ont été organisées. Le parti islamiste Ennahdha a gagné la majorité des sièges. Les premiers projets de la Constitution n'étaient pas à la hauteur. Ils ne garantissaient pas le caractère civil de l'État, les droits des femmes et les droits humains dans leur globalité et leur universalité.

Le dialogue a piétiné. L'assassinat, le 6 février 2013, du martyr Chokri Bélaïd, avocat, défenseur des droits de l'homme et chef d'un parti politique d'opposition a constitué un véritable séisme. D'autant plus que Maître Chokri Bélaïd était contre la violence et encourageait le dialogue.

Le 25 juillet 2013, jour de commémoration de la fête de la République, un deuxième séisme s'est produit. Le député Mohamed Brahmi a été assassiné devant son domicile, ce qui a déclenché une explosion de colère.

Une grande partie de la classe politique et de la société civile avait accusé le gouvernement en place d'être responsable de la violence et avait demandé son départ. Un sit-in gigantesque a été organisé devant l'ANC pour réclamer le départ du gouvernement et la dissolution de l'ANC. Un autre sit-in pour la défense des autorités en place avait aussi été organisé. Le peuple tunisien était divisé. On craignait la guerre civile.

Le dialogue au sein de la classe politique était suspendu. C'est à ce moment-là que le Quartet a établi une feuille de route bien précise avec des objectifs et des délais. Il s'agissait d'obtenir le départ du gouvernement en place et la constitution d'un nouveau gouvernement, issu du dialogue national, présidé et composé de ministres indépendants et n'appartenant à aucun parti politique et qui préparerait les conditions nécessaires pour l'organisation des élections législatives et présidentielles. Un autre objectif consistait à limiter

Le dialogue national a été une exception tunisienne et la société civile représentée par le Quartet, a encadré les partis politiques qui ont laissé de côté leurs velléités partisans et ont fait primer l'intérêt général du peuple et de la nation.

et les marginaux, puis encadré par les militants des organisations nationales notoires, les avocats, les syndicalistes et les défenseurs des droits de l'homme a détrôné le régime totalitaire et a entraîné la mise en place de la Haute Commission de réalisation des objectifs de la révolution et de la transition démocratique présidée par le doyen juriste Yadh Ben Achour et composée dans sa majorité par des juristes, avocats, syndicalistes et militants des droits de l'homme.

Cette institution a adopté des décrets lois conformes aux paramètres internationaux, essentiellement les décrets lois relatifs aux associations, aux partis politiques, à

Ces projets étaient, sur certains points essentiels, un recul par rapport à la Constitution de 1959. C'est pourquoi 3 organisations ayant milité à l'époque de Ben Ali et, même avant, ayant encadré le processus révolutionnaire, à savoir l'Ordre National des Avocats, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme et l'Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) ont vite réagi et ont décidé d'établir un dialogue.

La première séance a été organisée le 12 octobre 2012 en la présence du Président de la République Moncef Marzouki, du Chef du gouvernement Hamadi Jbali et du Président de l'ANC, Mustapha Ben Jâafar.

les tâches de l'Assemblée Nationale Constituante relatives à l'adoption d'une constitution moderne aliénée aux paramètres internationaux et à l'adoption de la loi électorale.

Après plusieurs hésitations, la feuille de route a été signée, sous réserves, par 21 partis politiques.

La feuille de route a été respectée. L'Assemblée Nationale Constituante et son Président ont favorisé le consensus et ont facilité la coordination entre le dialogue national et le comité de conciliation au sein de l'ANC. Finalement, une nouvelle constitution a été adoptée le 14 janvier 2014, jour de la commémoration de la révolution. C'est une constitution moderne qui garantit le caractère civil de l'État, l'alternance au pouvoir, les droits de l'homme dans leur globalité et leur universalité et les droits des femmes.

Le gouvernement issu du dialogue national a essayé de fournir les conditions adéquates pour les élections. En effet, les élections législatives et parlementaires se sont déroulées dans les délais fixés par la feuille de route et ont été, selon les observateurs dont la LTDH, démocratiques, libres et transparentes.

Le dialogue national a été une exception tunisienne et la société civile représentée par le Quartet, a encadré les partis politiques qui ont laissé de côté leurs velléités partisans et ont fait primer l'intérêt général du peuple et de la nation.

Le Quartet était composé pour moitié d'avocats : le bâtonnier en exercice, Président de l'ONAT et moi-même, Président de la LTDH et ancien Bâtonnier, ancien Président du comité national tunisien de l'UIA.

L'Union Internationale des Avocats a soutenu notre combat pour l'indépendance

de notre profession durant toute la période du régime despotique.

Le Prix Nobel est une consécration pour les avocats tunisiens et pour les avocats du monde entier. C'est une consécration pour l'UIA. D'ailleurs, la Ligue tunisienne des droits de l'homme est composée en majorité d'avocats.

Le Bâtonnier Fadhel Mahfoudh est adhérent à la section de Sfax Sud. Quatre parmi les six présidents de la LTDH sont des avocats.

L'avocatie est un métier noble. L'avocat est le défenseur des droits et des libertés. Sa mission essentielle est de combattre l'injustice, le despotisme, le racisme et le terrorisme.

Sa mission essentielle est de soutenir tous les processus de paix car, sans paix, la sécurité devient un leurre dans le monde et la démocratie est en danger.

Avocats du monde entier, unissons-nous contre la dictature, contre l'injustice, contre l'inégalité, contre le racisme et contre le terrorisme.

Avocat du monde entier, unissons-nous pour la paix, la justice, la construction de ponts entre les peuples.

Plaidons pour l'unité des peuples dans la diversité.

Vive les Avocats qui sont les émissaires de la dignité ! Ils sont des stars.

Bâtonnier Abdessatar BEN MOUSSA  
*Président de la Ligue tunisienne  
des droits de l'homme  
Ancien Bâtonnier de l'Ordre des Avocats  
de Tunisie  
Ancien Président du Comité National tunisien  
de l'UIA  
Siliana, Tunisie  
abdessatarbenmoussa@yahoo.fr*

Call  
for articles

**juriste**

L'équipe du *Juriste International* vous invite à devenir rédacteur !

Faites-nous parvenir vos propositions d'articles en français, anglais ou espagnol sur les sujets qui vous intéressent en matière de droits de l'Homme, de pratique générale du droit ou sur la profession d'avocat.

*Juriste International* invites you to become an author!

Send us your proposed articles in English, French or Spanish on a subject of your choice in the fields of human rights, substantive legal issues or the legal profession.

¡El equipo del *Juriste International* le invita a redactar un artículo!

Envíenos sus proposiciones de artículos en español, francés o inglés sobre la temática que le interesa en el ámbito de los derechos humanos, de la práctica general del derecho o relativo a la profesión de abogado.

**Informations**

Union Internationale des Avocats  
25, rue du Jour  
75001 Paris - France

Anne-Marie Villain  
avillain@uianet.org  
Tel : + 33 1 44 88 55 66  
Fax : + 33 1 44 88 55 77



## Le Prix Nobel de la Paix 2015 : Une récompense pour une société civile forte en Tunisie.

I Mohamed FADHEL MAHFOUDH

Excellence, Mesdames et Messieurs les représentants du Gouvernement et de la région, Monsieur le Président de l'UIA, Monsieur le Bâtonnier de Valence, Messieurs et Mesdames les Bâtonniers, Confrères et consœurs, Distingués et honorables invités.

On m'a demandé d'être bref, alors je commence, par remercier l'UIA, pour l'accueil chaleureux qui nous a été réservé. Je remercie infiniment son Président, de nous honorer à l'occasion de la tenue de son 59<sup>e</sup> congrès à Valence, m'offrant le privilège de m'exprimer dans cette somptueuse cérémonie d'ouverture, nous offrant l'occasion, pour nous, avocats du monde, de fêter le prix Nobel, décerné au Quartet du Dialogue National Tunisien.

Je voudrais saluer toutes les délégations présentes et, notamment, la délégation tunisienne, venue en grand nombre soutenir le barreau tunisien.

Comme vous le voyez, mon prédécesseur au Barreau et au podium, Maître Abdessatar Ben Moussa, s'est exprimé en arabe. Moi, j'ai choisi de parler en français, pour vous démontrer, encore une fois, que la Tunisie reste un pays accueillant et ouvert à toutes les civilisations.

La Tunisie bénéficie actuellement d'un climat plutôt propice pour le développement des droits de l'homme, de la démocratie et le développement des libertés individuelles et publiques.

Maintenant, la Tunisie a grand besoin d'une transition économique puisque la transition politique a réussi, et que l'on

peut parler, d'ores et déjà, d'un parlement et d'un régime démocratique. Il faut maintenant que la Tunisie réussisse sa transition économique et sa transition culturelle.

Pour ne pas être long, je voudrais juste insister sur le rôle du barreau dans ce processus historique qui a commencé non pas avec le dialogue national mais depuis la lutte contre le colonialisme. Les avocats sont de véritables figures et ont été omniprésents dans tous les combats loyaux et justes : contre le colonialisme, contre le despotisme. Pendant la révolution de 2011, les avocats étaient présents et aux premiers rangs.

Les avocats ont aussi beaucoup contribué à la transition démocratique, présents dans toutes les instances provisoires créées juste après la révolution.

Heureusement qu'en Tunisie il y a des avocats et de bons avocats.

Ce prix Nobel de la Paix, attribué chaque année à des personnes ayant œuvré en faveur de la paix, récompense cette année les membres du Quartet du Dialogue National Tunisien, mais aussi, et surtout ne pas l'oublier, essentiellement les avocats, puisque les avocats sont représentés et par la Ligue tunisienne des droits de l'homme et par le barreau de Tunisie.

Je tiens à rappeler encore une fois que les avocats ne sont pas uniquement des professionnels qui ont en charge leurs dossiers, leurs clients et leurs honoraires, qui sont certes importants, mais lutter

pour les valeurs humaines, les droits de l'homme et la paix dans le monde sont d'un très grand intérêt aussi.

Ce prix Nobel vient, à juste titre, récompenser et couronner un processus qui a permis de constater l'existence d'une société civile très forte. Et je voudrais m'adresser à tous les avocats dans le monde afin qu'ils s'associent à l'effort de la société civile, qu'ils se tiennent aux côtés du peuple, des droits et des libertés, pour promouvoir la démocratie et la paix,

La paix, distingués invités, doit régner partout dans le monde : tous les pays du monde y ont droit, notamment, ceux qui souffrent de la dictature. Sans oublier, particulièrement, la Palestine, qui doit recouvrer ses droits et sa souveraineté.

Et, pour finir, distingués invités, je voudrais vous dire à quel point nous sommes honorés en Tunisie - et je suis sûr que vous l'êtes tout autant que nous - que ce prix Nobel de la Paix 2015, ait été attribué à un barreau, une première dans l'histoire. Cette distinction restera une fierté pour les générations d'avocats à venir. C'est là une singularité, une singularité tunisienne, mais une singularité du barreau.

Merci beaucoup et je vous remercie cette fois en espagnol « muchas gracias ».

Bâtonnier Mohamed Fadhel MAHFOUDH  
Ordre National des Avocats de Tunisie  
Tunis  
sec.bat.onat@gnet.tn



## 2015 Nobel Peace Prize: Message from the UIA Tunisian National Committee

I Farhat TOUMI

On December 10, 2015, the National Quartet of Tunisia received the Nobel Peace Prize for its work in supporting Tunisia to its first democratic and free parliamentary elections.

Following the fall of the Ben Ali dictatorship, which lasted 23 years, Tunisia, a country with a long history of civilization, a civilization that was certainly continued with its first sovereign President, Habib Bourguiba, a nation with laws and governmental institutions, but without access to a true democracy, woke up the morning of January 15, 2011 released from its recent darkness.

Bourguiba, the first President of the Tunisian Republic was the builder of a modern state. At the time he had to step down, he left behind a country where equality between men and women was a visible reality, where the compulsory education of Tunisians meant a country with strong brainpower and where recommended birth control, despite the poverty of the country, has ensured a different population growth from all the other Arab countries.

Tunisia, even without having oil resources, has managed to build a state to compete with its ancient origins. Carthage, remember, had given birth to the first constitution of the world, which, at the time, was described by Aristotle as excellent. Later Carthage was destroyed and Tunisia became Numidie, followed soon after by the rise of Rome, where

Tunisia served as the breadbasket to the Roman Empire. The introduction of Islam and the Arabic language on the southern shores of the Mediterranean was an opportunity for these Berber people, to participate in the growth of Muslim civilization. The army of Assad Ibn El Fourat, coming from Ifriqiya and pacifying Sicily and the south sides of what is now France, provided the foundations of modern science in Europe, which in turn gave Frederick of Hohenstaufen the dream of an East-West union, Andalusia, the pinnacle of the fertile encounter between East and West, populated by scientists and scholars. What originated in Tunisia as Ifriqenne, has given its name to the whole of Africa.

At the fall of Ben Ali, Tunisia, steeped in history, saw its institutions shaken. However, the state had on multiple other occasions, successfully reconstructed itself, backed by a rich and glorious history.

Alas, the murder of our colleague lawyer and teacher Chokri Balaid, executed in cold blood just outside his home on February 6, 2013, was the occasion of a real earthquake. Before this event, terrorism, for the Tunisians, was the fate of others. Secret forces were financing the formation of small cells of obscurantist fanatics. Their first attack was the horrible murder of our colleague, Chokri Belaid. A few months later, on July 25, 2013, on the National Day of the Republic, a member of the Constituent, Mohamed Brahimi

was executed near his home. This second event sparked an explosion of anger from the people in the street demanding the departure of the current government, whose policy, while referring to Islam, failed in its essential obligations.

Three months of relentless protests germinated within the civil society, and among our colleagues, the idea that the Rule of law would only be restored in the country through dialogue and consultation.

The Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT - General Union of Tunisian Workers), the first trade union in Tunisia, the Union Tunisienne du Commerce et d'Artisanat (UTICA - Tunisian's Union of Industry Trade and Crafts), union bosses, the Ordre National des Avocats de Tunisie (ONAT - National Bar of Lawyers of Tunisia), were throughout history, at the forefront of all protests to support Tunisians' basic human rights. They began in the first days of the Tunisian Republic with the first trials of political opponents to Bourguiba, and continued during the 23 years of Ben Ali dictatorship. The League of Human Rights established a quartet of national salvation.

The National Bar of Lawyers of Tunisia has a long reputation for defending opponents against the government, no matter the rank or office of the government body or official. Relentless in their pursuit of progress, the National Bar of Lawyers could not be cajoled, no matter the party in power.



If, against all odds, a free and democratic election was to take place 3 years after the revolution, the National Bar Association of Tunisia, had an appointment with history. They were center stage in this process with the priority to gather employers, workers, defenders of human rights and all political parties, with the concern of an eternal Tunisia, the Tunisia where human civilization has existed since Carthage.

The UGTT, General Union of Tunisian Workers, were a seasoned combative organization, having waged numerous battles with leading political parties, both in the time of Bourguiba and Ben Ali. UTICA, Tunisian's Union of Industry Trade and Crafts, a patriotic group of activists seeking national consensus, always aimed to prioritize the interests of Tunisia above all. The League of Human Rights, led mostly by lawyers, who were elected due to their heroic struggles for a truly democratic Tunisia, was continuously fighting to protect all Tunisians' rights to freedom of expression, fair trial and dignity.

Together, these four organizations were, from infancy, a masterpiece of national dialogue, frank and constructive, working to avoid civil war in a country weakened by limited financial resources, but strong in its institutional traditions, with achievements accumulated during its ancient history as well as its recent history. The group, although equipped with admittedly limited means, was heavily armed with a republican doctrine. A doctrine that, in the darkest moments of dictatorship, kept its distance and remained close to the general law of the Republic.

The National Dialogue Quartet was a Tunisian invention. Civil society had expressly demanded that the political

parties found solutions through dialogue and left aside their partisan tendencies to protect the most important interest, that of the Republic.

On the southern Mediterranean shores, a few kilometers from Italy, the birthplace of the Jasmine Revolution was still fragrant. The country where a revolution was executed without bloodshed, hatred or revenge, was now changing. Its institutions were collapsing, with political assassinations and a new spread of uneducated hatred. The Quartet, comprised of the two unions, the National Bar of Lawyers and the Tunisian Human Rights League reminded the political parties to reason and dialogue, thus avoiding a bloodbath, avoiding the civil war, that plagued their neighbors and other Arab countries. Tunisia with its waves of assassinations, refugees and misfortunes, kept focused on its territory, its honored history, democracy and respect for human rights.

Then two terrorist attacks were specifically aimed at tourists. The first at the Bardo museum, the largest collection of Roman mosaics in the world. Followed 4 months later by the attack on the beautiful Mediterranean beach town of Sousse. In both attacks, jihadists had recruited forces of obscurantism, purveyors of terror, people for whom no form of democracy and law is possible. They have dared to attack and murder in cold blood, on our land, in a host country known for its hospitality. At this moment of history, we call on you, friends and colleagues, to help us to ensure that this terror does not have any chance to live in our world. This requires that all of you here today visit our country, come and invest in our future, organize congresses and events with us, visit our wonderful hotels, palaces, beaches, numerous archeological sites, our cities and countryside.

Tunisia has not only been a crossroads of civilizations, it has also been a crucible of civilizations. Yet, it still managed to synthesize and write the most beautiful pages in the history of the Mediterranean. This land we call home has many vestiges; Tunisian, Numidian, Carthaginian, Byzantine, the great palace of the Arab-Muslim civilization. Not far from most of your homes, and just an hour and a half flight from where we stand here now in Valencia, is Tunisia. Do not let us fall prey to terrorism and obscurantism. Tunisia is the last firewall against the advance of the enemies of civilization, tolerance and acceptance. Together, at this important moment in history, if you do not speak up and speak out against these uncivilized acts, you will not be forgiven.

Court of the free world, you have brought about the realization of human civilization. While remaining in opposition to dictatorships and intolerance; please make sure that future dictatorships and obscurantism do not impose themselves on the southern banks of the Mediterranean.

The Nobel Peace Prize awarded to the Tunisian National Dialogue Quartet should be welcomed by all citizens of the world. The Nobel Peace Prize, friends and colleagues, must be understood as a message to the world that Tunisia cannot be left to itself, that Tunisia has friends, with whom it has shared its civilizational advances, glorious pages of human history and for whom and with whom it has built the ancient history but with whom it has helped shape modern history.

To date, Tunisia remains a modern and open minded country; where women and girls go to school and study without wearing the hijeb or the niqab. In other countries where hatred is mentored, this is not the case. In order to preserve its

historical values of tolerance and respect, Tunisia must continue its efforts towards the construction of modernity, scientific progress and a better world.

Under the enormous pressure of poverty and discrimination, young people from not only our country but all countries as well, are everyday attracted to websites praising terrorism and violence. The effort to intercept these messages of hatred from reaching these young people is gigantic.

Friends and colleagues, the Nobel Peace Prize should be heard by us all as a call to resistance against barbarism. The Quartet has managed, for the time being, to starve these advances, within Tunisia, and give birth to the second Tunisian Republic. For these efforts, it has earned the highest of universal awards, the Nobel Peace Prize. However, the fight is not over and will take great means. If Tunisia is to remain a modern State of open, tolerant minds, it is necessary that we receive investments from Europe, America and elsewhere. This support is urgent. Tunisia is not only a commercial spirit but also and more importantly a civilized mind. We believe that in this land of Arab and Muslim Africa, the logic of progress and brotherhood among humans can show through and human rights can triumph.

Friends and colleagues, please, I ask you again, because it is that important, visit Tunisia. Tourists, convention organizers, investors, we have so many things to offer: beautiful beaches, unlimited cultural experiences, brain power and man power. But, ladies and gentleman of the twenty-first century, your support of Tunisia will most importantly be an act of resistance. A way to say NO! We are not afraid of terrorism. You cannot scare us with your message of hatred and violence. Tunisia is Mediterranean, Tunisia is a land where

Christians, Jews and Muslims have lived together, and will remain so.

Ladies and Gentlemen, we are in a crucial period. States disappear and in their place remain settlements of horror, of civil war and the elimination of minorities. The fall of Saddam Hussein was followed by the collapse of the State of Iraq, where Iraqi institutions can no longer be rebuilt. The fall of Muammar Gaddafi, if left unaided, will give rise to a rule of a guerilla civilization. The civil war in Syria, ongoing now for almost five years, has been the source a migratory flow unprecedented in modern history. This migratory stream is not slowing or stopping as waves of migrants are continually pushed by unimaginable conditions and poverty.

The Nobel Peace Prize was awarded to Tunisia for social peace, peace between free citizens. This peace cannot persist if funded by occult powers, where assassination and terrorism continue to be preached through the Internet. Places where macabre ideas against civilization and against humanity exist. Peace cannot succeed if such practices are installed as governance.

The Nobel Peace Prize urges us to imagine peace as permanent state. Peace must be administered for life, peace must be constructed as a collective and universal work, to which all citizens of the world are entitled: Palestinian, Syrian, Libyan or Iraqi.

Tunisia and Tunisians have done their duty for the citizens of the free world. We have stood guard and have defended the first barricade against barbarism and terrorism, so that you can continue the fight for peace. So that one day peace can be a reality for all human kind.

Alas, this Nobel Peace Prize is not the first, others have been awarded the prize, and yet peace could not be installed as a permanent state in human civilization. That this is a Peace Prize awarded, not for cessation of war between belligerents factions but instead for promotion of civilian peace through a consortium of community outreach, announces the advent of a new logic in the relations between peoples and nations.

This Peace Prize is involved in establishing a universal peace; a collective work on human rights, freedom of conscience and equality, many of the same issues which were included in the newly developed Tunisian constitution. The Tunisian Quartet won the Nobel Peace Prize in 2015 by intervening in a situation in order to impose partisan logic, the logic of constructive dialogue, where there are no winners and no losers, where only then Rule of law and the rights of every Tunisian are the prize. Where the ultimate outcome is an eternal Tunisia.

Long live peace, long live courts and justice! They will continue to combat militants seeking to withhold any single human right from any single person, especially, those of democracy and freedom.

Thank you.

Farhat TOUMI  
Toumi et Associés  
Sfax, Tunisie  
toumi.avocats@gmail.com

Farhat Toumi is a member of the Tunisian National Committee of the UIA, presided by Mongi Ghribi.



**UIA**

Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados



# BUDAPEST



**60<sup>th</sup> Congress**  
**October 28**  
**November 1, 2016**

**SAVE THE DATE**



**#UIABudapest**



Register at: [www.uanet.org](http://www.uanet.org)

Union Internationale des Avocats - 25 rue du Jour - 75001 Paris - France

Tel.: +33 1 44 88 55 66 - Fax: +33 1 44 88 55 77 - Email: [uiacentre@uanet.org](mailto:uiacentre@uanet.org)





Actualités de l'UIA  
UIA News  
Novedades de la UIA







## Opening Ceremony



The Union Internationale des Avocats had the honor of welcoming two of the four 2015 Nobel Peace Prize winners at its 59<sup>th</sup> Congress opening ceremony on October 28, 2015:

**Mohamed Fadhel Mahfoudh**, the Tunisian National Bar Association President and **Abdessatar Ben Moussa**, the Head of the Tunisian Human Rights League.

Both were recognized for their roles in the Tunisian National Dialogue Quartet, which made a decisive contribution to the building of a pluralistic democracy in Tunisia in the wake of the Jasmine Revolution of 2011.

They gave moving speeches on democracy, peace and the rule of law, for which they received a standing ovation.

The former President of Portugal, Mr. Jorge Sampaio, and the Spanish Justice Minister, Mr. Rafael Catalá Polo, were also honorary guest speakers at the ceremony.



## Le congrès de Valence en chiffres

- 27 000 tapas dégustés
- 3 745 pages vues sur le mini site [www.uiavalencia2015.com](http://www.uiavalencia2015.com)
- 1060 participants
- 942 tweets et retweets portant le hashtag #UIAValencia
- 360 kg de paëlla servis durant le congrès
- + de 300 orateurs
- 80 pays représentés
- Une équipe de 22 footballeurs



## Acknowledgements

The UIA expresses its sincere thanks to the Congress President, Mariano Durán Laguna, and to Jorge Martí Moreno, President of the Spanish Organizing Committee, for their commitment to the success of the 59<sup>th</sup> Congress, and to the entire local committee for their support.



## Encuentro-tapas de las mujeres UIA

Las mujeres asistiendo al congreso tuvieron la oportunidad de participar en un encuentro-tapas destinado a desarrollar sus negocios entre las mujeres de la red UIA. La keynote speaker del encuentro fue Martina G. Gallarza de la Universidad de Valencia. Habló del tema de la comunicación no verbal.



## Main theme 1 Impact of Globalization and Mobility on Immigration Law



Congress participants had the opportunity to listen to the panel selected by Jacqueline R. Bart, who spoke on the impact of Globalization and Mobility on Immigration Law. The first speaker, Stephen Cryne from Toronto, Canada, presented a large number of statistics to show the issue from an economic perspective. He demonstrated the visible trend of the shift from West to East, and emphasized the significance of the non-economic factors that influence labor mobility. The second speaker, Laura Devine gave insights into the migration situation in the UK. Her presentation was followed by a brief talk by Rayan Houdrouge, from Switzerland, who discussed the migration policy in his country, in particular in the context of the EU-Swiss negotiations on a migration agreement.

Jean-Christophe Dumont then presented the topic of permanent migration. He talked about the tools to shape public policy that the public authorities can use to regulate migration issues. Melissa Kaye Pang from the Law Society of Hong Kong also explained to the audience the regulations on immigration in her country of origin. A member of the ONHCR and ACNUR then spoke on refugee protection. The last speaker, Rosalia Perera from the Fundación del CGAE (Spanish Law Society Foundation), used Spain as a case study to analyze state regulation of human trafficking.

The panel's contributions were followed by questions from the audience, which led to a very interesting discussion on this highly topical subject.



## Tema principal 2 Las marcas en el deporte: negocios y derecho

“Las marcas comerciales han sido utilizadas por los distintos grupos interesados en la industria del deporte para afianzar su posición, lo cual ha conducido a una creciente mercantilización del deporte” aseguró Gavin Llewellyn, presidente de la Comisión de propiedad intelectual de la UIA.

El deporte y las marcas fueron los temas centrales de la segunda sesión plenaria del congreso. Durante esta sesión, se analizaron los intereses y los retos de todos los actores del mundo del deporte, desde los clubes hasta los patrocinadores. Otro de los asuntos abordados por las diferentes ponencias fue el de las ganancias multimillonarias que generan futbolistas como Lionel Messi, por ejemplo. Maite Nadal, miembro de la Junta de Gobierno del ICAM subrayó que “sin la existencia de una regulación legislativa específica para esta tema en el derecho”, los retos del abogado son enormes.



## Asamblea de los abogados del mundo por la defensa de la defensa

Los representantes de diferentes organizaciones de abogados implicadas en la defensa de la defensa convinieron en la necesidad de profundizar el diálogo y trabajar en la puesta en común de experiencias y recursos, en particular cuando se trata de estudiar los mecanismos que existen para la protección de abogados a nivel de las instituciones intergubernamentales e interregionales.

El relato de abogados que confrontan diariamente amenazas, persecuciones, agresiones e, incluso, asesinatos fue, quizás, el momento más significativo del evento. Miguel Togué de Camerún, Daniel Arshack, representando a Waleed Abu Al-Khair de

Arabia Saudí, Yiu-Leung Cheung de Hong Kong, y José Luis Valladares de Honduras expusieron la triste realidad que les toca vivir a muchos compañeros, y el porqué de continuar movilizados para apoyarles.

## Prix International Jacques Leroy



Le Prix International Jacques Leroy 2015 a été décerné à M. Jonathas Lima Soler (Sao Paulo, Brésil) pour son travail sur le thème : Respect des Droits de l'Homme au Travail et contrôle des chaînes de sous-traitance. Le lauréat a été récompensé par la prise en charge de sa participation au congrès, une somme de 1000 euros et une année d'adhésion gratuite à l'UIA.



Barbara J. Gislason reçoit le Prix pour Janice Mulligan

## Prix Monique Raynaud-Contamine

Le Prix Raynaud-Contamine pour l'année 2015 a été attribué à Mme Janice Mulligan (San Diego, Californie). Son rapport est intitulé "How would you like your Pacemaker to be hacked? Healthcare Cyber Vulnerability: A Risk Management Nightmare for the 21<sup>st</sup> Century".

La mention « Jeunes Avocats » du prix a été décernée à M. Iñigo Gutiérrez Velasco pour son rapport intitulé: "Derecho concursal y derecho laboral. El despido colectivo en Empresas en crisis: ¿Cierre de empresa o centro de trabajo en el ámbito europeo?". Une mention spéciale a été attribuée à Mme Maria Cronin pour son rapport "The Growing Threat of Telephone Surveillance: The Phone Hacking Scandal In The United Kingdom".



## Premio de la Comisión del Año

El premio de la Comisión del Año fue entregado a la comisión Arbitraje Internacional presidida por Patricia Ann Peterson. Este premio recompensa el trabajo científico de la comisión a lo largo del año 2015.



Laurence Kiffer, Vicepresidenta de la Comisión, recibió el Premio en nombre de Patricia Ann Peterson





## Soirée Informelle

La soirée s'est déroulée à la Ciudad de las Artes y Ciencias. Tout d'abord accueillis par une troupe de danseurs, les participants ont pu ensuite déguster des tapas au sein de l'Hemisfèric. Ils ont pu aussi découvrir la vidéo des premiers jours du congrès projeté sur l'immense sphère centrale. Un DJ a accompagné les congressistes sur la piste de danse jusque tard dans la soirée.



## Guest star: Nao Robot!

The Privacy and Rights of the Digital Person Commission held a session on October 31. The Commission had the privilege of welcoming a guest star, Noa Wallis, who is a Nao Robot. Noa introduced the session in front of mesmerized attendees, before leaving the floor to the speakers.

## Activités sportives

Le sport fut mis à l'honneur à Valence ! Pour les amateurs de jogging, l'UIA avait organisé deux sessions matinales qui ont permis aux participants de découvrir la ville de Valence tout en cultivant leur passion pour la course à pied. Les aficionados du ballon rond ont quant à eux, porté haut les couleurs de l'UIA dans un match amical qui les opposa à une équipe valencienne.



**Bravo à tous  
pour ce bel esprit sportif !**





## Congress mini website

From October 28 to November 1, 2015, 3,745 pages of the Valencia Congress mini website were viewed. You can still access the congress program, the list of participants and speakers, as well as the reports and the pictures of the congress connecting to [www.uiavalencia2015.com](http://www.uiavalencia2015.com).

## Témoignages / Remerciements



*"Ha sido un gran congreso. Un éxito."*

*" J'ai passé un moment magnifique et l'organisation dans cette belle ville de Valence était vraiment à la hauteur, merci ! "*

*"The organization of the social events was excellent this year -congratulations- they were all terrific!"*

*"Una gran oportunidad de reunirse con colegas de todo el mundo, intercambiar experiencias y conocer, incluso, la visión que en otros países se tiene de la práctica jurídica en España".*

*" C'est la première fois que je participe à ce grand congrès organisé par l'UIA, et j'ai beaucoup aimé l'embaras du choix des sessions en simultanée".*

*"Brinda la oportunidad de hacer amistades interesantes y volver a ver a viejos amigos. Un encuentro entre abogados de todo el mundo es algo verdaderamente apasionante para cualquier abogado".*





# Cena de gala

La cena de gala tuvo lugar en el Centro del Carmen, un antiguo convento situado en el centro histórico de Valencia. Los participantes fueron recibidos en el patio por bailarines folclóricos y cenaron luego en la sala Ferreres mientras disfrutaban de las melodías de un cuarteto de cuerdas.



## General Excursion in Játiva

On the last day on the congress, the participants discovered the historic city center. They visited the Collegiate Basilica of Santa Maria of Játiva and the Almodí local museum. They took the tourist train to the castle from where they could admire the magnificent landscapes of the region.







## Jean-Jacques Uettwiller, nouveau président de l'UIA

Lors de la cérémonie de clôture du congrès, Miguel Loinaz a officiellement remis la présidence de l'UIA à Jean-Jacques Uettwiller, avocat français résidant à Paris. Dans son discours d'investiture, Maître Uettwiller a rappelé la vocation de l'UIA pour la défense de l'État de droit partout dans le monde où il est en péril. Il a insisté sur le rôle essentiel que doivent jouer les avocats et leurs barreaux et les a assurés de tout le soutien de l'UIA dans cette mission.

### The UIA would like to thank its partners and exhibitors



## 60<sup>TH</sup> UIA BUDAPEST CONGRESS

Save the date for the next UIA Congress in Budapest, which will run from October 28 to November 1, 2016! Come and share some unforgettable moments while discovering the Pearl of Danube!





# Discours d'investiture du Président Uettwiler



Distinguished Guests,  
Dear Friends and Colleagues,

With you today, I would like to get back to the foundations of the UIA and so I have chosen to insist on three essential ideas that I am sure you share with me: the defence of the rule of law, the sharing of experiences through training and the development of professional organizations. And I do not forget that promises are debts we must honour.

Being elected president of the UIA is a great honour, I am perfectly aware of this. It is also and I am even more aware of it, a duty and a great responsibility.

## The rule of law

We are very lucky to live in an era where increasing change forces us to be continually evolving and therefore extremely vigilant.

Lawyers are not spared these constant changes, and to mention but a few:

- Concerns about security, which lead to serious infringements on Human rights, defence rights and attorney-client privilege;
- The desire for transparency in conflict with the right to the protection of personal data and the right to be forgotten;
- The relentless development of taxation rules which complicate the making of reasoned decisions;
- The determination of some States or supra-national organizations to dominate the profession.

The UIA is dedicated to helping our profession's institutions and all lawyers around the world to absorb the rapid changes we are experiencing without ever losing sight of our values. This must be done in compliance with our fundamental mission which is to promote, freedom and the rule of law. Although we are well aware of the impact of technological progress on our work, we have not prepared ourselves sufficiently for upcoming changes and the development of artificial intelligence.

The protection of human rights can only be achieved through the independence of lawyers, through a strong and respected position for our profession and its institutions. The rules existing in each and every state must ensure that lawyers and their institutions are absolutely free to practice their profession without being prosecuted or attacked because they defend the very rights entrusted to them by their clients.

This is one of the conditions of the rule of law. However, we should not be misled, attacks against lawyers are by no means experienced in emerging countries only. Our old democracies are just as much to blame in that respect, and this is true in the field of litigation before the courts as much as in that of consulting and business law.

Another condition is the existence of stable and non-retroactive legislation, a legislation that respects the rights of all and does not turn lawyers into informers or suspected accomplice of the offences of the clients.

The French Constitutional Court did well in rejecting statutory provisions intended to force lawyers to disclose the tax arrangements they helped design to the tax authorities, or tax them very heavily if such arrangements were considered a misuse of law.

Comment admettre, non pas pour protéger l'avocat mais son client et le secret de la confidence, que les communications verbales ou écrites de l'avocat avec son client, comme le reconnaît un ministre aux Pays-Bas ou pire encore avec le chef de son ordre, comme en France, puissent être interceptées par les pouvoirs publics?

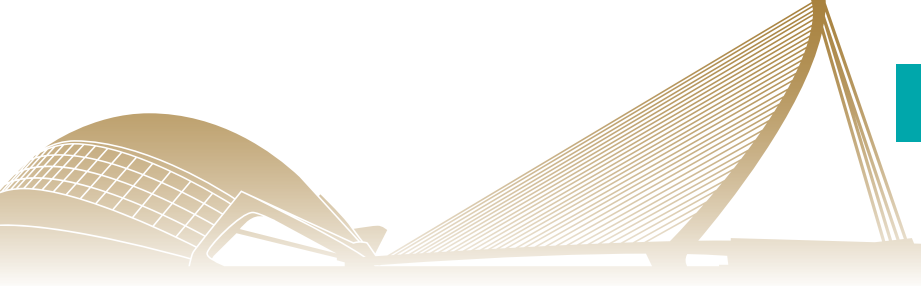
Comment également accepter qu'un avocat soit poursuivi parce qu'il a défendu des opposants au régime politique en place? Et pourtant, que ce soit en Turquie, en Arabie Saoudite ou en Egypte, nous l'avons vu et le voyons encore, et les organisations d'avocats ont dû se mobiliser, parfois sans résultat. Pouvons-nous aussi accepter que l'avocat soit poursuivi pour avoir conseillé ses clients dans la gestion fiscale de leurs entreprises ou de leurs affaires ?

La tâche est immense, elle se déroule sur la planète entière.

La Fondation Magna Carta doit trouver pleinement sa place dans le concert mondial de la protection des droits humains et de la défense de la défense et après les années d'apprentissage, il faut lui trouver un second souffle.

Nous avons créé cette année le UIA Institute For the Rule of Law (IUA-IROL),





sous la direction de notre président d'honneur le Bâtonnier Pascal Maurer, afin de regrouper et coordonner le travail de nos directions et commissions travaillant sur les droits humains, la défense de la défense, l'indépendance de la profession et l'Etat de droit. Travailleront avec lui cinq directeurs et dix adjoints permettant de démultiplier l'action de l'UIA au service des droits humains et de la défense de la défense. Ils ont tous pris leurs fonctions avec enthousiasme et les présidents comptent beaucoup sur eux pour que nous soyons présents partout où l'avocat est en danger et partout où l'Etat de droit vacille.

## Formación

Uno de los mayores requisitos de nuestra profesión, a diario, es mantenernos siempre competentes en un entorno que ha perdido su estabilidad. El entendimiento mutuo con nuestros interlocutores también es una de nuestras exigencias esenciales.

La UIA es poliglota, firmemente multicultural, respeta todas las culturas e idiomas sin nunca imponer un modelo societario. Al contrario, pensamos que garantizar el respeto de las especificidades es un requisito fundamental para la riqueza de nuestra misión, sin pensamiento uniforme.

Durante los años pasados, la actividad de formación de la UIA ha alcanzado una dimensión sin precedentes y quedo muy agradecido al trabajo hecho por Carlo Mastellone, primero como director de los seminarios, y después como director de la formación continua. Naturalmente, quiero igualmente agradecer el equipo que le sucedió, a saber Matthias Stecher como director de los seminarios y Judith Budai e Alain Grosjean como directores adjuntos.

Hoy en día, unos dos mil participantes siguen los veinticinco seminarios y sesiones de formación que organizamos cada año, y vienen de numerosos países. Diez años atrás, se organizaba apenas diez seminarios y habíamos quinientos participantes.

## Developing the action of professional organizations

Sometimes, our collective members ask us what the UIA does for them. Our mission is not to replace them, of course, but rather to find together what the UIA can and must do to assist and develop their activities.

What you should ask us more often is what we should do for you. The International Bar Leaders Senate is one of the instruments to accomplish this task, but it is not the only one, and I can assure you that we do listen to all your requests. For example, we can and must be proud to be behind the creation of the Council of Bars and Law Societies of Europe, which became independent in 1960 but with which we always work with great pleasure.

Team work, as I told you.

My dear former presidents, I rely on your experience to help me with this task. Feel free to criticise, but when you do so be constructive and make specific proposals.

Ladies and gentlemen members of the executive committee and of the governing board, work with us, even more than before.

Ladies and gentlemen presidents and members of national committees, you are the UIA's emissaries "missi dominici" in your countries, ambassadors, delegates, developers, monitors of freedom; the UIA relies on you. You will demonstrate your vitality once again at the international day of lawyers in danger on January 24, 2016.

Mesdames et Messieurs les présidents de commission, le travail scientifique de l'UIA est votre tâche et nous comptons tous sur vous pour prolonger le travail qui est fait, le guider et le publier. Le travail intellectuel n'est pas une œuvre éphémère qui disparaît après un congrès ou un séminaire, c'est une recherche, un approfondissement constant qui doit se diffuser et enrichir d'autres travaux.

Enfin, j'ai constitué une équipe nombreuse de conseillers du président et, c'est

nouveau, eux aussi vont travailler pour aider la présidence à percevoir les remontées de nos membres qu'ils soient individuels ou collectifs, et pour diffuser l'image et les idées de l'UIA.

Le président de l'UIA n'est que l'un des outils de cette mission et le capitaine d'une équipe. Il est responsable des échecs et parfois peut être cité dans les réussites. Nous ne pouvons être efficaces que par le travail de tous, dans la coordination de nos institutions propres.

En este aspecto, estoy siguiendo el trabajo de mis predecesores, y en particular los que me han precedido inmediatamente, Stephen Dreyfuss y Mighel Loinaz, cuyas acciones serán continuadas por mí durante mi presidencia, preparando la de mi sucesora, Laurence Bory, primera mujer presidente de la UIA. El presidente de la UIA debe dedicarse completamente a su función que lo absorbe y que le dicta sus acciones.

Es el trabajo de un equipo, como lo dije, y la consolidación de lo que ya fue hecho, para que no se pierda el valor de los progresos pasados.

Continuaré reiterando estos mensajes, tanto como necesario, hasta que constituimos una maquinaria maravillosa al servicio de los abogados del mundo, y por consiguiente de nuestros clientes, que sean justiciables o solicitantes de asesoramientos.

Ustedes me han electo para servir. Emplearé mis mejores esfuerzos para cumplir esta noble misión.

Jean-Jacques UETTILLER  
Président de l'UIA





**UIA**

Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados

# Corporate Transactions in the Fashion Business: M&A and IPOs

FRIDAY, FEBRUARY 19, 2016



# VENICE

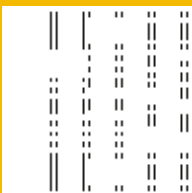
## ITALY



#UIAfashion

Information and online registration at [www.uianet.org](http://www.uianet.org)

Seminar organised by the UIA  
with the support of the "Camera Arbitrale di Venezia" (Venice Arbitration Chamber)







## L'UIA à Chamonix - Tout schuss !

I<sup>e</sup> séminaire d'hiver - Les transactions transfrontalières  
en matière de fusion-acquisition - Corporate, réglementation,  
contentieux / Arbitrage et questions connexes

I **Véronique MOISSINAC MASSÉNAT**



Du 5 au 12 mars 2016, le I<sup>e</sup> séminaire d'hiver de l'UIA avec le soutien des sections droit international et contentieux de l'ABA, aura lieu pour la première fois de son histoire en France, à une heure de Genève, ou encore deux heures de Lyon ou de Turin.

Ce séminaire se tiendra à Chamonix sur les lieux mythiques des premiers Jeux Olympiques d'hiver de 1924 et de la prochaine coupe du monde de ski alpin en février 2016.

Au pied du Mont-blanc, 4 810 mètres de rocher, de glace et de neige, rien que pour vos yeux.

En cette saison, nous sommes certains d'avoir de la neige et du soleil. De la salle de séminaire à la Vallée Blanche, il n'y a qu'un pas à franchir, et vous verrez les transactions transfrontalières sur les fusions-acquisitions, dans un panorama exceptionnel et une ambiance non moins formidable.

Le lieu du séminaire est en effet situé, en pleine ville, à une minute à pied du téléphérique permettant d'accéder en quelques instants au sommet de l'Aiguille du Midi où vous attend une vue à couper le souffle sur les versants des alpes suisses, italiennes et françaises, point de départ du célèbre hors-piste.

Le séminaire se déroule de la façon suivante : quelques heures de travail le matin, avant de partir dévaler les pistes et déjeuner en

altitude, pour nous retrouver ensuite en fin d'après-midi et poursuivre le séminaire.

La semaine se partage entre le conseil pour la première partie et se prolonge avec le contentieux. Il est, du reste, possible de venir juste pour la première ou seconde partie de la semaine.

Au cours de la première partie consacrée au conseil, le lundi sera dédié aux questions fondamentales sur la préparation et la négociation des fusions-acquisitions transfrontalières : les fusions-acquisitions en situation de crise et d'insolvabilité, les *due diligences* et leur impact sur la structuration de l'accord ; les *due diligences* en matière de conformité (notamment les conséquences en droit pénal des affaires), la participation des sociétés des marchés émergents dans les fusions-acquisitions transfrontalières.

Mardi, nous aborderons les fusions-acquisitions dans les secteurs réglementés ; les droits, obligations et responsabilités des administrateurs, actionnaires et autres parties impliquées dans l'opération de fusion-acquisition ; les risques légaux dans les contrats de fusion-acquisition.

À partir de mercredi, il sera question du contentieux et, plus précisément ce jour-là, des plaintes contre les administrateurs et actionnaires ; le contentieux judiciaire et arbitral en cas d'échec des négociations, ainsi que le contentieux post fusion-acquisition.

Jeudi, nous examinerons les derniers développements jurisprudentiels et les mécanismes de résolution des litiges dans le domaine des fusions-acquisitions internationales.

Vendredi, il s'agira des questions annexes, telles que le droit social et autres.

Samedi, le séminaire se déroulera exclusivement sur les pistes ! Les Grands Montets, le Brévent, le Domaine de Balme, les Houches, ou encore la Vallée blanche pour les plus aventureux. Le programme promet d'être dense. Heureusement que nous aurons pris de l'avance les jours précédents.

Nous sommes déjà plus de trente participants de seize nationalités différentes (Royaume-Uni, États-Unis, Chine, Espagne, Israël, République tchèque, France, Bangladesh, Allemagne, Suisse, Algérie, Chypre, Népal, Italie, Japon et Canada), représentants des quatre continents et espérons avoir le privilège d'accueillir un représentant d'Océanie. C'est une occasion unique de pouvoir échanger avec des avocats, des universitaires et des économistes de tout horizon, sur les dernières actualités de ces sujets dans cette atmosphère si particulière du séminaire d'hiver qui fait de chaque participant un membre à part entière de l'équipe.

C'est une vraie opportunité que de pouvoir ainsi se rencontrer dans une ambiance





## The UIA in Hefei

*Homology of Medicine and Food, "Future" Therapy and DIY Medical Treatment: New Legislation and New Policy in the Era of Gene*

■ **Barbara J. GISLASON**



informelle des plus sympathiques et qui plus est, dans un cadre superbe.

La légende du séminaire de ski de l'UIA n'est nullement empruntée, ainsi que j'ai pu le constater à Baqueira Beret (Espagne) lors du 8<sup>e</sup> séminaire. La tradition veut aussi que nous explorions chaque soir un endroit différent, pour que ceux qui viennent de loin puissent avoir un aperçu de cette vallée des Alpes françaises. Chamonix étant une ville pleine de ressources, les non skieurs ne seront pas en reste pour découvrir les promenades en raquettes, la mer de glace, l'Aiguille du midi ou encore tenter leur chance au casino. Quelle que soit votre spécialité, quel que soit votre niveau en ski, quel que soit votre style : snow ou télémark, vous êtes chaleureusement attendus.

Véronique MOISSINAC MASSÉNAT  
Paris, France  
veroniquemoissinac@hotmail.fr

Revolutionary changes in worldwide health science and life science, based on huge advances in IT and genetic engineering, have attracted the attention of diverse scholars and the public. With increasing public focus on issues like gene technology and food safety, scholars and professionals in the life sciences must know cutting-edge scientific and technology achievements as well as trends in the related policies, not only in the USA, but also worldwide. As a result of modern society's high interconnectedness and changing demographics, developments in biotechnology, such as gene editing, wearable medical equipment, and neurochips are poised to make a major difference in people's lives. All these scientific achievements provoke our profound admiration. However, potential challenges such as genetic pollution, ethics of biotechnologies and bio-weapons cannot be ignored.

In the era of the rapid rise of gene science, Chinese traditional medical treatments develop together with modern therapy, so we need to develop new policies and regulations to guide the development and integration of these two different ways. New policies are needed to address biotechnology intellectual property protection, food safety legislation, culture inheritance and development of Chinese traditional medicine and ethics and privacy protection in gene technology. To this end, the themes of this seminar will be:

■ The present, future and challenge of the integration of modern biotechnology and Chinese traditional medicine;

- Ethics and privacy protection with respect to gene repair, editing, reorganization, silencing, and use of genetic big data;
- The development of modern genetic engineering in practice;
- Challenges and countermeasures of Chinese traditional medicine, food and health care products;
- Ethical and moral issues of artificial genetic code and chromosome transplantation;
- Licensing and technology transfer of integrated Chinese traditional medicine and Western medicine;
- Laws, regulations, policies and agreements related to biotechnology industrialization;
- Nano-medicine and brain medicine, medicine to regenerate cell youth, key oncogenes and tumor immunotherapy;
- Advanced practices and new models in bio-pharmaceutical R&D;
- Privacy protection in multi-engine virus scanning (VirScan) technology.

This seminar will not only showcase the forefront of biotechnology development, but also initiate a profound discussion of the foreseeable influence of new technology. The scholars in the seminar will introduce new policies and regulations to guide the emerging biotechnology.

Can the biotechnology sector in Europe and the United States and major developing countries reshape the global pharmaceutical, medical equipment and diagnostic industries? If they can, how about the current bilateral relationships for intellectual property protection, trade negotiations and dispute resolution? Are they strong enough to meet the needs of high-tech industries such as biotechnology?

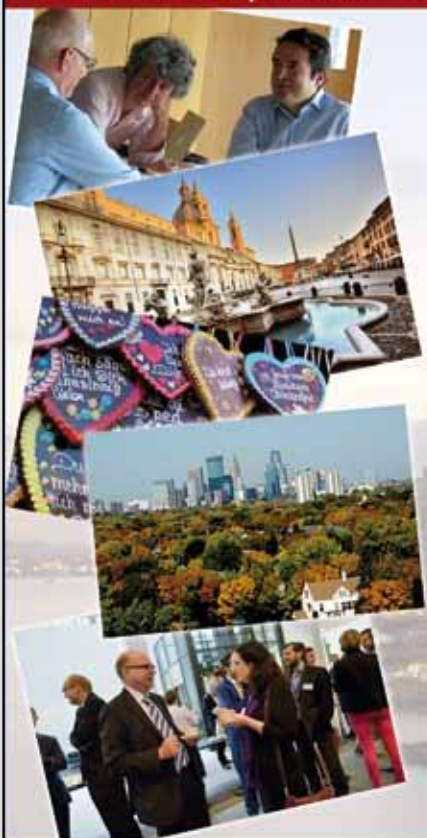
Experts will help you understand how to protect our cultural inheritance of traditional Chinese medicine in the context of new policies and regulations and how to guide the healthy development of emerging biotechnology. The seminar will give you access to brilliant scholars who will help you understand whether traditional Chinese medicine is scientific or not and how to advance traditional Chinese medicine technology on the world stage. We will take a multi-faceted look at opportunities and challenges in the development of biotechnology and the protection of intellectual property rights. In light of mobile Internet technology and big data analysis, we will discuss whether the current laws and regulations can meet the requirements of vibrant high-tech industries such as genetic technology.

In this seminar, experts from large medical companies will introduce advanced R&D models in the global pharmaceutical industry. Taking virtual research and development as an example, we can learn about the establishment of compact R&D teams for each kind of drugs, their successful practice of outsourcing R&D work, and then entering the clinical trial stage efficiently. R&D teams are minimized and costs are reduced by outsourcing almost everything and funding every project as an independent unit. The key point is to prove not only that each drug is safe for humans but also effective in treating their corresponding diseases. This seminar will bring you into the conversation about the latest medical R&D practice among professionals and scholars.

The developments of gene mapping, clinical proteomics, MERS, epigenetics, nano-medicine, synthetic biology and the immune oncology, together with the technological progress in cloud computing, mobile interconnection, social networking, etc., are changing our day-to-day lives. However, we do not see that these technologies are seamlessly integrated into modern medical treatment. As for the whole field of Life Science and Technology, we need to explore different ways to integrate traditional clinical data with new behavioral data using mobile medical technology. Therefore, topics related to "future" therapy and big medical data will be discussed in the seminar.

Barbara J. GISLASON  
President of the UIA  
Biotechnology Law Commission  
Law Office of Barbara J. Gislason  
Minnesota, Minneapolis, United States  
gislasonbj@aol.com

Become a partner of the UIA events and give your firm real visibility!



30+ events (seminars, training courses, congress) per year are organized throughout the world.

> The UIA offers you various partnership options, such as:

- openings for promotional products;
- financing a social event.

> Link your firm with a prestigious international lawyers' organisation accredited by several international judicial institutions and organisations

> Gain recognition among major personalities in legal circles and lawyers active at an international level



Informations  
& Contact

Noelia Alonso Morán, Development & Partnership co-ordinator  
Email: [nalonso@uianet.org](mailto:nalonso@uianet.org) - Tel.: +33 1 44 88 55 66 - Fax: +33 1 44 88 55 77





**UIA** Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados



## UIA 11<sup>th</sup> Winter Seminar

### Cross-border M&A Transactions

Corporate, Regulatory, Litigation/Arbitration and Related Issues

March 5 to 12, 2016



# CHAMONIX, FRANCE

Seminar organised by the UIA  
with the support of the ABA – Section of International Law  
and ABA – Section of Litigation

Information and online registration at [www.uianet.org](http://www.uianet.org)



## L'UIA à Paris

Prévention du risque pénal des dirigeants et des entreprises,  
en France et à l'étranger

Suffirait-il de mettre en place des délégations de pouvoir ?

I Bénédicte QUERENET-HAHN



### The Prevention of Criminal Liability of Directors and Corporates in France and elsewhere

#### Would it be sufficient simply to delegate authority?

Criminal liability is the risk directors most fear when their companies reach a critical size and the directors can no longer control everything directly. In certain legal systems, of which France is one, the delegation of authority denotes both the transfer of authority to make decisions and of potential criminal liability arising from such authority.

How about overseas, where in many cases, the directors of the parent company are also the directors of the subsidiaries, in order to exert control over these. Does the delegation of authority have the same exonerating effect for the directors? And how does this work in the context of compliance?

What policies must be put in place and in which countries, to avoid the directors and companies being put at risk, while at the same time ensuring that control of the subsidiaries is maintained through the parent company?

Dans un environnement juridique toujours plus complexe, une des difficultés à laquelle sont confrontés les groupes internationaux de sociétés est de parvenir à mettre en place une gouvernance permettant à la fois d'assurer le contrôle des activités des filiales, tout en évitant une implication de la société mère et de ses dirigeants qui les exposerait à supporter la responsabilité des agissements des salariés de leurs filiales.

Les dirigeants de la société mère pensent souvent que le meilleur moyen pour eux de contrôler les filiales du groupe, est d'en être le dirigeant. Ils ne réalisent pas qu'en étant dirigeant des filiales, tout en laissant aux opérationnels le soin d'en mener les affaires quotidiennes, ils portent tous les risques, sans véritablement exercer de contrôle.

Ils pensent aussi parfois qu'en déléguant leurs pouvoirs aux salariés opérationnels de la filiale, ils pourront se protéger du risque d'une mise en cause de leur responsabilité. Si, en effet, dans certaines législations, la délégation de pouvoir a pour effet d'opérer non seulement le transfert d'une autorité, mais également le transfert de la responsabilité pénale qui y est attachée, tel n'est toutefois pas le cas dans toutes les législations. C'est pourquoi, pour les dirigeants de la société mère, prendre la direction de la filiale et déléguer leurs pouvoirs aux opérationnels n'est pas une solution satisfaisante.

Dès lors, se pose la question de savoir, selon les législations, quels dirigeants mettre en place et comment les contrôler ?

Cette problématique est d'autant plus complexe que se développent, dans de nombreuses législations des obligations de prévention sanctionnées pénalement, en matière de fraude, corruption, export control, blanchiment, fiscalité, travail, environnement, concurrence, consommation, etc. Beaucoup de ces législations sont d'application extraterritoriale et font remonter à la société mère la responsabilité des agissements des filiales et de leurs salariés.

C'est pour répondre à ces questions de gouvernance et de compliance des groupes de sociétés que l'UIA organise à Paris, le 21 avril 2016, un séminaire sur le thème de la Prévention du risque pénal des dirigeants et des entreprises, en France et à l'étranger.

Le séminaire est organisé conjointement avec l'association des Juristes d'entreprise (AFJE) et réunira un panel d'avocats et de juristes du monde entier. Le séminaire se déroulera en langue française et anglaise, avec traduction simultanée, afin qu'un large public international puisse y participer.

Les organisateurs vous espèrent nombreux à cet évènement qui s'annonce passionnant et riche en enseignements.

Bénédicte QUERENET-HAHN  
Conseiller du Président de l'UIA  
GGV Grützmacher Gravert Viegner  
Paris, France  
hahn@gg-v.net





Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados

# Latest Trends in Sports Law in Europe and the United States – Views from Both Sides of the Atlantic

THURSDAY, MARCH 31 & FRIDAY, APRIL 1, 2016



MIAMI, FL  
UNITED STATES



#UIASports

Information and online registration at [www.uanet.org](http://www.uanet.org)

Seminar organised by the UIA Sports Law Commission



Droits de l'Homme et de la Défense  
Human Rights and Protection of Lawyers  
Derechos Humanos y de la Defensa





## Ce jour-là, une vie a été sauvée

Richard SÉDILLOT

À l'occasion de la Journée mondiale contre la peine de mort 2015, le Ministère français des Affaires étrangères et du développement international, le Conseil National des Barreaux (CNB), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et la Conférence internationale des barreaux de tradition juridique commune (CIB) ainsi que l'association Ensemble contre la peine de mort (ECPM), ont organisé un concours international de plaidoiries adressé aux jeunes avocats francophones.

Parmi les plus de 70 plaidoiries présentées par des avocats originaires d'Afrique du Moyen Orient (Liban), d'Europe et d'Asie, 11 ont été sélectionnées pour participer à la finale qui s'est déroulée à Paris les 8 et 9 octobre 2015.

M<sup>es</sup> Yasmine Attia, avocate en Tunisie, et M<sup>e</sup> Michèle Ndoki, avocate au Cameroun, ont toutes deux reçu le premier prix ex aequo des mains de M<sup>e</sup> Robert Badinter, ancien garde des Sceaux et ancien président du Conseil constitutionnel, et M. Matthias Fekl, Secrétaire d'Etat chargé du Commerce extérieur, de la promotion du Tourisme et des Français de l'étranger.

Pour illustrer ce concours, il a été demandé à Richard Sédillot, l'un des organisateurs de l'événement, de rédiger une nouvelle sur son expérience de plaidoirie contre la peine de mort, nouvelle que nous publions ci-contre.

*Bujumbura, Burundi. Juillet 1999.*

Il a plu une grande partie de la nuit. Le bruit de l'orage et l'appréhension du combat à venir ont troublé mon sommeil. L'aube est proche et je sais que je ne me rendormirai pas. Je décide de me lever. J'écarte les rideaux. Les premières lueurs du jour sont grises, opaques, saturées d'eau. Les gouttes, énormes, se fracassent sur les toits de tôles, en un concert d'une harmonie presque militaire.

Les mots qui me semblaient s'imposer, et que j'ai cru retenir, pendant cette courte nuit, se sont évadés. Peut-être n'étaient-ils pas les bons. Alors je reprends. Je cherche de nouveau. En buvant le café que le cuisinier a déjà préparé à mon attention, puis sous la douche, et pendant que je m'habille : je plaide. Monsieur le Président, Messieurs du tribunal, croyez bien que je sais le poids de la tâche qui vous a été confiée... Monsieur le Président, Messieurs du tribunal, nous partageons le même goût pour la vérité judiciaire... Monsieur le Président... Je plaide pour moi, pour me rassurer, pour me dire que j'aurai quelque chose à dire, que je pourrai trouver des mots pour le sauver, des phrases, peut-être, qui resteront gravées dans l'esprit des juges jusqu'au délibéré et qui auront le pouvoir d'orienter leur décision. Je sais pourtant, nous le savons tous, que ces exercices ne servent à rien qu'à nous rassurer. La plaidoirie, la vraie, celle qui sera servie au tribunal n'aura évidemment rien à voir avec la plaidoirie destinée au bol de café, ou avec la plaidoirie imaginée sous la douche, et c'est heureux...

J'ai mis mon meilleur costume, comme un petit hommage à ceux que je veux imaginer capables d'humanité, mais je n'ai pas cédé à la cravate. Je n'aime pas l'effet que le nœud provoque sur mon cou, et surtout pas ce matin...

Le chauffeur m'attend déjà. La pluie, qui a cessé, a exalté la couleur de la terre, ce rouge dont mon esprit imagine, emporté par quelque superstition nouvelle, qu'il pourrait être prémonitoire. Pourtant le ciel est pur, lavé. Les larges palmes des arbres du voyageur sembleraient artificielles à un passant inattentif tant elles brillent sous un soleil déjà chaud, et je me dis que la vie est plus forte.

L'eau et la terre, en un mariage temporaire et forcé, ont formé une boue qui colle aux semelles, ralentit la marche et semble me dire de ne pas y aller. Je suis en proie à ces contradictions naturelles, irrationnelles, tellement humaines.

La voiture descend la colline, quitte les voies dégagées pour emprunter la route du tribunal, qui mène vers l'un des quartiers les plus pauvres de la ville. Les enfants courent au bord de la route en riant, tentent d'échapper aux jets d'eau que provoquent les roues des voitures qui traversent les flaques. Des femmes portent de grands paniers sur leur tête, en un équilibre qui me semble soudain fragile. Un estropié circule à bord d'un petit chariot qu'il fait avancer en pédalant avec les mains, à une vitesse qui me surprend. Les vendeurs de petits riens installent leurs étals, les coiffeurs ouvrent boutique et déjà, ici et là, s'allument les feux des cantines de rue, qui



serviront, dans quelques heures, des plats cuisinés aux travailleurs du quartier. C'est cette animation, cette foule vive et occupée, qui va et vient, parfois sans autre but que celui de tromper l'ennui, qui retient en ces instants mon attention. Je m'y accroche, comme le nageur épuisé s'accroche à la bouée. Lorsque l'auto ralentit, je prends le temps de détailler les motifs de la robe de la coiffeuse, je compte le nombre de plats de fer blanc entassés au pied du petit four de terre, j'examine avec l'attention la plus vive les pyramides de fruits composées par les marchands. C'est aussi pour cette vie, pleine de couleurs, de lumière, de senteurs, de bruit, si palpable, que tout à l'heure je parlerai. Pour l'instant, c'est elle qui m'empêche de penser que l'issue de cette histoire pourrait être fatale, c'est elle qui conjure ma peur. C'est pour ça que je m'y accroche avec tant d'ardeur.

Mon chauffeur circule entre tous ces passants, les frôle de la carcasse de son auto avec une habileté qui m'impressionne. Il n'a pas encore parlé, ce matin. Il connaît mes peurs et craint de briser le silence que je lui ai imposé sans rien dire.

J'arrive devant le tribunal, fragile construction de terre et de tôle. Les hommes de la troupe sont déjà là : ils attendent le spectacle. Ils sont venus voir juger celui qui porte le même uniforme, occupe la même caserne, partage le même dortoir. Je me demande un instant, à leur nombre, si une permission leur a été accordée pour l'occasion. Ce serait une bien désolante occasion, mais certains croient encore en la dissuasion judiciaire...

Je ne suis pas l'un des moindres acteurs de la pièce, et mon arrivée est saluée par des exclamations, des rires, des mains qui se tendent et que je serre les unes après les autres, pensant trouver parmi ces jeunes soldats un appui dont je ne saurais d'ailleurs que faire. L'un d'eux s'approche et me dit : « On sait que tu vas le défendre, et on est content que ce soit toi, mais tu sais, leur décision est déjà prise », et cette interpellation funeste fait rire ses camarades. Le rire est parfois un instrument de survie, écrivait Primo Levi.

La chaleur étouffante de la salle d'audience me saisit, brutalement, comme pour rappeler le drame qui va se jouer dans quelques instants.

Mon jeune client est déjà là, assis au premier rang, les yeux baissés, indifférent à la présence de sa famille, de ses compagnons d'armes. Je m'approche de lui, pose ma main sur son épaule. Il me regarde d'un air que la lassitude semble avoir dérobé à la peur. Je lui dis de nouveau ce que je vais plaider, les réponses qu'il doit faire, mais je ne suis pas sûr qu'il m'entende.

La garde présente les armes, au cri du sous-officier de faction. Le tribunal militaire fait son entrée et à ce moment précis, me reviennent en mémoire les mots de Clémenceau : « *La justice militaire est à la justice, ce que la musique militaire est à la musique* ». Puissé-je un instant en adoucir la partition...

Alors tout va très vite, trop peut-être... Le président rappelle les faits : « *Tu étais de permission, ce soir-là, et tu es parti boire de la liqueur de banane au cabaret. Tu as beaucoup bu, dit le cabaretier, et lorsque ton camarade t'a dit qu'il fallait retourner à la caserne, tu étais déjà ivre, et tu as refusé de le suivre. Il a insisté, alors, pour ne pas te laisser seul, et tu t'es énervé. Tu as dirigé ton arme vers lui, et tu as tiré. Tu es poursuivi pour homicide volontaire...* »

Le jeune soldat dit qu'il ne se rappelle pas bien, qu'un coup est parti, qu'il a vu son compagnon tomber, qu'il ne voulait pas, qu'il avait trop bu, qu'il n'aurait pas dû boire, il le sait, mais que le malheur qui l'étreint est parfois le plus fort et lui fait perdre raison. Il est seul, ses parents sont morts pendant le génocide. Il a été recueilli par un oncle qui l'a confié à un foyer, puis à l'armée. Il remercie l'armée de l'avoir accepté. Il demande pardon, il regrette. Il pleure.

Le tribunal le regarde, impassible. Le président tente encore de poser quelques questions mais le jeune soldat se mure dans le silence de sa mémoire défaillante.

L'audience me fait penser à une audience de comparution immédiate en France, lorsque les faits ne sont pas discutés et que le tribunal, convaincu de la culpabilité, ne comprend pas l'intérêt qu'il peut y avoir à prolonger des débats qui semblent tellement l'ennuyer.

Aucun témoin n'est présent. La justice, ici comme ailleurs, est économe. Et d'ailleurs, qui aurait-on pu entendre ?... La victime est

morte, le cabaretier a déposé par écrit, et son établissement était vide au moment des faits.

Le code de justice militaire ne prévoit pas que l'accusé soit examiné par quelque expert que ce soit.

Je juge inutile de poser d'autres questions à mon jeune client, incapable de répondre. Je crains, aussi, une réponse tellement maladroite – comme il m'en a tant données pendant nos entretiens – qu'elle viendrait anéantir notre argumentation.

La parole est donnée à l'auditeur, qui porte la parole de l'accusation devant le tribunal militaire.

Je le regarde se lever. Je sais que mon adversaire, en cet instant, ce n'est pas lui. Mon adversaire, c'est elle : celle que tout le monde attend avec l'excitation des foules qui assistaient aux jeux du cirque, celle dont chacun murmure le nom avec la crainte et le respect qu'elle inspire encore, celle qu'on a parfois cru morte et dont les aficionados raniment la sinistre flamme, vieille star désolante des prétoires, incapable de raccrocher sa robe, qui cherche toujours à convaincre, et tapine encore sur le boulevard du crépuscule judiciaire.

Lui, au banc de l'accusation, ne me fait pas peur, pauvre valet d'une maîtresse exigeante dont il ne parvient pas à s'affranchir. Ils se connaissent depuis trop longtemps, qu'il n'oserait quelque infidélité. Leur numéro de duettiste est bien rodé. Que se priverait-il d'un succès qui n'est pas le sien mais dont il compte bien profiter un peu. Car il sait, en vieux figurant des actes judiciaires, que ses propos n'auront d'intérêt pour le public que s'ils annoncent l'entrée en scène de sa vieille maîtresse. Alors il fera durer le plaisir, un moment, pas trop longtemps toutefois, parce qu'elle pourrait vite s'agacer de ses indépendances oratoires. Elle sait bien que la star, c'est elle. Lui, il me fait penser à l'assistante du magicien, prête à se faire couper en morceaux pour partager un peu de la gloire de son mentor. Il jouera encore une fois le jeu de sa sinistre muse. Telle une petite vedette américaine, il chauffera la salle et restera dans l'ombre lorsqu'elle viendra faire son tour de séduction sordide et débitera encore une fois ses vieux arguments. Puis, elle s'en ira avant que ses admirateurs n'aient pu remarquer que son maquillage dissimule de plus en plus maladroitement les crevasses de sa pensée...

Alors oui, mon adversaire, c'est elle. Je ne la connais pas encore, je ne l'ai jamais affrontée, mais je sais que le combat sera difficile. Je la méprise du plus profond de ma pensée, mais je ne mésestime pas ses forces encore vivantes.

L'auditeur prend la parole et pour entretenir, comme je le pressentais, un suspense qui fait encore frémir les salles d'audience. Il prend son temps. Il jouit de ce petit moment de gloire, qu'il sait éphémère, mais dont il n'a pas l'intention de se priver. D'une voix aux accents pathétiques et disproportionnés, il parle de l'honneur de l'armée, de sa grandeur, de la belle camaraderie qui unit les hommes de la troupe. Si les soldats cessent d'obéir, et se massacrent entre eux, dit-il, il n'y a plus d'armée et s'il n'y a plus d'armée, il n'y a plus d'État et les populations sont alors livrées à la fureur assassine de bandes incontrôlées. Il ajoute que les oublis de l'accusé sont de circonstance, qu'il savait très bien ce qu'il faisait, et qu'il a tué son camarade volontairement.

La salle retient son souffle, tout dans ce pauvre discours suggère l'entrée en scène de cette vieille catin des prétoires.

Ca y est, il tire le rideau qui la dissimulait encore et l'annonce, comme un aboyeur le ferait pour un éminent personnage : « Monsieur le Président, Messieurs du tribunal, je vous demande, fermement, sans hésitation, de prononcer la peine de mort ».

Elle est donc là. Elle a pénétré, sans effraction, ce tribunal du bout du monde, et je sens que son entrée en scène suscite les frémissements que le public attend d'une audience criminelle.

C'est à moi.

Je sors de la rangée de sièges réservés à la défense.

Je les regarde.

Je plaide.

On ne raconte pas ses plaidoiries. D'ailleurs, se souvient-on vraiment de ce qu'on a dit au moment où l'on se rassoit, épuisé par la tension que l'enjeu a suscitée ?

Je me souviens simplement aujourd'hui, après toutes ces années, avoir, de toutes mes forces, expliqué pourquoi l'homicide était

involontaire, de sorte que la peine de mort ne pouvait pas être prononcée. J'ai aussi plaidé contre elle, avec un discernement calculé, toutefois, parce que je savais ne pas pouvoir, en quelques instants, convaincre des juges farouchement attachés à la peine de mort, de son inutilité. Je craignais aussi qu'une critique trop frontale de cette peine ne donne aux juges l'impression que je tentais de leur donner des leçons et que de tels propos, alors, n'altèrent l'efficacité de mon argumentation. La plaidoirie est aussi un exercice d'équilibre.

Si j'ai largement oublié aujourd'hui le contenu exact de mes propos, j'ai le souvenir précis de cette petite voix intérieure qui, avant que je ne commence me dit : « Vas-y, il n'y a plus que tes mots pour le sauver, ne te plante pas ».

Et puis cette fatigue soudaine, qui me saisit souvent d'un coup, après une plaidoirie dans laquelle j'ai tenté de mettre toutes mes forces. J'ai encore ressenti cette fatigue, il y a quelques jours, après une longue plaidoirie devant la Cour suprême du Cameroun. C'était la même. Je crois qu'elle me rassure un peu, qu'elle me dit, finalement : « Tu ne vas peut-être pas gagner, mais je crois que tu as fait ce que tu pouvais ».

Je me rassois. J'ai fini.

Je m'aperçois soudain que la salle d'audience n'a pas permis d'accueillir tout le public, et que des dizaines de personnes ont assisté aux débats, en passant leur tête par les ouvertures de la salle. Chaque fenêtre est pleine de visages attentifs.

J'attends le délibéré, dehors, devant le tribunal. L'auditeur militaire vient me parler. Je tente un instant de le convaincre de ne plus requérir la peine de mort... Et puis je renonce... C'est un autre combat que je mène aujourd'hui.

On nous annonce le retour du tribunal. Les trois juges prennent place. Le président me regarde. J'y vois un signe encourageant. Je pense à Robert Badinter qui explique, très justement, dans *L'Exécution*, que si les juges ont décidé de prononcer la peine de mort, ils ne regardent jamais l'accusé ou son avocat lorsqu'ils regagnent leurs places, à l'issue du délibéré. Une forme de honte insidieuse doit alors les envahir...

Le tribunal m'a suivi. Il requalifie les faits en coups mortels. Le jeune militaire est

condamné à 5 ans, le maximum de la peine prévue par le code burundais, à l'époque.

Je me penche vers le jeune soldat. Il ne semble toujours pas me voir. D'une voix douce et résignée, il me demande pourtant si on va l'exécuter. Je lui explique la décision. Il semble ne pas me croire. Puis il pleure, me tend la main, dirige vers moi un regard encore tourné vers l'enfance, et me dit : « Merci ».

À la sortie de l'audience, les jeunes militaires qui ont assisté au procès m'entourent, me félicitent. Ils sont heureux, vraiment. Leur rire, à cet instant, est un vrai rire, pas un de ceux qui éclatent par pudeur, pour ne pas montrer ses larmes.

Depuis ce jour, il m'est arrivé plusieurs fois de plaider contre la peine de mort. J'ai bien sûr, et à chaque fois, pensé au jeune militaire burundais. Le hasard avait mis sur sa route un avocat. C'était moi, ce jour-là, mais ç'aurait évidemment pu être un autre. Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'en l'absence d'avocat – et la présence d'un défenseur n'était pas obligatoire – le jeune soldat aurait été condamné à mort. Cette peine irréversible, dont le Bâtonnier Stasi disait qu'il ne fallait pas l'appeler capitale, au risque de lui donner une importance qu'elle ne méritait pas, frappe toujours les plus pauvres, à moins qu'elle ne soit une arme politique.

Ce jour-là une vie a été sauvée. J'aime aussi imaginer qu'un petit pas a été fait, sur le chemin de l'abolition d'une peine d'un autre âge, qui entretient la violence et légitime la mort d'autrui.

Le jeune soldat a été emmené par la garde, j'irai le voir demain à la prison.

Je regarde, à travers les vitres de la voiture qui me raccompagne du tribunal, les petites scènes de la vie quotidienne qui se jouent au bord de la route. Je ne m'y accroche plus avec le souci de l'oubli, je les contemple avec le plaisir de celui qui aime ce pays.

Je respire. Je souris. Tiens, je vais aller déjeuner au bord du lac...

Richard SÉDILLOT  
Avocat  
Rouen, France  
sedillot.avocat@gmail.com



## Remise du Prix Ludovic-Trarieux dans le cadre des 120 ans de l'Ordre des avocats de Genève



■ Pierluca DEGNI & Louis Frédéric MUSKENS

Le 6 juillet 2014, M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair est arrêté à Djeddah, en Arabie Saoudite, alors même qu'il comparait devant le tribunal pénal spécial appelé à connaître des cas de terrorisme.

L'atmosphère est lourde, annonçant sans doute le poids du verdict. M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair est condamné à quinze ans de prison, dont cinq avec sursis, à autant d'années d'interdiction de voyager ainsi qu'à une amende de 200'000 riyals.

Le 12 janvier 2015, à la suite d'un appel du Ministère public, la sentence s'alourdit encore puisque M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair se voit désormais infliger la totalité de sa peine, sans sursis.

Or, quelles sont les infractions reprochées à ce jeune avocat saoudien ? Lui qui a fondé, en 2008, l'Observatoire saoudien des droits de l'homme. Lui qui n'a de cesse de défendre la cause de ceux dont les libertés fondamentales sont bafouées, mettant son verbe au service des droits de l'homme, au péril de sa propre sécurité. Lui qui s'est engagé, corps et âme, pour faire libérer celle qui deviendra son épouse, Samar Badawi, emprisonnée pour avoir bravé le système patriarcal et qu'il soutiendra dans ses combats pour le droit des femmes, de conduire une voiture à l'exercice de mandats politiques. Lui qui fut l'avocat de son beau-frère, Raif Badawi, le célèbre blogueur emprisonné depuis 2012 et condamné en appel à dix ans de prison et mille coups de fouet pour avoir administré un site internet appelant à la « libéralisation morale de son pays »...

On lui reproche d'avoir sapé le régime et les personnalités officielles, incité l'opinion publique et insulté l'appareil judiciaire. Chose aberrante s'il en est, ces infractions sont contenues dans une loi antiterroriste, sensée réprimer ceux qui portent atteinte aux droits de l'homme et non ceux qui les défendent, sans évoquer son entrée en vigueur postérieure aux faits qui lui sont reprochés...

Détenu arbitrairement et condamné injustement, le sort de M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair se devait d'être porté à la connaissance du plus grand nombre et le système qui l'a jugé publiquement, désavoué. C'est désormais chose faite puisque qu'il s'est vu décerner le célèbre Prix international des droits de l'homme Ludovic-Trarieux, fondé en 1984 par le Bâtonnier Bertrand Favreau aux fins de « primer un avocat, sans distinction de nationalité ou de barreau, qui aura illustré par son œuvre, son activité ou ses souffrances, la défense du respect des droits de l'homme, des droits de la défense, la suprématie du droit, la lutte contre les racismes et l'intolérance sous toutes leurs formes ».

Trente ans après Nelson Mandela et un an après Mahienour el-Massry, avocate égyptienne emprisonnée pour avoir pacifiquement et publiquement demandé justice pour Khaled Saeed, torturé à mort par les forces de police et futur symbole de la révolution de 2011, M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair est le vingtième lauréat de ce prix décerné par un jury composé de représentants des barreaux de Bordeaux, Paris, Bruxelles, Rome, Berlin, Luxembourg,

Genève et d'Amsterdam, de l'Union Internationale des Avocats (UIA) ainsi que de l'Institut des Droits de l'Homme des Avocats Européens (IDHAE) et présidé par le Bâtonnier Bertrand Favreau.

Ce prix prestigieux devait lui être remis dans le cadre des festivités organisées pour les cent-vingt ans de l'Ordre des avocats de Genève. Attendu qu'il était lui-même emprisonné et que son épouse était à la fois interdite de voyage et de communication avec les médias étrangers, le lauréat a demandé à M<sup>e</sup> Daniel N. Arshack, avocat aux barreaux de New York et de Londres, de le représenter à cette cérémonie.

La salle Dominique Poncet du Palais de Justice de Genève était comble en ce vendredi 27 novembre 2015 lorsque le Bâtonnier Jean-Marc Carnicé a ouvert la cérémonie solennelle.

Anniversaire oblige, ce dernier est tout d'abord revenu sur les étapes importantes de l'histoire de l'Ordre des avocats de Genève, en partant des précurseurs de l'Ordre actuel fondé en 1895, en passant par quelques étapes importantes comme l'admission de la première femme au barreau, M<sup>e</sup> Nelly Favre, en 1901, par quelques anecdotes cocasses, comme le reproche formulé en 1928 par le Tribunal fédéral aux avocats genevois de prendre quelques largesses vis-à-vis de la loi d'organisation judiciaire pour finir par aborder la formidable période d'expansion et de développement qui en a fait l'organisation de référence que l'on connaît aujourd'hui.





Rappelant l'engagement indéfectible de l'Ordre en faveur des droits de l'homme et de la défense de la défense, le Bâtonnier Jean-Marc Carnicé a rappelé le sort subi par M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair et formé le vœu que l'écho donné à la cérémonie et au prix décerné permette d'alléger ses souffrances.

Vint ensuite le tour du Procureur général, Monsieur Olivier Jornot, qui a mis en lumière le dynamisme préservé de l'Ordre en dépit de son âge avancé.

Avant de remettre le Prix Ludovic-Trarieux, le Président de son Jury, le Bâtonnier Bertrand Favreau, s'est livré à la laudatio du lauréat, en l'érigeant en modèle de la profession, comme un message d'espérance.

Les membres du Jury ont ensuite pu à leur tour s'exprimer. Le Bâtonnier Yves Oschinsky du barreau de Bruxelles, Me Bernd Häusler du barreau de Berlin, Me François Moysse du barreau de Luxembourg, Me Christophe Pettiti du barreau de Paris et enfin Me Pascal Maurer, ancien Président de l'UIA, ont rendu hommage au lauréat d'une même voix, martelant que la défense des droits fondamentaux était essentielle à l'existence d'un Etat de droit et affirmant que personne ne saurait restreindre indûment les libertés de ses citoyens, fût-ce dans une lutte justifiée contre le terrorisme.

S'exprimant au nom de M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair, M<sup>e</sup> Daniel N. Arshak a décrit l'idéal de liberté pour lequel M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair s'était battu et pour lequel

il passe désormais ses jours en cellule. Il a dénoncé un emprisonnement fondé sur la seule persécution politique, mû par la peur viscérale du souverain saoudien de voir son pouvoir absolu vaciller ou contesté. A juste titre, M<sup>e</sup> Daniel N. Arshak a constaté que l'Arabie saoudite n'était pas devenue plus sûre depuis l'emprisonnement de M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair et que rien ne justifiait une telle atteinte à ses droits fondamentaux.

Il a enfin appelé à la responsabilité individuelle des auditeurs de l'assemblée, les invitant à intervenir de manière non violente, mais déterminée, auprès des pouvoirs politiques pour qu'un message fort parvienne à l'Arabie saoudite, dont l'émissaire s'apprête à présider le groupe consultatif de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies.

Faire changer les choses en Arabie saoudite implique préalablement d'avoir été témoin des atteintes aux droits fondamentaux et d'y avoir apporté une réponse adéquate. À cet égard, selon M<sup>e</sup> Daniel N. Arshak, les médias devraient accorder plus d'importance à ce terrorisme larvaire, bien plus discret que celui qui occupe les pages des quotidiens mais aussi bien plus dangereux.

Pour conclure, M<sup>e</sup> Daniel N. Arshak a affirmé que M<sup>e</sup> Waleed Abu al-Khair se réjouit, depuis sa cellule, du jour où ses concitoyens pourront vivre librement, sachant ce jour proche dès lors que la Justice triomphe toujours.

Pour clore la cérémonie sur une note plus légère mais ne faisant pas moins appel à la plus belle arme de l'avocat dans son combat quotidien, l'éloquence, le Bâtonnier Jean-Marc Carnicé avait demandé à M<sup>e</sup> Nicolas Gurtner de le défendre contre ses détracteurs en plaçant le sujet suivant : « Pourquoi une fête pour les 120 ans de l'Ordre des avocats ? Vous défendez le Bâtonnier face aux critiques ».

Un public acquis à la cause dudit Bâtonnier a ainsi suivi tant les envolées lyriques de l'orateur que ses allusions caustiques pour finir par applaudir, avec une véhémence empreinte de l'impatience propre aux réjouissances du cocktail d'inao à venir, les intervenants de cette cérémonie mémorable.

Pierluca DEGNI  
Ancien Premier Secrétaire  
Vecchio Avocats  
Genève  
pld@v-avocats.ch

Louis Frédéric MUSKENS  
Köstenbaum & Associés S.A.  
Genève  
louis.muskens@kbhb.ch



## Like Waleed Abu Al-Khair, We Must Never Waver in Our Commitment to Human Rights

■ Daniel N. ARSHACK

The following speech was delivered on November 27, 2015 at the Ludovic-Trarieux Human Rights Award ceremony in Geneva.

I am in Geneva accepting, on behalf of my client, the most prestigious human rights award in Europe, the Ludovic-Trarieux Human Rights Award, which was first bestowed on Nelson Mandela.

I am honored to have been asked by Waleed Abu Al-Khair to be his attorney and to accept this award on his behalf.

We are here today to give Waleed an award that recognizes “those who defend the supremacy of law.”

Sometimes mounting this defense means protesting and even defying laws which are fundamentally unjust. As Nelson Mandela, the first recipient of this award, said, “When a man is denied the right to live the life he believes in, he has no choice but to become an outlaw.” If Waleed has become an outlaw he just as certainly has remained a patriot. He continues to express a deep love for his country and its promise, despite being separated from his wife and daughter and imprisoned by a tyrannical regime that wields its limitless power as a sword against the best and brightest of its citizens.

Although the Kingdom of Saudi Arabia has repeatedly pledged to comply with various human rights conventions, it nonetheless repeatedly has trampled the basic human rights of Waleed and others who are now languishing in Saudi prisons with crippling

sentences of 15, 20 and 30 years. Our moral imperative is to stand and bear witness against this egregious violation of Waleed’s rights – and the rights of all Saudi Arabians. This award is a symbol of our witness.

When Waleed was imprisoned, his wife, Samar Badawi, a brave human rights activist in her own right, published an open letter to her country. She said:

*“In Saudi Arabia, those who chose to rule in the name of Islam and Shari’a law have treated the law as mere ink on paper. Those who claim to use religion to protect me are the very people who took away my safety and security, for within the kingdom, those meant to be serving justice have decided that oppression should be a cause for celebration. To my fellow Saudi Arabians I say that my husband has been imprisoned so that you could live free. He stood up to the tyrants to claim your rights; he faced up to his oppressors telling them he would not tolerate their repression. Remember that history does not forget, it will exalt those who have fought for freedom and cast aside the memory of those who succumbed to a life of humiliation and servitude.”*

And, in a 2014 interview, Waleed told reporters, “I might get worried only about my wife and my family but in all that has happened and will happen to me, I am able to enjoy my life because I feel I am practicing that which makes me happy, which is my freedom.”

What freedom was Waleed talking about? What does it mean to practice freedom? Perhaps it means that even in the face of oppression, there can still be joy in resistance. The power to resist springs from hope and faith in the ultimate victory of

justice. It is a wonderful reflection of the indomitable human spirit’s desire for freedom that Waleed – and the many human rights activists imprisoned with him – continue to find grace and happiness in the practice of freedom and the promise of justice.

*“We must demand that our media outlets continue to broadcast the heinous behavior of oppressive governments. And be assured that those governments care about their reputation on the world stage.”*

So we gather here to honor Waleed while he continues to practice his freedom from behind the bars of a barbaric Saudi regime that hacks off the limbs of its citizens, flogs them in public squares, and condones the stoning of women. He never wavers in his commitment to speaking truth to power.

Men and women, like Waleed, who live their lives committed to assuring that laws of justice apply to all people know that justice will not fail. Though they may be brutalized by rich men who rule from thrones of power with armies at their disposal they know that these tyrants will not endure because as Martin Luther King sagely observed, “The arc of the moral universe is long, but it bends towards justice.”

### Waleed Defends Human Rights

The Saudi government arrested Waleed as he stood in court and convicted him for being a fearless advocate for his clients, many of whom were accused of the same behavior that ultimately resulted in his imprisonment. He stood beside his clients as a true defender of their human rights and demanded that the Saudi Courts recognize

the truth and apply the law fairly.

When his clients met to discuss the human rights of Saudi citizens and the Monarchy charged them with illegal assembly, Waleed defended them. And when Saudi Courts failed to act as independent institutions and instead caved to the Monarchy's demands for retribution, Waleed stood tall and fearlessly spoke the truth both publically and in the courts.

He is proud to have founded an NGO with a website known as the Monitor of Human Rights in Saudi Arabia. He holds his head high and is unrepentant for having advocated for the rights of his wife, Samar Badawi, a brave woman who dared to drive a car unchaperoned, dared to challenge a legal system that placed her under the guardianship of an abusive father, and dared to take legal action to advance women's rights.

Waleed has earned his place in prison by defending the courageous positions of human rights activists throughout Saudi Arabia including his wife's brother, the blogger Raif Badawi, who, in January of this year, was sentenced to 1,000 lashes and ten years in prison... a brutal sentence which justifiably continues to draw scathing criticism from around the world.

The Monarchy in Saudi Arabia is threatened by peaceful citizens who represent their clients in court, and who drink tea in cafés where they converse about building a better, progressive Saudi Arabia. When the Monarchy declared these cafe conversations illegal, Waleed was undeterred and, at great personal risk, he continued to speak publically and advocate for the creation of a Saudi Arabia where citizens can openly participate in politics, and can openly express their thoughts and practice freedom.

When the Monarchy closed the cafés, Waleed organized salons in his living room to discuss the ideas of democracy and human dignity. Tellingly, he called these salons "Smood", the Arabic word for "steadfastness."

And indeed, Waleed is steadfast. He, like most of the world's Muslims, is observant and peace loving and, as the Qur'an instructs, he is "steadfast" in his dedication to God, to human rights and to free and peaceful discourse. In the Qur'an, it is written, "You who believe, be steadfast in your devotion to

God and bear witness impartially: do not let hatred of others lead you away from justice, but adhere to justice, for that is closer to awareness of God. Be mindful of God: God is well aware of all that you do" (5:8). And, God is surely aware of all Waleed has done and, just as surely, is aware of what is being done to Waleed.

The power of the King and his family is not derived from divine right but rather from wealth derived from oil pumped from the ground. They are powerful but small minded men frightened of the call for equality, frightened of the call for human rights, frightened of those who question their complete authority.

These frightened men seek to control peaceful inquiry and dissent within Saudi Arabia and then try to cloak their indefensible behavior as a directive from God; but we know that they are driven not by their piety but rather by their fear of losing absolute authority. Their pursuit of power and wealth is at the expense of peace-loving forward-thinking citizens and is a perversion of the teachings of all the world's religions.

These rich and powerful men are simply serving their own interests when they claim they alone are entitled to determine the will of God. All people, not just the powerful, struggle to understand the will of God and all people are entitled to express those efforts openly in both public and private discourse.

Waleed and the people he invited into his home gathered only to talk about religion, the word of God and politics. They exercised their right to examine these most essential questions. No ruler but a frightened, cruel, paranoid, and vindictive one tramples on the right of its own citizens to peaceful public and private discourse. The governments of the world, including most especially my own, the United States, purport to value human rights, but they are complicit in facilitating the tyrannical behavior of the Saudi government when, as the price of doing business, they silently stand by and fail to actively demand an end to these clear human rights abuses.

President Obama stood next to President Hollande in the White House this week following the tragedy in Paris and called on the nations of the world to abide by what he called their "highest ideals" in protecting human rights during these difficult times.

But those same nations must know that the blood falling from the lashing of Raif Badawi is on the hands of each and every government which, by tolerating these barbarous acts, permits them to continue.

### **The Monarchy Protects Only Itself**

Make no mistake: Waleed's continued imprisonment is no more than simple unadorned political persecution designed to further consolidate the position of a single powerful family's already entrenched stranglehold on Saudi Arabia.

Remember that Waleed was tried twice for the same crime, first in a normal criminal court and again in a so-called "anti-terrorism tribunal". After the first trial, he was sentenced to three months' imprisonment. Unsatisfied with this result, the Monarchy forced him to trial again and the predetermined verdict, under new laws that did not even exist when he engaged in the behavior on which his arrest was based, resulted in a sentence of fifteen years, which was without reason or justice.

It is clear whose interests are served by this kind of persecution. The kingdom of Saudi Arabia is no safer and Islam is no stronger with Waleed behind bars. Nor is Saudi Arabia more secure since his wife was forced to sign an agreement precluding her from speaking about human rights in Saudi Arabia and banned from travelling. Nor is the future of the country brighter when Saudi children, like Waleed and Samar's young daughter, Jaud, cannot look forward to a future free from oppression.

### **Change Will Come**

Like many heroes of civil rights movements around the world, Waleed and his family have borne the anger of a barbaric government.

But, it is not violent Jihadists who pose the greatest threat to Saudi Arabia. And it is certainly not those, like Waleed who dream of a free and peaceful Saudi Arabia. Rather, the greatest threat to Saudi Arabia is the Monarchy's own ongoing assault on basic human rights.

History shows that despotic dictatorships like Saudi Arabia cannot sustain themselves in a world that is connected and vigilant. Eventually, the dictators will be forced to concede what most of the civilized world has accepted for generations: that open discourse, the peaceful



expression of free thought, and the right to peacefully assemble are the necessary pillars of a legitimate and civilized government.

The efforts of tyrannical political systems to maintain control by imposing their own ill-conceived definitions of moral and religious righteousness always result in failure. Nelson Mandela triumphed against such an unjust system. Vaclav Havel and the other signatories of Charter 77 faced persecution for their embrace of human rights; history vindicated them as it will vindicate Waleed. Their struggles left an indelible impression on their homelands; and in time, they came to be known as the creators of societies which hold paramount the protection of human rights.

Those despots who oppressed them and sought to maintain their tyrannical status quo are cast aside by history and remembered only as the monsters that we know them to be. Waleed and his fellow Saudi supporters will one day be seen as the new face of Saudi Arabia - but for that to occur, it falls on us, the international community, to support him as well. This prize is a real step in that direction.

### What Is to Be Done?

What can we do in the face of such clear injustice? For one thing, we must not allow our own governments – indeed, the majority of the international community – to continue to turn a blind eye to the Saudi government's flagrant violations of human rights. Unbelievably, Saudi Arabia recently gained a place on the United Nations Human Rights Council, in a voting pact with the UK. No country that prides itself on its commitment to fostering values of freedom, democracy, and self-determination has any business allowing despots to masquerade as guardians of human rights.

Indeed, just this past week, the United Nations Working Group on Arbitrary Detention issued a damning report denouncing Saudi Arabia for the illegal detention of Waleed and eight other human rights activists including Waleed's client Raif Badawi. The report correctly characterized their detention as "a reprisal for their work of protecting and defending human rights" and called on Saudi Arabia to take "steps to immediately release the detainees and provide reparations" for their illegal detention.

We have gathered to honor Waleed's practice of freedom; the best way to demonstrate our honor is to pledge an active commitment to expanding human rights and dignity across the world.

We should follow the example set by countries that not only denounce but actually take concrete steps to oppose Saudi Arabia's disregard for human rights. Sweden has led the way in standing up to the bullies in Saudi Arabia. Foreign Minister Margot Wallström brought attention to the cruelty and inhumanity of Raif Badawi's flogging, saying, "If we don't defend democracy and human rights, what are we?" Her government then moved beyond mere words of disapproval and ended Sweden's decades-long, multimillion-dollar arms agreement with Saudi Arabia. That is a model of diplomacy.

The Swedes should be proud of their government. They stand by their moral convictions, even in the face of economic hardship. We must follow our guiding principles and demand that our governments follow Sweden's lead by shunning appeasement and opportunism and embracing integrity. When you leave here today, reach out to your governments and demand that they condemn Saudi Arabia's behavior.

We each must watch and respond to Saudi Arabia's attack on peaceful dissent. Moreover, we must shine a light on the behavior of all oppressive tyrannical governments like Saudi Arabia. The technology of the cellphone camera and YouTube are central to preserving, for all to see, the evil wrought by bullies and human rights violators. Never again can these oppressors deny or hide their inhumane behavior.

Beatrice Mtetwa, 2009 winner of this prize, who was beaten by police in Zimbabwe for her steadfast defense of journalists, has taught us that the very act of bearing witness is essential if we are to end the impunity of tyrants.

We must demand that our media outlets continue to broadcast the heinous behavior of oppressive governments. And be assured that those governments care about their reputation on the world stage. When we stop seeing the images of oppression, we stop responding and if that happens, those tyrants will have no reason to change their behavior.

While the media is saturated with horrible images of Jihadi violence, the corrosive effect of the denial of basic of human rights by established governments, like Saudi Arabia, is in many ways far more dangerous. Our media must focus on this less dramatic but more destructive government-sponsored terrorism.

### Waleed Demonstrates the Moral Imperative

Waleed looks the despots in the eye and refuses to cease fighting. He follows in the footsteps of Winston Churchill who refused to yield to the Nazis and instructed:

*Never give in. Never give in. Never, never, never, never – in nothing, great or small, large or petty – never give in, except to convictions of honour and good sense. Never yield to force. Never yield to the apparently overwhelming might of the enemy.*

The freedoms that many of us take for granted - freedom of assembly, of speech, and of religion - do not exist in Saudi Arabia. In an atmosphere of repression and intolerance, Waleed stood in court and advocated for his clients, he opened his home to the free exchange of ideas, and he wrote about the need for peaceful free expression in his country. He was met with harsh punishment. In his prison cell – the most unforgiving and unfree of environments – he has continued to practice freedom. He continues to dissent, and to hope, and to struggle.

As Mandela reminds us, "to be free is not merely to cast off one's chains, but to live in a way that respects and enhances the freedom of others." We have gathered to honor Waleed's practice of freedom; the best way to demonstrate our honor is to pledge an active commitment to expanding human rights and dignity across the world. We must deny the legitimacy of any government that seeks to deny the human rights of its citizens. Waleed can see the day when his countrymen will finally live in a free and open Saudi Arabia. Through the bars of his prison cell he can see that glorious day because he knows that justice will always prevail.

On Waleed's behalf, I thank you.

Daniel N. ARSHACK  
Managing partner, Arshack, Hajek & Lehrman  
New York, New York, USA  
Email: dan@lawahl.com



Union Internationale des Avocats  
International Association of Lawyers  
Unión Internacional de Abogados

**DAY OF THE  
ENDANGERED LAWYER  
JANUARY 22, 2016**

# IN HONDURAS, BEING A LAWYER IS A HIGH RISK PROFESSION



**SINCE 2010 THE MURDERS OF NEARLY 100 LAWYERS  
IN HONDURAS HAVE GONE UNPUNISHED. #UIAforLawyers**

Write to the Honduran authorities. Download the model letter at:  
**[www.uianet.org](http://www.uianet.org)**

For more than 85 years, the UIA – the International Association of Lawyers - has been supporting lawyers who are prevented from exercising their profession, threatened, imprisoned, and tortured all over the world.



# Abogacía en Honduras: un camino complejo

■ José Luis VALLADARES

Provengo de un país pequeño y maravilloso adormecido por los Océanos Atlántico y Pacífico. Honduras es una tierra milenaria, cuna de uno de los centros astronómicos más destacados antes del descubrimiento de América: la ciudad maya de Copán e, igualmente, de uno de los hallazgos más importantes de lo que va del Siglo XXI: la Ciudad Blanca o Ciudad del Dios Mono, realizada recientemente por la National Geographic.

En Honduras ocurren hechos milagrosos y, por ello inexplicables, como la lluvia de peces; los cuales son recogidos en campos y calles por los habitantes de un pueblo ubicado tierra adentro.

Sin embargo, tanta belleza de paisajes vírgenes con una flora, fauna y cultura policroma en hábitats, aromas y sabores, complementada con el trabajo de laboriosos y nobles habitantes en campos y ciudades; se ha visto opacada en los últimos años, por la violencia contra el gremio profesional de los abogados.

El ejercicio de la profesión del derecho se ha convertido en un oficio riesgoso pues la volatilidad del escenario social en Honduras se ha ensañado con dos profesiones en particular: el periodismo y la abogacía.

Disertar, en unos minutos, acerca de la realidad del Abogado en Honduras no es una tarea fácil, pues debemos examinar varias aristas que se han convertido en amenazas reales, para el devenir diario profesional de quienes nos encargamos de defender el patrimonio, honor y buen nombre de nuestros representados.

Somos, en primer lugar, sujetos de un cambio permanente que exige la adaptabilidad al mismo como profesionales y seres humanos. De sujetos receptores del cambio, nos convertimos en agentes de cambio para una sociedad sedienta de justicia, inconforme con la impunidad y deseosa de contar con profesionales honestos, que sólo tengan impregnada en sus pupilas el reflejo de la Diosa Temis para actuar con rectitud y ética.

No es un camino fácil el ejercicio del derecho pues aunque llevamos causas ajenas, terminan siendo nuestras debido a la pasión y al profundo compromiso que adquirimos para llevarlas a feliz término.

En Honduras, como en decenas de naciones del mundo, vivimos momentos difíciles salpicados por la angustia de la inseguridad personal, el arribo intempestivo de nuevos agentes delictivos, una acelerada descomposición social y una desconcertante tormenta, que busca eliminar los valores en los que siempre hemos creído y con los que siempre hemos convivido.

Son 12 variables las que inciden en la proliferación de la violencia e inseguridad y que golpean, directa o indirectamente, no sólo el sistema jurídico, sino también, el ejercicio de la profesión del derecho en Honduras:

- 1 - La pobreza y marginación que durante años ha sido parte de la realidad nacional.
- 2 - Violencia doméstica e intrafamiliar
- 3 - Proliferación de pandillas juveniles
- 4 - Delincuencia organizada
- 5 - Cantidad creciente del tráfico nacional de armas y consumo indiscriminado de alcohol
- 6 - Insuficiente presencia de autoridad

- 7 - Corrupción, impunidad e impartición de justicia tardía
- 8 - Deterioro de la cultura de la legalidad
- 9 - Internacionalización de la criminalidad
- 10 - Amenazas complejas a la seguridad con mezcla de factores: sociales, económicos, políticos, ambientales y culturales
- 11 - Volatilidad política por la fragilidad de las instituciones democráticas
- 12 - Narcotráfico y lavado de activos

En medio de este entorno cambiante que ha venido a cubrir de dolor a la sociedad, a estancar la inversión pública, privada y la extranjera; se encuentra la figura del abogado, quien con su sabiduría y perspicacia lucha por llevar luces de justicia y redención a un ambiente, en muchos casos hostil, en el que se dificulta trabajar sin temor pero que, al mismo tiempo, lo impulsa a encaminar su labor para edificar un país más justo, con una mejor distribución de la riqueza, con igualdad de oportunidades para todos y, especialmente, en el que gobierne el imperio de la Ley.

Ejercer la profesión del derecho en Honduras, se ha vuelto en los últimos 6 años una actividad riesgosa que ha provocado un clima de muerte e incertidumbre entre los abogados y sus familias.

Si bien es cierto que la misión del togado del derecho es procurar que se le respeten los derechos a cada quien, y velar porque exista una pronta justicia para quien la merece; los años recientes han sido trágicos en la familia de los abogados hondureños: 97 profesionales del derecho<sup>1</sup> han sido asesinados en el periodo comprendido entre el año 2010 a octubre de 2015.



Citando fuentes tanto del Colegio de Abogados de Honduras como de un informe publicado por el Comisionado Nacional de los derechos Humanos de Honduras (CONADEH)<sup>2</sup>, los siguientes datos muestran el alto riesgo del ejercicio de la profesión del derecho en el territorio nacional:

En 2013

- Se concretaron 29 episodios de violencia contra abogados.
- Hubo 27 víctimas de las cuales 21 fallecieron y 6 resultaron gravemente heridas.
- Entre las 27 víctimas, se pudieron contabilizar no sólo abogados que ejercían su profesión en su bufete o despacho privado; sino también, 1 juez de sentencia, 1 fiscal del Ministerio Público, 2 ex jueces, 1 ex candidato a regidor y 1 regidor de dos partidos políticos diferentes, 1 asesor jurídico de una empresa que tenía un conflicto de tierras, 1 candidato a alcalde y 1 pasante de la carrera de derecho.

En 2014

- En este año murieron violentamente 11 abogados. Todos por arma de fuego.

En 2015

- Hasta este mes de octubre, van asesinados 10 abogados.

De 2010 a octubre 2015

- 97 abogados ejecutados en 10 de los 18 departamentos del país.
- El 70% de estas muertes violentas se han llevado a cabo en 2 departamentos: en Francisco Morazán y Cortés.

La mayor parte de estos casos no han sido resueltos, algunos continúan en investigación y otros, parecen haber quedado en las gavetas del olvido de algún juzgado o ente de esclarecimiento de crímenes.

Mi propósito al presentarles las cifras anteriores, es que ustedes tengan una idea de la situación delicada y compleja por la que está atravesando el gremio en la República de Honduras. Es una realidad que no podemos soslayar y, más importante aún, que obliga a replantearse el rol del abogado en Honduras, la estigmatización de la que está siendo objeto por el crimen y la falta de garantías para ejercer libremente la profesión.

Ante el peligro cotidiano latente por el que discurre el profesional del derecho, éste

no puede quedarse de brazos cruzados ya que debe continuar con el ejercicio de su carrera. Sin duda alguna, ello implica ser más cauteloso, tomar medidas de seguridad urgentes y desestimar llevar algunos casos por los riesgos que éstos conllevan.

Es sumamente preocupante este último punto, pues los abogados llevamos ante la justicia los problemas de nuestros clientes; sin embargo, en el país se están dando factores agravantes y de peligro inminente, que obligan a rechazar la representación de ciertos casos por las consecuencias que puedan traer. Muchos abogados y abogadas han perdido la vida sólo por el hecho de hacerse cargo de un caso, en el que se han visto involucradas una o más de las doce variables enunciadas antes.

Todo el empeño e ilustración que durante años han desarrollado los profesionales del derecho, se ven entorpecidos por la virulencia enfermiza hacia los mismos. El crimen más reciente acaecido hace poco más de un mes, fue perpetrado por un joven profesional universitario, quien impulsado por motivos ideológicos y una aparente perturbación mental, asesinó con ensañamiento increíble en un centro comercial de Tegucigalpa a plena luz del día, a un abogado que llevaba un caso emblemático de una ciudadana acusada de corrupción<sup>3</sup>.

El abogado no tenía ninguna culpa de los supuestos delitos imputados a su cliente. Lo único que realizaba era su labor de representación ante los tribunales de justicia; no obstante, el criminal – adversario político e ideológico de su representada – asumió que quitándole la vida al abogado, se vengaba de su contraria.

A pesar de estas aguas turbulentas por las que navegamos y ante ese panorama sombrío y amenazante, los abogados hondureños estamos resueltos a continuar siendo centinelas valientes de la verdad, ya que portamos el estandarte de la Diosa Justicia.

La creación, aplicación y administración de la ley, requiere de mujeres y hombres sabios en la materia, con sentido común y de inagotable vocación ciudadana. La abogacía se ha llegado a convertir más que una profesión, más que una vocación... es sin lugar a dudas, un punto de encuentro para la reconciliación de intereses diferentes, para ayudar a que se le otorgue a cada quien ni más ni menos

de lo que le corresponde, y para albergar esa capacidad de visión que faculte a las sociedades a desarrollarse en paz y libertad.

Los anteriores son generosos propósitos a los que aspiramos los abogados; no obstante, en Honduras ya estamos casi a punto de dejar de soñar con estos ideales pues en medio adverso y cargado de infamia, se ha convertido en el presagio de una nube negra que amenaza la labor cotidiana del profesional de las Leyes, y que no nos permite ver con claridad el futuro de la profesión y el de nuestras vidas.

Debido a la amenaza latente que se cierne de sol a luna sobre los estudiosos de las Leyes, el Colegio de Abogados de Honduras está desarrollando y procederá a implementar un Proyecto de Prevención en Seguridad para Afiliados a este Colegio y así, mejorar la gobernanza en el país.

Son muchos retos los que acompañan al abogado de este nuevo milenio; empero no debe olvidar que antes que un profesional de las Leyes, es un ser humano que debe estar siempre presto a brindar su concurso desinteresado a sus congéneres, para tratar de tener un mundo mejor en donde el hombre no sólo esté en armonía consigo mismo, sino también, con el medio ambiente y las realidades sociales y económicas que le circundan.

Solicitamos de ustedes colegas de Europa, Asia, África, América y Oceanía, desde lo más profundo de nuestros corazones y desde los hilos de nuestras almas, su solidaridad y respaldo mundial para que los veinte mil cincuenta y siete abogados y abogadas de Honduras, sientan que no están solos y que aunque manos criminales y mentes delictivas desean apagar la luz de justicia que anida en todos ellos; hay colegas más allá de las fronteras y más allá de los océanos, que los acompañan en estos dolorosos momentos por los que atraviesan.

¡Necesitamos su respaldo y su compañía colegas del mundo! En Honduras no queremos seguir viviendo con el miedo petrificante que nos invade; deseamos ejercer este hidalgo oficio sin obstáculos que nos impidan ganarnos dignamente la vida.

Tenemos la esperanza que nuestra situación profesional cambie, que vamos a volver a disfrutar de la libertad con la ejercíamos esta profesión años atrás.

Poseemos la fe que caminaremos hacia las cortes, juzgados y tribunales, con la seguridad que nuestra profesión volverá a ser respetada por aquellos que menosprecian el triunfo de la justicia.

Albergamos la certidumbre que nuevos y mejores tiempos sobrevendrán para mejorar nuestra calidad de vida.

Y, además, tenemos la convicción que dentro de muy poco con el concurso nuestro y el apoyo de ustedes colegas de las diversas latitudes del planeta, la violencia contra el gremio de abogados en Honduras, será un asunto del pasado del que solo conservaremos las imágenes de dolor de tantos abogados caídos en el cumplimiento del deber, y las oraciones perpetuas para que sus espíritus disfruten del descanso eterno.

José Luis VALLADARES  
Presidente del Colegio de Abogados  
de Honduras  
Tegucigalpa, Honduras  
info@colegiodeabogadoshn.com

<sup>1</sup> En Honduras, el término profesional del derecho, se entiende como sinónimo de abogado. Por otro lado, se considera que todo fiscal, asesor jurídico y notario son necesariamente abogados.

<sup>2</sup> Ver en particular el informe del CONADHE de abril de 2015, <http://conadeh.hn/?p=751>

<sup>3</sup> El abogado Eduardo Montes Manzano, defensor de la diputada Lena Gutiérrez, fue asesinado por un supuesto sicario en Tegucigalpa, capital de Honduras, el 16 de septiembre de 2015. Este caso aún no está resuelto; y no ha quedado claro si el supuesto asesino actuó como sicario o por motivos, eminentemente, ideológicos y personales.



## Médiatiser son combat, c'est le faire avancer

I Michel TOGUE

M<sup>e</sup> Togué est un avocat camerounais défenseur des droits de l'homme particulièrement engagé dans la défense des droits des LGTB<sup>1</sup>. Invité au 59<sup>e</sup> Congrès de l'UIA qui s'est tenu à Valence du 30 octobre au 1<sup>er</sup> novembre 2015, il nous a fait part des difficultés qu'il rencontre dans son combat pour le respect des droits de l'homme au Cameroun.

### Par une loi de 1972, la Cameroun a ajouté à son code pénal un article 347 bis pénalisant l'homosexualité

« Est punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 20 000 à 200 000 francs (CFA) toute personne qui a des rapports sexuels avec une personne de son sexe. »

Le Cameroun fait partie de la petite quarantaine d'États africains qui poursuit l'homosexualité, sous différents types d'infraction, et avec plus ou moins de sévérité.

M<sup>e</sup> Togué, au même titre que sa consœur M<sup>e</sup> Alice Nkom, aux côtés de laquelle il s'est engagé, n'a eu de cesse de dénoncer les effets de la pénalisation de l'homosexualité au Cameroun. Menaces, agressions, meurtres et refus d'accès aux soins sont les effets de cette législation qui conduit à la marginalisation. La stigmatisation des personnes homosexuelles, ou présumées homosexuelles, s'étend en outre jusqu'à leurs défenseurs.

M<sup>e</sup> Togué insiste sur l'application abusive qui est faite de cette infraction par les autorités policières. En effet, une interprétation stricte de l'article 347 bis implique la constatation de la commission de rapports sexuels. Or la quasi-totalité des condamnés pour délit d'homosexualité n'ont jamais été surpris en flagrant délit. Les faits poursuivis relèvent en réalité de comportements tels le travestissement, la révélation de son orientation sexuelle et de simples déclarations d'amour faites à une personne de son sexe. De nombreuses condamnations interviennent donc en l'absence même de constatation de l'acte constitutif de l'infraction.

Par ailleurs la constatation du flagrant délit implique en principe dans tous les cas une violation préalable par les autorités policières du domicile. Ces violations de domicile ont lieu sur base de simples présomptions et en dehors des critères permettant de justifier cette atteinte à la vie privée.

### Aujourd'hui toutefois, les « menaceurs de l'ombre » ont baissé l'échine mais la vulnérabilité des défenseurs subsiste

Michel Togué rappelle qu'il a été l'objet pendant de nombreuses années de menaces graves visant notamment sa famille.

Aujourd'hui, il note que ces menaces se sont estompées. Les appels téléphoniques et le harcèlement via les réseaux sociaux lui intimant l'ordre de cesser la défense des personnes homosexuelles « afin de ne pas pourrir la société camerounaise » se sont

atténués. Il considère que la raison pourrait en être la délocalisation de sa famille qui vit maintenant aux États-Unis. Ses enfants étaient en particulier visés.

Le harcèlement fiscal dont il était l'objet se fait également moins fort.

Il considère toutefois qu'il reste, comme ses confrères, dans une situation de vulnérabilité et c'est sur cette vulnérabilité qu'il souhaite aujourd'hui pouvoir continuer à bénéficier du soutien des confrères, associations d'avocats, barreaux et organisations juridiques. Le risque de retour à la situation d'il y a quelques mois ou quelques années est toujours présent et seule une pression continue permettra de tenir ce risque éloigné. M<sup>e</sup> Togué indique en effet avoir encore subi des menaces d'intimidation, telles le cambriolage de son cabinet et la recherche d'éléments sensibles comme le contenu de son ordinateur.

Dans l'ensemble, M<sup>e</sup> Togué constate également une accalmie de ce qu'il appelle la chasse aux sorcières<sup>2</sup>. Les arrestations de personnes accusées d'homosexualité sont devenues plus espacées et les poursuites elles-mêmes se font plus rares.

Il considère que tant les pressions exercées par la communauté internationale que l'audace des défenseurs expliquent cette accalmie. Le pays reste très soucieux de son image extérieure et certaines pratiques légalisées d'un autre temps sont de moins en moins acceptées par les partenaires financiers du Cameroun.

### La lutte reste quotidienne et multiforme

L'objectif ultime de l'avocat et ses confrères défenseurs est la dépénalisation de l'homosexualité.

Plusieurs procédures ont été entamées dans les enceintes internationales pour faire condamner le Cameroun au regard des textes internationaux le liant. La Cour suprême camerounaise a également été saisie de deux dossiers dans lesquels est plaidée l'inconstitutionnalité de l'article 347 bis, notamment au regard des engagements internationaux du Cameroun.

La lutte sur le plan juridique se double d'une lutte d'ordre social, en particulier auprès des jeunes condamnés une fois ceux-ci sortis de prison. Rejetés par leur famille, ils se retournent souvent vers les avocats mais ceux-ci n'ont aucun moyen pour les prendre en charge. Des partenaires sont donc recherchés et des projets communs avec certaines ONG sont créés. Le contexte est toutefois difficile et nombreux sont les projets dont la durée de vie est très limitée. Les besoins sont loin d'être rencontrés.

L'éducation de la population reste également une nécessité. Quelle que soit la classe sociale, les réactions et manifestations violentes qui sont exprimées démontrent à quel point l'adversité subsiste sur le terrain.

### Un espoir dans le soutien du Barreau nouvellement installé

Le Barreau nouvellement installé (depuis début 2015) se montre préoccupé de son rôle dans la défense des droits de l'homme. Une commission des droits de l'homme a été mise en place très récemment et M<sup>e</sup> Togué s'y est vu confier un mandat de rapporteur spécial de défense des défenseurs. Il se montre optimiste sur le soutien du Barreau qui dispose aujourd'hui à sa tête d'une personnalité connue pour son indépendance et sa liberté.

### Les organisations d'avocats sont une puissante source de soutien

Pour M<sup>e</sup> Togué, ce soutien est multiple. Il permet de renforcer les capacités en matière de défense des droits humains, notamment par la formation. Il est aussi didactique dans le cadre de recherches sur des questions techniques. Il peut également être économique via la mise en place de projets communs.

La participation au congrès de l'UIA à Valence a été d'un apport très significatif. La tribune octroyée à M<sup>e</sup> Togué a permis d'attirer l'attention des confrères sur une situation méconnue d'une majorité d'entre eux et de formuler des attentes par rapport à la communauté mondiale des avocats. Les contacts individuels sont également très importants pour le travail de lobbying qui se nourrit de la constitution de réseaux.

M<sup>e</sup> Togué considère que sa présence au congrès ajoute aux armes que lui-même et Alice Nkom se constituent au fil du temps et répète que médiatiser son combat, c'est le faire avancer.

Entretien avec Michel TOGUE,  
Avocat et défenseur des droits de l'homme  
Président du Centre  
pour la Promotion du Droit  
Yaoundé, Cameroun  
mtogue@yahoo.fr

<sup>1</sup> Acronyme désignant la lutte pour les droits des homosexuels, transsexuels et bisexuels (Lesbians, Gays, Transsexuals and Bisexuals)

<sup>2</sup> Début 2006, le journal camerounais La Mété a publié une liste de personnalités politiques présumées homosexuelles. Il a été suivi par plusieurs autres journaux, certains indiquant faire ainsi « œuvre de salut public » en dénonçant ces personnes.





La profession d'avocat  
The Legal Profession  
La Abogacía





# La liberté d'expression de l'avocat, acteur de la justice

*L'article 10 de la CEDH à la lumière de l'arrêt Morice c/ France du 23 avril 2015*

**I Georges-Albert DAL**

Magistrats et avocats, chacun dans leur rôle, concourent ensemble à l'exercice d'une justice libre, indispensable à tout État de droit. Le rappel d'un tel principe universel n'est sans doute pas nécessaire au sein de l'UIA, qui œuvre inlassablement en ce sens depuis tant d'années. Et pourtant... L'expérience apprend qu'en ce domaine, la vigilance est toujours de mise.

À cet égard, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) est particulièrement éclairante et elle constitue sans nul doute une source d'inspiration, et en tout cas de réflexion, même pour les avocats membres de barreaux relevant d'États qui ne sont pas membres du Conseil de l'Europe.

Les avocats ont toujours joué un rôle majeur dans la mise en œuvre des divers droits inscrits dans la Convention. Ils sont en général ceux qui ont saisi la Cour et lui ont soumis les recours qui sont à la base d'une jurisprudence abondante. Réciproquement, la Cour a assuré aux membres du barreau ce que l'on a pu qualifier de « régime étendu de droits et libertés » de façon à leur permettre d'assurer au mieux les droits de la défense.

Nous nous en tiendrons dans ces quelques lignes – qui n'ont aucune prétention scientifique (de savants articles aisément consultables ont été publiés dans ce domaine, références doctrinales et jurisprudentielles à l'appui) – à l'application aux avocats de l'article 10 de la Convention, ainsi libellé :

*« Liberté d'expression :  
Toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. Le présent article n'empêche pas les États de soumettre les entreprises de radiodiffusion, de cinéma ou de télévision à un régime d'autorisations.*

*qu'exceptionnellement passer pour nécessaire dans une société démocratique. »*

Traditionnellement, cette liberté d'expression est envisagée au sein ou en dehors du prétoire.

Au sein du prétoire, les législations des États de droit assurent à l'avocat la protection de l'immunité de la plaidoirie dont la Cour de Strasbourg a eu à connaître à diverses reprises (arrêts du 21 mars 2002 dans

**Hors du prétoire, la liberté de parole de l'avocat est également fort large, sous réserve de la loyauté et de la dignité dans le comportement [...].**

*L'exercice de ces libertés comportant des devoirs et des responsabilités peut être soumis à certaines formalités, conditions, restrictions ou sanctions, prévues par la loi, qui constituent des mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité nationale, à l'intégrité territoriale ou à la sûreté publique, à la défense de l'ordre et à la prévention du crime, à la protection de la santé ou de la morale, à la protection de la réputation ou des droits d'autrui, pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles ou pour garantir l'autorité et l'impartialité du pouvoir judiciaire. »*

Au départ de ce texte, de portée générale, la Cour a décidé, dans l'arrêt *Morice c/ France* du 15 décembre 2011, qu'« une ingérence dans la liberté d'expression de l'avocat ne peut

l'affaire *Nikula c/ Finlande*, du 28 octobre 2003 dans l'affaire *Sleurs c/ Pays-Bas*, et du 15 décembre 2005 dans l'affaire *Kyprianou c/ Chypre*). Cette immunité permet à l'avocat d'exprimer librement le point de vue de son client. Elle est extrêmement large, mais elle n'est pas sans limite : les attaques *ad hominem* ou les propos injurieux restent interdits. Dans un pays comme la Belgique, l'immunité pénale ou civile est totale, mais l'avocat qui aurait plaidé en des termes inconvenants pourrait être sanctionné disciplinairement, l'initiative d'une telle sanction étant exclusivement réservée au bâtonnier et la peine disciplinaire prononcée par un siège composé exclusivement (en première instance) ou majoritairement (en appel) d'avocats, ce qui assure pleinement la liberté de la défense.

Hors du prétoire, la liberté de parole de l'avocat est également fort large, sous réserve de la loyauté et de la dignité dans le comportement, toute critique, aussi virulente et justifiée fut-elle, devant rester mesurée et proportionnée aux nécessités de la défense.

Ceci est vrai dans les deux cas de figures que la Cour a eu à connaître.

Il y a tout d'abord la dénonciation publique, dans la presse, à la télévision ou par tout autre moyen de mesures dont les intéressés (le plus souvent les autorités ordinales) estiment qu'elles mettent en péril l'exercice de la profession, la Cour se réservant d'examiner que les limites de la critique admissible n'ont pas été dépassées (voyez l'arrêt du 4 avril 2013 dans l'affaire *Reznik c/ Russie*, et l'arrêt du 20 avril 2004 dans l'affaire *Amihalachioaie c/ Moldavie*).

Mais un avocat est également libre de s'exprimer par la voie de la presse ou sur les réseaux sociaux lorsque les intérêts de son client le commandent. Dans ce cas, compte tenu du retentissement que pourront avoir ses propos sur le public, et compte tenu du fait qu'en l'absence d'immunité, il sera susceptible de condamnations pénales et civiles – outre les sanctions disciplinaires qui subsistent – la plus grande prudence s'impose. Comme l'a relevé la Cour dans l'arrêt *Foglia c/ Suisse* du 13 décembre 2007, « *eu égard au rôle clé des avocats dans ce domaine, on peut attendre d'eux qu'ils contribuent au bon fonctionnement de la justice et, ainsi, à la confiance du public en celle-ci* ». Lorsque les limites sont franchies, des sanctions – proportionnées – sont justifiées (voyez, par exemple, les arrêts *Schöpfer c/ Suisse* du 20 mai 1998, et *Coutant c/ France* du 24 janvier 2008).

C'est dans ce contexte qu'il y a lieu de lire l'arrêt *Morice c/ France* du 23 avril 2015, rendu en grande chambre, qui a le mérite de reprendre systématiquement les acquis jurisprudentiels et de nous faire toucher du doigt l'extrême difficulté qu'il y a à les appliquer, surtout dans le domaine fort spécifique des critiques formulées en public par un avocat contre un magistrat. Il n'est

pas sans intérêt de noter que, dans ce cas, la grande chambre a porté une appréciation différente de la chambre initialement saisie de l'affaire (voyez le premier arrêt du 11 juin 2013).

La Cour rappelle d'abord quelle est la mission particulière du pouvoir judiciaire : « *Comme garant de la justice, valeur fondamentale dans un État de droit, son action a besoin de la confiance des citoyens pour prospérer. Aussi peut-il s'avérer nécessaire de protéger celle-ci contre des attaques gravement préjudiciables dénuées de fondement sérieux* ». Ceci étant rappelé, la Cour estime qu'en dehors de cette hypothèse, « *les magistrats peuvent faire, en tant que tels, l'objet de critiques personnelles dans des limites admissibles, et non pas uniquement de façon théorique et générale* ». Et de préciser que « *les limites de la critique admissible à leur égard, lorsqu'ils agissent dans l'exercice de leur fonction officielle, sont plus larges qu'à l'égard de simples particuliers* ».

Cette motivation, en soi logique et raisonnable, contient cependant les germes de la contradiction : son application tient d'un délicat exercice d'équilibrisme. Il faut protéger les magistrats en raison de la nature de leur fonction, et d'autant plus que le devoir de réserve leur interdit de réagir mais, en raison même de l'exercice par eux de ces fonctions, les critiques que l'on forme à leur égard sont plus larges que celles que l'on peut adresser à des particuliers...

La Cour procède également à un rappel des principes relatifs à la profession d'avocat. Celui-ci occupe « *une position centrale dans l'administration de la justice* ». Empruntant la terminologie française, la Cour a utilisé dans certains arrêts les termes « *auxiliaires de justice* » pour définir le statut spécifique des avocats. Dans l'arrêt *Morice*, la Cour parle d'« *acteur de la justice* ». Nous préférons, quant à nous, décrire le barreau comme un « *organe de la justice* ». Ces derniers termes définissent mieux le rôle essentiel de l'avocat dans le débat judiciaire.

Pour la Cour, la liberté d'expression de l'avocat est liée à l'indépendance de la profession, indispensable à une bonne

administration de la justice. Classiquement, la Cour rappelle que, si « *les avocats ne peuvent tenir des propos dépassant le commentaire admissible sans une solide base factuelle* », ni préférer des injures, « *l'emploi d'un ton acerbe n'est pas contraire aux dispositions de l'article 10 de la Convention* ».

L'apport spécifique de l'arrêt *Morice* réside dans la réponse donnée par la Cour à deux arguments soulevés l'un par le Conseil des Barreaux Européens (CCBE), l'autre, par le gouvernement français.

Le CCBE avait plaidé qu'en dehors du prétoire, la liberté de parole de l'avocat devait être équivalente à celle du journaliste. Cet argument a permis à la Cour de remettre chacun à sa place. Le journaliste est « *un témoin extérieur chargé d'informer le public* » ; il lui incombe « *de communiquer, dans le respect de ses devoirs et de ses responsabilités, des informations et des idées sur toutes les questions d'intérêt général, y compris celles qui se rapportent à l'administration de la justice* ». L'avocat, lui, « *agit en qualité d'acteur de la justice directement impliqué dans le fonctionnement de celle-ci et dans la défense d'une partie* ». Si nous soulignons ce dernier morceau de phrase, c'est qu'il permet de distinguer le rôle et la parole de l'avocat et du magistrat.

Répondant au gouvernement français qui invoquait le devoir de réserve qui empêche le magistrat de répondre aux critiques dont il est l'objet, la Cour précise que : « *la parole du magistrat, contrairement à celle de l'avocat, est reçue comme l'expression d'une appréciation objective qui engage non seulement celui qui s'exprime mais aussi, à travers lui, toute l'institution de la justice* ». L'avocat ne parle qu'en son nom ou en celui de ses clients.

Ces rôles respectifs ainsi définis, la Cour rappelle la nécessité du respect mutuel entre les différents acteurs de la justice. Deux arrêts (l'un du 27 janvier 2015, dans l'affaire *Fuchs c/ Allemagne*, et l'autre, du 30 juin 2015, dans l'affaire *Peruzzi c/ Italie*) ont d'ailleurs tenus pour compatibles avec l'article 10 de la CEDH la condamnation d'un avocat italien qui avait diffusé une lettre mettant en cause



un magistrat, et celle d'un avocat allemand qui avait tenu des propos diffamatoires à l'égard d'un expert. Les circonstances factuelles qui sont à l'origine de ces différents litiges sont – comme toujours – de la plus grande importance.

En conclusion, l'arrêt *Morice* est une étape supplémentaire dans la définition du rôle de l'avocat, acteur ou organe de la justice. Cette définition est, non seulement, le fait de la profession, qui agit dans la sphère de l'autorégulation que lui reconnaît la loi dans un État de droit, celle du législateur qui donne la base légale à l'indépendance du barreau, mais aussi celle des cours et tribunaux, surtout des juges internationaux et constitutionnels, dont l'apport en ce domaine est considérable.

Georges-Albert DAL  
*Daldewolf*  
Bruxelles, Belgique  
[gad@daldewolf.com](mailto:gad@daldewolf.com)

## Call for Host Firms

### Become a Host Firm in our Junior Lawyers International Traineeship Programme (JLITP)

**What is it?**  
The JLITP is a platform that gives the opportunity to UIA members to publish their traineeship announcement and to be put in contact with Junior Lawyers.

**What are the benefits for the law firm?**  
Hosting a trainee with a foreign background, specific skills, and knowledge, facilitating international contacts and building a foundation for future professional contacts through him/her.

### Information

To become a host firm, please contact:

Union Internationale des Avocats  
25, rue du Jour  
75001 Paris - France

Marie-Pierre Liénard  
[mplienard@uianet.org](mailto:mplienard@uianet.org)  
Tel : + 33 1 44 88 55 66  
Fax : + 33 1 44 88 55 77



Pratique du Droit  
Legal Practice  
Ejercicio de la Abogacía





# L'opposabilité aux tiers d'une clause de secret

I Cheick DIOP

De nos jours, l'information est essentielle dans toute activité humaine, puisqu'elle constitue à la fois une matière première nécessaire à la gestion de toute entreprise, et surtout un élément patrimonial à part entière.

À partir du moment où l'on retient l'importance de l'information, on est tenté de vouloir la protéger du regard des tiers, surtout lorsque sa divulgation est à même de causer un préjudice.

En l'absence du droit qui ne fournit aucun régime général spécifiquement adapté à ce besoin, la pratique a donc développé un concept fondé sur le droit commun des obligations pour y répondre. Il permet de jouer de la confidentialité pour empêcher la diffusion d'informations, ou, au contraire, permettre celle-ci en contrôlant les effets : c'est la clause de secret.

Si la clause de secret peut apporter sécurité et souplesse dans les rapports des parties, du fait des effets que le droit attache au contrat en affirmant sa force obligatoire à l'égard de chacune des parties, son opposabilité au tiers peut être incertaine.

En effet, selon l'adage « *Res inter alios acta alios neque nocere neque prodes potes* », la chose convenue entre les uns ne nuit ni ne profite aux autres. (Pièce 1 – Henri Roland, Laurent Boyer, Adage du droit français, 3<sup>e</sup> édition, n° 376, p. 785).

C'est dans ce sens que l'article 1165 du Code civil, énonce que :

« *Les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; elles ne nuisent point au tiers, et elles ne lui profitent que dans le cas prévu par l'article 1121.* » ;

Ainsi, si la loi habilite les contractants à se soumettre respectivement aux obligations sur lesquelles ils tombent d'accord, le pouvoir qui leur est ainsi reconnu ne s'étend pas à la constitution de semblables liens de droit sur la tête des personnes qui sont demeurées extérieures au consentement qui a donné naissance au contrat. Tel est le principe de l'effet relatif du contrat énoncé par le Code civil en son article 1165.

De plus, un contrat est formé par la rencontre de volonté des parties, ce qui

protégées, soit par leur activité, soit de par leur qualité. Dans chaque cas, le créancier devrait envisager les moyens de protéger au mieux ses intérêts.

Dans ce cadre, la clause de secret tire son efficacité des particularités de l'obligation de ne pas faire ce qu'elle engendre. Mais, l'exigence d'un résultat ne vaut à l'égard de ceux dont elle cherche pourtant à se protéger : les tiers. Envers ces derniers, l'effet relatif des contrats ne laisse au créancier que le bénéfice d'une opposabilité.

Par définition, le principe de l'opposabilité du contrat est l'aptitude d'un droit, d'un acte, d'une situation de droit ou de fait à faire sentir ses effets à l'égard des tiers, non

Certaines législations affirment l'existence d'un devoir au secret à la charge de certains professionnels. On peut citer le cas des agents de change et des banquiers.

explique qu'il ne devrait pas avoir d'effets juridiques sur une personne tierce à la conclusion dudit contrat.

Par ailleurs, le fait que le contrat n'a pas d'effet ni contre, ni au profit des tiers, signifie qu'ils peuvent ignorer totalement la situation juridique que celui-ci fait naître entre les parties, le créancier d'une clause de confidentialité reste largement démuné face à la révélation par un tiers de son secret.

Or, nombreuses sont les personnes susceptibles d'accéder à des informations

pas en soumettant ces tiers aux obligations directement nées de ses éléments, mais en les forçant à reconnaître l'existence des faits, droits, et actes dits opposables, à les respecter comme des éléments de l'ordre juridique et en subir les effets, sous réserve de leur opposition lorsque la loi leur en ouvre le droit. (Pièce 2 – Gérard Cornu, Vocabulaire juridique, Puf, p. 595-596).

Dès lors, il est constant que l'opposabilité du contrat aux tiers est un principe selon lequel le contrat crée une situation juridique que les tiers ne peuvent ignorer et qu'ils doivent même respecter en tant que fait juridique.



D'autant plus que le principe de la relativité des conventions qui signifie que les tiers ne peuvent prendre part à un contrat auquel ils n'ont pas été parties, n'implique aucunement que ce contrat ne puisse avoir, à leur égard, aucune répercussion. (Pièce 3 – François Terré, Philippe Simler, Yves Lequette, Droit civil les obligations, Dalloz, 8<sup>e</sup> édition, p.482, n° 490)

Au surplus, et selon l'article 1383, chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou par son imprudence.

Ainsi, il ressort de cette disposition qu'un individu ne doit rien faire qui porterait atteinte à la bonne exécution d'un contrat. S'il le fait malgré tout, sa responsabilité délictuelle sera engagée.

C'est dans ce sens que la Chambre commerciale de la Cour de cassation en date du 28 janvier 2003 considérait que :

« *Le fait pour un tiers à une convention de se rendre complice de la violation par l'une des parties de ses obligations contractuelles constitue une faute susceptible d'engager sa responsabilité.* ».

Par conséquent, dans la conclusion d'un contrat, les parties qui reçoivent des informations confidentielles ne les utiliseront pas, ni ne les divulgueront pas à un tiers pendant la durée du contrat et jusqu'à la date de résiliation.

Voilà pourquoi le principe de l'effet relatif trouve son corollaire dans celui de l'opposabilité du contrat qui pourra indifféremment être invoquée par les tiers, ou contre eux.

## Les tiers impliqués dans le secret de par leur activité

L'entreprise est un objet complexe dont les contours sont parfois difficiles à saisir. Un grand nombre de personnes travaille avec elle ou pour elle, qu'il s'agisse de membres de son personnel, de sous-traitants ou de conseillers. Elle peut également être en relation avec les filiales du groupe auquel

elle appartient ou d'autres organismes dispensateurs de crédit ou d'assurance. Il y a là autant d'occasions de laisser filtrer une information.

En effet, les tiers partageant de *facto* le secret ne sont pas tenus personnellement par la clause de secret puisqu'ils sont étrangers au rapport contractuel qui en est la source.

Cependant, le créancier bénéficie parfois de la protection résultant de dispositions qui lui sont étrangères. Dans les autres cas, il devra tenter d'obtenir que soit souscrit un engagement spécifique visant à le garantir des risques de divulgation.

## La protection du créancier par l'effet réflexe d'une disposition à laquelle il est étranger

Les tiers peuvent être soumis à une obligation de confidentialité résultant soit de leur fonction dans l'entreprise, soit de leur statut professionnel.

## L'obligation de discrétion

L'obligation de discrétion vise principalement le salarié. Celui-ci, outre son obligation de fournir la prestation de travail prévue par le contrat, doit respecter des obligations accessoires de non concurrence, de loyauté, mais aussi de discrétion et de réserve.

En effet, lorsque qu'il a eu connaissance des informations présentant un caractère confidentiel, en raison de ses fonctions dans l'entreprise, ce dernier ne devrait pas les divulguer hors de l'entreprise. À défaut, il contreviendrait aux articles 1134, alinéa 3 et 1135 du Code civil qui s'appliquent à son contrat de travail.

Aussi, cette obligation qui ne découle pas uniquement des analyses prétoriennes, est également prévue par certaines législations qui disposent que « *les membres du comité d'entreprise et les représentants syndicaux sont tenus à une obligation de discrétion à l'égard des informations présentant un caractère confidentiel et données comme telles par le chef d'entreprise ou son représentant.* ».

Cette protection présente néanmoins pour le fournisseur de l'information l'inconvénient de n'être qu'indirecte. Le salarié ou le représentant du personnel n'est tenu qu'à l'égard de son employeur. Elle joue donc son rôle dissuasif, tant pour le salarié, que pour son employeur, en s'appuyant sur la crainte de voir leur responsabilité engagée.

## Le secret professionnel

Les personnes tenues au secret professionnel sont nombreuses et ne forment pas une catégorie homogène. Des dispositions pénales visent celles qui sont dépositaires d'une formation à caractère secret, soit par état ou profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire. Dans leurs formulations, ces règles pénales ne font plus référence expressément aux confidentiels nécessaires et semble poser ainsi un principe général.

Ainsi, les dispositifs légaux et jurisprudentiels relatifs à la protection du secret professionnel font interdiction aux membres de certains corps de métier de divulguer certains renseignements concernant leur activité ou leurs clients.

En effet, le secret professionnel peut s'appliquer non seulement aux professions soumises à cette obligation par un texte particulier, mais également à tous autres professionnels qui détiennent des secrets qui leur sont confiés par des particuliers.

Plus ponctuellement, certaines législations affirment l'existence d'un devoir au secret à la charge de certains professionnels. On peut citer le cas des agents de change et des banquiers.

Toutefois, l'efficacité de ces protections légales tient à l'effet dissuasif de la responsabilité, en l'occurrence pénale. Toutefois, ces normes pénales n'exigeant plus que le secret ait été confié à la personne qui en est le dépositaire, le fournisseur de l'information bénéficie d'une protection lui permettant d'agir directement contre l'indiscret.

Cependant, le détenteur du secret, s'il n'est pas totalement démuni, préfère souvent, à la protection découlant de ces règles

générales de comportement, un engagement personnel du tiers récipiendaire.

## La protection du créancier par l'effet d'un nouvel engagement de confidentialité du tiers bénéficiaire

Dans ce cas, le créancier impose au bénéficiaire initial des informations que toute divulgation à un tiers soit soumise à la souscription préalable par celui-ci d'un engagement de confidentialité. En d'autres termes, il tente de pallier les conséquences de l'effet relatif par la multiplication des engagements contractuels.

Cela suppose que soit distinguées les conséquences de cette pratique, d'une part, pour le bénéficiaire initial des informations et, d'autre part, pour le tiers récipiendaire nouvellement engagé.

## Les nouvelles obligations du débiteur initial

Celui-ci engage sa responsabilité contractuelle en cas de divulgation d'informations sans qu'aient été préalablement prises les mesures requises. Il peut être considéré comme porte-fort dans la mesure où il doit obtenir du tiers la souscription d'un engagement de confidentialité. Mais la non conclusion de ce nouvel accord ne serait pas en soi une faute, dès lors que le tiers n'a pu accéder à l'information.

Le cas échéant, le débiteur initial verra son engagement encore accru par les charges d'un cautionnement. Il peut, en effet, fort bien se porter caution du respect par le tiers bénéficiaire de l'accord de secret nouvellement conclu.

Mais, il n'y a là aucune automaticité et les termes de la clause liant le débiteur initial à son créancier devront être soigneusement choisis pour éviter toute ambiguïté. Le cautionnement initialement envisagé pourrait, sinon, dégénérer en une lettre d'intention dont la portée est des plus variables.

## Les obligations du tiers bénéficiaire

En tant que souscripteur d'un contrat de confidentialité, il est tenu aux mêmes obligations que tout autre débiteur du même type de convention. Une incertitude subsiste néanmoins quant à l'identité de son créancier.

Celui-ci sera le fournisseur initial de l'information si le débiteur initial est assimilé à un porte-fort. Dans le cas contraire, c'est le débiteur initial qui bénéficiera du nouvel engagement. Il se forme alors une chaîne de contrats.

Mais, sauf à considérer l'opération comme la cession d'un bien et de ses accessoires, l'action en responsabilité du créancier initial contre le tiers récipiendaire indiscret ne pourra qu'être de nature délictuelle.

Comme on le constate, la multiplication des engagements contractuels n'apporte pas systématiquement plus de garanties au créancier initial de la clause de secret. Tout au plus, il peut être confronté à un autre type de tiers.

## Les tiers substitués à l'une des parties au contrat

Dans cette situation, ce n'est plus l'activité du tiers qui lui permet de facto d'accéder au secret, mais un lien juridique particulier qu'il noue avec un des contractants auquel il se substitue telle que la cession de contrat et, avec quelques réserves, l'acquisition d'entreprise.

## La cession de contrat

Par définition, une cession de contrat est le transfert par convention effectué par une personne, d'une tierce personne. Elle a pour objet le remplacement d'une partie par un tiers au cours de l'exécution du contrat. Il y a non seulement transmission d'un droit ou d'une obligation sur sa personne, mais également changement de sa qualité de tiers en celle de partie au contrat.

Il bénéficiera donc de toutes les prérogatives s'attachant à ce titre.

Tout contrat est, en principe, cessible dans la mesure où il ne heurte pas le principe de l'effet relatif et ne suppose pas de consentement du cédé.

Cependant, le contrat ne doit pas avoir été souscrit *intuitu personae* ou comporter une clause d'incessibilité.

En soi, l'opération présente peu d'inconvénients juridiques pour le bénéficiaire d'une clause de secret. Le tiers, de son propre chef, s'expose à la force obligatoire de l'accord initial. Par ailleurs, « le cédant demeure tenu en qualité de garant, du fait qu'il impose au cédé un cocontractant que celui-ci ne choisit pas ».

Cependant, une hypothèse laisse peser un danger sur le créancier de la clause : celle dans laquelle un concurrent direct de celui-ci s'avère être le cessionnaire. Elle est relativement plus fréquente dans les opérations d'acquisition d'entreprise.

## L'acquisition d'entreprise

Il n'y a pas à proprement parler de substitution de personne dans ce cas, mais plutôt de prise de contrôle. Juridiquement, la personne morale organisant la vie juridique et patrimoniale de l'entreprise subsiste. Elle seule est engagée à l'égard des tiers.

Cependant, le nouvel associé tire de sa qualité des droits et des pouvoirs d'investigation. De plus, la maîtrise du capital de l'entreprise lui permet d'en assurer la direction. De fait, ou de droit, il pourra donc accéder à l'information confidentielle.

Mais, face à ce dernier, le créancier de la clause bénéficie toujours de sa protection ; l'entreprise restant engagée à son égard. L'associé, quant à lui, est tenu par *l'affectio societatis* d'une obligation de loyauté envers l'entreprise.

Or, la communication d'affaires confidentielles irait à l'encontre de l'intérêt commun : il serait donc tenu envers elle des dommages qu'il lui aurait ainsi causés par sa faute. Le caractère dissuasif de cette sanction est une garantie supplémentaire pour notre créancier.

L'inconvénient précédemment cité subsiste néanmoins lorsque l'acquéreur est un concurrent. Toutefois, seule l'affirmation d'une relation *intuitu personae* ou une clause d'incessibilité peut y remédier.

Compte tenu d'un besoin croissant de protection de l'information et face au manque d'institutions juridiques idoines, le recours au droit des contrats s'impose comme la moins mauvaise des solutions.

Néanmoins, ni la souplesse, ni la diversité de ses procédés, ni l'assise d'une longue pratique ne lui permettent de réduire la spécificité de l'information et de remédier totalement aux risques d'une divulgation.

Par conséquent, la clause de secret joue un rôle principalement dissuasif : en offrant une assise plus sûre à la responsabilité et en clarifiant le rôle de chacun.

Cheick DIOP  
Représentant National de l'UIA en Côte d'Ivoire  
Président du Groupe de Travail OHADA de l'UIA  
C&D Associés  
Abidjan, Côte d'Ivoire  
maitre@cd-avocat.net



All information provided on this calendar is subject to change.  
Please refer to the UIA Website [www.uianet.org](http://www.uianet.org) for additional details.

#### ABIDJAN – CÔTE D'IVOIRE

January 21-22, 2016

- ▶ The Role of the Lawyer in Economic Development in Africa

#### CAPE TOWN – SOUTH AFRICA

February 12-13, 2016

Joint UIA – AIJA Seminar

- ▶ Under African Skies – Investment, Financing and Natural Resources in Africa and beyond

#### VENICE – ITALY

February 19, 2016

- ▶ Corporate Transactions in the Fashion Business: M&A and IPOs

#### DELHI (GURGAON) – INDIA

March 4-5, 2016

- ▶ Foreign Direct Investments in India

#### CHAMONIX – FRANCE

March 5-12, 2016

11<sup>th</sup> Winter Seminar

- ▶ Cross-border M&A Transactions – Corporate, Regulatory, Litigation/ Arbitration and Related Issues

#### VIENNA – AUSTRIA

March 11-12, 2016

- ▶ Current Trends in Start-Ups and Crowd Financing

#### MIAMI, FL – USA

March 31 - April 1, 2016

- ▶ Latest Trends in Sports Law in Europe and the United States – Views from Both Sides of the Atlantic

#### CASABLANCA – MOROCCO

April 8-9, 2016

- ▶ The Lawyer and Digital Technology

#### LUXEMBOURG – LUXEMBOURG

April 22-23, 2016

- ▶ 22<sup>nd</sup> World Forum of Mediation Centres

and more events at  
[www.uianet.org](http://www.uianet.org)



# How to Advise Your Clients after the CJEU Safe Harbor Case?



■ Elisabeth P.M. THOLE & Özer ZIVALI



On October 6, 2015 the European Court of Justice (CJEU) rendered a milestone decision invalidating the EU-US Safe Harbor Framework.<sup>1</sup> To put it simply, this ruling has quite some impact on the data transfer programs of many companies, even though the decision was not unexpected. Exactly one month after the decision on November 6, 2015, the European Commission announced that it stepped up the Safe Harbor Framework renegotiations. In the meantime, the EU data protection authorities, united in the Article 29 Working Party, issued an initial statement, yet left room open for many questions. Some EU data protection authorities even issued opinions that would increase the impact of the ruling profoundly. This article serves to provide some guidance on how to advise businesses in the post Safe Harbor era, for as long as we are awaiting a Safe Harbor 2.0, if anything will actually materialise at all.

It took ten days after the ruling, on October 16, 2015, for the Article 29 Working Party to issue a common initial statement. In this statement, the Article 29 Working Party tried to offer some clarity to businesses on how to proceed after the invalidation of the Safe Harbor Framework, indicating that Standard Contractual Clauses and Binding Corporate Rules could for now still be used for data transfers. But at the same time – while emphasising that the question of massive and indiscriminate surveillance

is a key element of the ruling and calling upon EU Member States to renegotiate a new Safe Harbor – it warned that if no “appropriate solution” is found by the end of January 2016, the EU data protection authorities may begin to take “coordinated enforcement actions” against companies. Certain data protection authorities, more specifically DPAs in Germany, pronounced the even more far-reaching view that the CJEU’s ruling has invalidated almost all forms of data transfers to the US, even if based on consent or EU Standard Contractual Clauses. Businesses are now eagerly awaiting further coordinated and practical guidance

Data Protection Directive, that was issued five years earlier, in 1995. According to this Directive, the transfer of personal data from the EU to non-EU countries, also known as third countries from the EU perspective, is only allowed if these third countries meet the EU “adequacy” standard for privacy protection. As the US was considered not to offer an adequate level of protection, the European Commission agreed with the US government to adopt the Safe Harbor program. This program allowed companies that voluntarily adhered to the program to comply with the Directive by ensuring an adequate level of protection.<sup>3</sup>

In its decision, the CJEU came to the far-reaching conclusion that data transfers to the US relying exclusively on Safe Harbor are no longer compliant with EU data protection law.

from the EU. When will there be a Safe Harbor 2.0 and will it be sufficient? What will be the effective long-term solution? Will data protection authorities require companies to stop data transfers based on Standard Contractual Clauses? So far it is clear that all companies that have relied upon the Safe Harbor Framework, should have changed their data transfer programs as much as possible by now.

Since its introduction, more than 4,000 US companies had adhered to this program. These companies used the Safe Harbor regime as a basis to legitimize the transfer of personal data from the EU to them, in order to ease doing business in the EU.

## What was the EU-US Safe Harbor Framework?

The EU-US Safe Harbor Framework was a self-certification program that was introduced in 2000.<sup>2</sup> The Safe Harbor program was set up as a reaction to the EU

## The Status of the Safe Harbor regime before October 6, 2015

Since the Snowden revelations regarding the practices of US intelligence services, the Safe Harbor Framework had been heavily debated because of the absence of actual safeguards for data protection. In November 2013, the European Commission

evaluated the Safe Harbor program. This evaluation resulted in 13 reform proposals.<sup>4</sup> Thereafter, the European Parliament adopted a resolution on the NSA's surveillance program in March 2014, calling for the immediate suspension of the Safe Harbor Framework. In a letter issued in April 2014, the Article 29 Working Party expressed its support to the actions of the European Commission and the European Parliament, which again made the status of the Safe Harbor framework further questionable. Separately, the US and EU also had to decide upon the so-called Umbrella Agreement, which is a data protection framework for EU-US law enforcement cooperation. In September 2015, this pact was agreed upon. However, this agreement did not take away the concerns over the US surveillance of EU citizen data.

## The CJEU Safe Harbor Decision

In its decision, the CJEU came to the far-reaching conclusion that data transfers to the US relying exclusively on Safe Harbor are no longer compliant with EU data protection law. According to the decision, national data protection authorities have the competence, and can also be obligated based on complaints of data subjects, to review any data transfers to any third country that may not provide an adequate level of data protection, even if such data transfer is based on any of the other instruments than Safe Harbor. This brings any data transfers to the US – or for that matter any other non-adequate country or countries in which respect the European Commission published adequacy decisions – into question, irrespective of the instrument used.

The landmark decision was set in motion by an Austrian Facebook user, Max Schrems. Since the Snowden revelations, Schrems was anxious about mass surveillance by US intelligence agencies. He argued that the transfers of his data to the US were subject to such mass surveillance, and filed a complaint at the Irish Data Protection Authority, that has competence over Facebook's transfers of personal data from the EU to the US. Without further investigation, the Irish Data Protection

Authority rejected Schrems' complaint based on the European Commission's Safe Harbor decision. This case was then brought to the Irish High Court, which asked the CJEU to rule on whether national data protection authorities should have the power to prevent data transfers in cases like these. In line with the Opinion of Advocate-General Yves Bot, the CJEU found that the EU Safe Harbor Framework is invalid, even though that was not the direct question of the referring court.

## What about the US-Swiss Safe Harbor Framework?

Next to the EU-US Safe Harbor Framework, the US Department of Commerce had developed in consultation with the Swiss Federal Data Protection and Information Commissioner a separate Safe Harbor framework to comply with Swiss data protection law. This second program is known as the US-Swiss Safe Harbor program. Although the Safe Harbor Decision did not directly affect this program, the Swiss Federal Data Protection and Information Commissioner reconsidered his view on this matter. On October 22, 2015 the Swiss Commissioner issued a new statement according to which he does no longer consider the US-Swiss Safe Harbor Framework as a sufficient legal basis for a transfer of personal data from Switzerland to the US. So the Swiss equivalent of the Safe Harbor Framework went down as well.

## Guidance of the European Commission

Following the CJEU Safe Harbor decision and urgent calls for action by businesses and data protection authorities, the European Commission issued its guidance on data transfers to the US on November 6, 2015.<sup>5</sup> It stated that it stepped-up its negotiations with the US aiming to swiftly – within 3 months – establish a new safe framework for the transfer of personal data to the US. The European Commission also acknowledged that it will need to amend its other adequacy decisions based on the ruling, which further underlines its far-reaching impact on any transfer of personal data to third countries.

The European Commission also indicated that businesses could use alternative mechanisms and transfer data based on (i) EU Standard Contractual Clauses, (ii) Binding Corporate Rules (only applicable to intra-group transfers), (ii) statutory exceptions, such as: conclusion or performance of a contract; establishment, exercise or defence of legal claims; or, if no other ground is available, the free and informed consent of the individual. However, these alternatives are also under discussion now, as indicated above. Moreover, it will be difficult to rely on the statutory exceptions, as these have to be interpreted very restrictively. Some data protection authorities are also of the view that individuals cannot provide their (free and informed) consent for transfer of their data, waiving their fundamental rights.

## How should businesses proceed?

In view of the above, unless the new safe transfer framework is concluded swiftly and includes changes that sufficiently cover the concerns raised in the CJEU decision, including with respect to the practices of US intelligence services, much uncertainty will remain. Until the adoption of a more fundamental safe transfer mechanism, it is recommended that businesses take various steps. First of all, they should verify what personal data is transferred outside of the EEA and on what legal basis. Is the personal data transferred *intra-company only*, or also *inter-company*, thus also shared with third parties? Secondly, businesses should not enter into new contracts that refer to Safe Harbor as a basis for transfer of personal data to the US. If Safe Harbor currently is being relied on, the potentially available alternatives should be investigated.

The European Commission has adopted various adequacy decisions that legitimise the transfer of personal data to certain third countries, finding that they provide an adequate level of data protection (which may also need to be amended). Next to that, there are currently various other possibilities to legitimise data transfers to countries outside the EEA:

■ The conclusion of EU Standard Contractual Clauses issued by the European Commission.

- Reliance upon approved Binding Corporate Rules (BCR) in case of intra-company data transfers.
- Depending on the applicable jurisdiction, a permit may also be needed.
- Alternatively, businesses could rely upon one of the statutory exemptions, such as the unambiguous consent of the data subject or the performance of an agreement with the data subjects. However, these exemptions should be interpreted very restrictively.

In all this, companies should also not forget to comply with any other applicable data protection requirements when processing personal data. One thing should also be made clear here: the rules of data protection are rapidly changing. Therefore, our final piece of advice is to stay-tuned. We can imagine that you do not want your clients to find out the hard way that the enforcement powers of the data protection authorities are equally expanding as well.

Elisabeth P.M. THOLE  
Van Doorne,  
Amsterdam, Netherlands,<sup>6</sup>  
thole@vandoorne.com

Özer ZIVALI  
Van Doorne  
Asterdam, Netherlands  
Zivali@vandoorne.com

**Post Scriptum: EU-US PrivacyShield**

*On February 2, 2016 a political agreement for a new framework was reached for a new framework for transatlantic data flows: the EU-US Privacy Shield. The next steps will be that an 'adequacy decision' will be prepared, which could then be adopted after obtaining advice of the Article 29 WP and a committee composed of representatives of the EU Member States. In the meantime, the US will make the necessary preparations to put in place the new framework, monitoring mechanisms and a new Ombudsman.*

1 Maximilian Schrems v. Data Protection Commissioner and joined party: Digital Rights Ireland Ltd, (C362/14).

2 Decision 2000/520/EC.

3 Strictly speaking, it concerns the transfer from the European Economic Area (EEA) to non-EEA countries. The EEA consists of the EU plus Norway, Liechtenstein and Iceland.

4 Communication from the Commission to the European Parliament and the Council on the Functioning of the Safe Harbor from the Perspective of EU Citizens and Companies established in the EU.

5 Commission issues guidance on transatlantic data transfers and urges the swift establishment of a new framework following the ruling in the Schrems case, [http://europa.eu/rapid-press-release\\_IP-15-6015\\_en.htm](http://europa.eu/rapid-press-release_IP-15-6015_en.htm).

6 Dr. Elisabeth P.M. Thole and Özer Zivali are lawyers at Van Doorne, and members of the Van Doorne Privacy Team. Elisabeth is also Vice-President of the UIA Privacy and Rights of the Digital Person Commission. This article was concluded on November 15, 2015. The authors may be reached at: [thole@vandoorne.com](mailto:thole@vandoorne.com).

Follow us on social networks!

Union Internationale des Avocats



Participate in our LinkedIn discussion group and share your experience with lawyers around the world



Stay updated with our latest news on Facebook



Follow our events as they are happening on Twitter



Relive some great UIA moments and discover our upcoming events on YouTube



Our social networks are open to all, whether UIA members or non-members. Please let your colleagues and friends know.





# How to Protect Human Rights in Production Chains Involving Small and Medium Enterprises in Developing Countries

I Jonathas LIMA SOLER



A substantial share of global supply chains processes were relocated to developing nations, offering both opportunities, such as corporate expansion and employment growth. However, human rights violation practices were also held in the supply chain – especially during the 1990s.

This brief contribution aims to propose few effective tools – based on the action of (i) local governments, (ii) corporate employers and (iii) civil society – in order (i) to prevent human rights abuse throughout supply chain processes allocated in developing economies, and (ii) to maintain foreign investments in developing countries.

Despite our theoretical approach, we will present some examples of practices found in São Paulo textile industry involving slavery-analogous working conditions (affecting mainly foreigners, as Bolivians), and also the solutions that have been adopted by the Government, the companies and the society in order to prevent human rights violation, which could be used by other developing countries.

## I Introduction

Transferring the manufacturing process of goods to developing countries was a common and effective cost reduction and

profit optimization strategy implemented by large corporations between the years 1970s and 1990s. Larger enterprises located in developed countries outsourced the production of certain components, a certain stage of assembly or even the entire production to small and medium enterprises (SMEs) located in countries where labor, tax and environmental laws were non-existent, ineffective or overly lenient.

From an economic standpoint, the equation seemed perfect. On the one hand, relocating production processes augmented

restriction of individual liberties, among others<sup>1</sup>.

As complaints reverberated in the world press, some corporations readily addressed those issues<sup>2</sup>; others were convicted of such practices that they had indirectly been supporting. In other cases, despite the lack of provisions for sanctions towards non-compliance behavior, consumers simply stopped buying products from those particular brands due to the human rights abuses carried out 10,000 miles away from retailing centers.

Resorting to official advertising of constitutional and human rights violations is another useful and successful tool.

corporate competitiveness and minimized manufacturing costs. On the other hand, emerging countries and their enterprises perceived outsourcing as an opportunity to expand the private sector, increase profits, boost employment opportunities, increase tax-revenue intake by local governments, upgrade their productive capacity and labor skills, and, ultimately, promote the country's development.

Or so it seemed.

During the 1990s, complaints from non-governmental entities and from workers themselves signaled to the international community existing human rights violations in such facilities, such as non-compliance with minimum safety and health standards,

Although there has not been enough time to cease all corporate violations, it is inaccurate to say that supply chain outsourcing to different parts of the globe is frowned upon. After all, large corporations still wish to maintain low production costs; local governments still seek to provide jobs for its citizens and expand their tax revenue, and, most significantly, workers still require jobs.

Eliminating harmful human rights externalities that stem from the proposed equation entails the reinforcement of control mechanisms in governmental, business and social spheres. For this reason, this brief contribution proposes, from a theoretical standpoint, effective tools that prevent direct or indirect human rights infringement

throughout supply chain processes allocated in emerging economies.

In order to illustrate our theoretical initiative, we focus on regulatory and factual elements of slavery-analogous working conditions – a “modern” version of preceding slavery practices – in São Paulo (Brazil) textile industry. This case study not only reflects the global production outsourcing structure currently under discussion, but also accurately discloses the solutions proposed hereafter.

## 2 Actions for protecting human rights in developing countries SMEs

Lessening, or extinguishing altogether, human rights violations that occur daily in production chains of emerging economies is not an easy task and, thus, cannot be achieved from one single front. Metaphorically, it corresponds to a guerrilla instead of trench warfare: the “enemy’s” whereabouts, fighting methods, escape paths, and time of the attack are unknown.

We contend that the war against human rights abuse is based on the contiguous and concomitant action of three main players<sup>3</sup>: (i) local governments, (ii) corporate employers and (iii) civil society.

### Government Actions

Among countless existing policies, we have focused on two basic actions: a cohesive legal framework that can effectively hinder human rights violation practices, as well as the reinforcement of criminal sanctions towards offenders. The State in all its levels of government should guarantee that human rights abuses should not be housed by the Law, deeming it illegal and imposing sanctions as prescribed by international rules.

First and foremost, the structuring of a cohesive and effective legal system entails clear normative requirements at a constitutional level, with reflections in various areas of the law and devoid of judicial or jurisdictional advantages to offenders, ensuring the imputation of and compensation for criminal, labor, civil and tax liabilities.

In Brazil, prohibition of slavery is explicit in article 5<sup>th</sup>, section III of the Federal Constitution, among other fundamental human rights; It is also considered a crime by articles 149 and 197 of the Brazilian Penal Code (Law No. 2,848/40); and, as a result of labor law provisions, employers accountable for slave labor or any involuntary servitude regime incur the expenditure of exorbitant fines and rigid sanctions as prescribed by law and collective agreements.

In the same way, the State of São Paulo Law no. 14,946/11 enforces license revocation penalties to all businesses that rely, directly or indirectly, on slave labor.

Punishment can surpass penalties imposed in the silence of the courts. Resorting to official advertising of constitutional and human rights violations is another useful and successful tool.

In fact, the Brazilian federal government maintains a virtual list of companies caught using hand-slave labor at any stage of their production chain. In addition to other penalties suffering, such as the inability to contract with the government for a defined period, all consumers have access to such a list and can make an informed choice about the purchase of such products (which will point hereinafter).

### Corporate Actions

Corporate actions must necessarily derive from a premise of comparative advantage: transnational corporations that outsource their production to other companies want to comply with human rights.

Corporate action should, thus, include (i) contracts signed with SMEs; (ii) corporate codes of conduct in relation to human rights compliance and action plans to identify and address deficiencies through supervision and training; and (iii) its core values and internal policies<sup>4</sup>.

Contracts with SMEs must contain human rights compliance provisions, profusely banning slave labor altogether. Moreover, these contracts cannot be fully or partially transferred to other businesses that do not want or are not

able to comply with such requirements.

It is also necessary to establish a fair price and deadline for the execution of the required services since scarce financial resources lead, more often than not, to a detrimental subcontracting behavior that deliberately employs slave labor or neglects to monitor the workforce regime of their production chain<sup>5</sup>.

Contractual limitations of liability cannot accommodate human rights violations and excuse corporate accountability over subcontractors’ omission. Given the urgency and social implications of the present matter, the warranties in supply contracts, often discussed by lawyers, cannot take solely into account its practical effectiveness.

Therefore, corporations that outsource services to companies in developing countries should implement, for example, frequent audits (own or third party)<sup>6</sup> and onsite visitation by local ombudsmen, effective participation of its governing body in the hiring and supervision processes, coordination of the contractual scopes<sup>7</sup>, as well as ensuring SMEs commitment to transnational corporation’s values, principles and human rights codes of conduct<sup>8</sup>.

Still, we need to establish clear institutional policies regarding the protection of human rights as core corporate values within outsourcing contracts. In the absence of external regulation mechanisms (when government measures are inexistent or exceedingly weak), internal corporate policies would effectively set the standards that must be adopted, regardless of its cost.

### Civil Society Actions

Controlling actions against corporate behavior which disregards or may potentially disrespect human rights in the supply chain should also stem from civil society. It is not enough that corporations adopt internal compliance policies or that State sanctions are well enforced: it is necessary civil society and consumers engagement since, in general, such violations occur in poorly organized small businesses in remote corners of large cities of developing countries such as São Paulo.

One of the most effective active engagement of civil communities occur through non-governmental associations or organizations, which monitor State actions by encouraging onsite auditing of production establishments and by reporting relevant findings to other members of civil society<sup>9</sup>.

Although we have hereby focused on the textile sector, compliance policies in other economic sectors have contributed to the decrease in human rights violations, such as: the Kimberley Process, which certifies diamond extraction regions; the Rainforest Alliance, which certifies (socially and environmentally) sustainable coffee production; and the Electronic Industry Citizenship Coalition (EICC) that seeks to standardize the electronics industry, including in relation to CSR.

In Brazil, a group of sociologists and journalists maintains a website to investigate and report the use of forced labor in conjunction with the Judicial and Executive branches. In the textile sector, the group devised an app for mobile devices called “Free Fashion”, signaling brands which use slave labor in its production chain, directly or indirectly, and allowing consumer guidance and awareness<sup>10</sup>.

### 3 Human Rights abuse in São Paulo textile industry

São Paulo is the richest state of Brazil. This concentration of wealth and consumer power rendered the state as an attraction pole for immigrant workforce, either sought spontaneously by workers themselves or designated by recruiters. Among the large São Paulo immigrant population, Bolivian workforce prevail in small and medium-sized textile workshops indicated as human rights offenders.

In general, textile workshops housed forced labor, with unhealthy working conditions, compensation below the minimum wage, illegal deduction on workers’ wages as compensation for travelling costs to São Paulo, as well as for food and lodging costs arranged by employers. Moreover, many employers retain immigrants’ identification documents, to prevent them from seeking any legal aid<sup>11</sup>.

These workshops are part of a larger production chain coordinated, in some cases, by large multinationals. Due to outsourcing contracts (as well as subcontracting contracts) which stipulate very low prices and tight production schedules, large brands indirectly rely on and endorse this type of illegal labor practice.

This was the case, for example, of *Zara*, in the international market, as well as *M. Officer* and *Le Lis Blanc* in the domestic market.

*Zara* settled all labor liabilities and contributed funds for “illegal” immigrants reception centers as compensation for the damages suffered by enslaved workers in their supply chain.

*Le Lis Blanc* would lose their business license if only their offenses towards workers’ fundamental rights were committed under São Paulo State Law. However, the investigation that appointed irregularities is still ongoing and the company continues to operate. On the other hand, *Le Lis Blanc* has readily signed a conduct adjustment agreement as required by authorities as compensation for indirect human rights abuses.

These examples demonstrate that cohesive legal mechanisms, in tandem with popular pressure (derived from media impact), combined with the involvement of large corporations (with the celebration of agreements of conduct adjustment and contribution of resources to diffuse funds), can promptly solve challenges and outsourcing externalities.

### 4 Final considerations

The relocation of the production process on a global scale allows greater corporate gains and, at the same time, if properly structured, also promotes the development of countries receiving these investments, creates employment opportunities and generate taxes.

In order to avoid human rights violation in supply chain, some companies have replaced their suppliers or perfected liability contractual clauses. Still, the problem has not been entirely solved.

Albeit briefly, due to space limitations, we showed that integrated action of three actors (government, business and society) could mitigate the abuse of human rights in outsourced production chains.

Government actions should range from coherent, clear and effective legislation able to hinder forced labor until the dissemination of educational and informational projects that would ensure general awareness of slave labor negative impacts and illegal status.

In turn, transnational corporations should devise preemptive internal policies to avoid slave labor in its production chains, and to rethink the contractual forms currently adopted. In this scenario, it is important to note that some scholars, such as José Cruz, argue that, in a final analysis, the adoption of CSR provisions throughout supply chain structures can ultimately increase corporate profits<sup>12</sup>.

Society would also play an active role against human rights abuses, especially through associations, market awareness of production ethics.

All of the mentioned examples shed light on the exploitation of slave labor in São Paulo textile industry by multinationals. Rigid legislation enforcement, the constant engagement of civil society and preemptive action by contracting companies are major steps in favor of labor fundamental rights, without removing developing countries small and medium-sized enterprises from the production process.

In summary, it is not enough to exhibit bright and beautiful carnival costumes, we must seek the well being of those who crafted them.

Jonathas LIMA SOLER  
São Paulo, Brazil  
jonathas.soler@gmail.com



- 1 "Businesses and human rights became a increasingly prominent feature on the international agenda in the 1990s" (Ruggie, John Gerard. Just business: multinational corporations and human rights, New York, W. W. Norton & Company, 2013, page xxv); and "Serious trouble for Nike began in Indonesia in the early 1990s, when American labor rights activists in partnership with local institutions began to interview workers, issue newsletters, and lay the bases for campaigns" (Ibidem, page 4).
- 2 "For their part, some businesses on the frontlines of globalization responded with policies and practices pledging to follow responsible business conduct – what become known as corporate social responsibility, or CSR for short. Companies began to establish CSR units to monitor workplace standard in their global supply chains (...)" (Ibidem, page 26)
- 3 "Eradicating slavery from the global economy requires dedicated and coordinated efforts from primary stakeholders: corporations; local, state and federal governments; and well-informed consumers" (Greer, Benjamin Thomas; Purvis, Jeffrey G. Corporate supply chain transparency: California's seminal attempt to discourage forced labor. The International Journal of Human Rights, 2015, page 3)
- 4 Francesco Ciliberti, Pierpaolo Pontrandolfo and Barbara Scozzi argue for the celebration of written contracts, as well as the establishment of a production chain supervision and local employee training (Investigating corporate social responsibility in supply chains: a SME perspective, Journal of Cleaner Production, 16, 2008, page 1580).
- 5 Olga Martin-Ortega, Opi Outhwaite and William Rook's opinion as follows: "At the manufacturing level this [pressure for lower costs] has led to concerns about conditions for employees, including inadequate working conditions and human rights violations" (Buying power and human rights in the supply chain: legal portions for socially responsible public procurement of electronic goods. The international Journal of Human Rights, v. 13, no. 3, page 343).
- 6 "Alternatively an approach based around principles of corporate due diligence could provide a more pragmatic and responsive strategy, ultimately leading to greater improvements in the supply chain" (Ibidem, page 362).
- 7 "this could be achieved (...) by establishing explicit legal obligations on the supplier to ensure that specified conditions are met by all of the subcontractors in the chain to ensure respect for human rights in their factories (for instance concerning working conditions)" (Ibidem, page 355).
- 8 "Companies can use two CSR management strategies along the SC [supply chain], i.e., compliance with requirements and capacity building. The first approach sets standards for suppliers and tries to prevent non-compliance by a strict monitoring program. If a non-compliance is detected, companies terminate the contract with the supplier or stop the business until the corrective changes are implemented. On the other hand, capacity building aims at building up the supplier's own capacity of handling CSR issues. Companies thus promote a socially responsible culture among suppliers" (Ciliberti, Francesco; Pontrandolfo, Pierpaolo; Scozzi, Barbara. Investigating corporate social responsibility in supply chains: a SME perspective, Journal of Cleaner Production, 16, 2008, page 1580). "Moreover, organizations are expanding their responsibility for their products beyond

their sales and delivery locations (...) and start managing the CSR of their partners within the supply chain" (Cruz, José M. The impact of corporate social responsibility in supply chain management: multicriteria decision-making approach. Decision Support Systems, 48, 2009, page 224).

- 9 "A comprehensive approach to fighting forced labor involves a strong criminal justice response, but also necessarily includes effective methods of public awareness" (Greer, Benjamin Thomas; Purvis, Jeffrey G. Corporate supply chain transparency: California's seminal attempt to discourage forced labor. The International Journal of Human Rights, 2015, page 17)
- 10 Rook recognizes that consumers' purchasing power can influence compliance to CSR: "Public buyers are significant consumers of electronic products and thus public procurement is a potentially powerful tool to create demand for improved supply chain conditions" (Martin-Ortega, Olga; Outhwaite Opi; Rook, William. Buying power and human rights in the supply chain: legal portions for socially responsible public procurement of electronic goods. The international Journal of Human Rights, v. 13, no. 3, page 361).
- 11 Interestingly, the author has recognized that immigrants are even more affected: "The use of migrant labor has also been identified as a problem; these employees can be more vulnerable to the demands of employers and more willing to tolerate exploitative practices" (Ibidem, page 343).
- 12 "The results show that investment in social responsibility activities is capable of increasing profit, reducing risk and environmental impacts. CSR can potentially decrease production inefficiencies, reduce cost and risk and at the same time allow companies to increase sales, increase access to capital, new markets, and brand recognition. As a result of lower cost, lower risk and increase in sales, companies are more profitable" (Cruz, José M. The impact of corporate social responsibility in supply chain management: multicriteria decision-making approach. Decision Support Systems, 48, 2009, page 234).



## UIA TRAINING COURSES

*All information provided on this calendar is subject to change. Please refer to the UIA Website [www.uianet.org](http://www.uianet.org) for additional details.*

### PARIS – FRANCE

**February 29 - March 1, 2016**

★ *Training course in English*  
Trainer: *Thierry Garby*

► How to Negotiate a Successful Deal

### PARIS – FRANCE

**March 14-15, 2016**

★ *Training course in English*  
Trainers: *Pippa Blakemore & Tiago Marreiros Moreira*

► Management, Marketing and Communication of a Small/Medium Law Firm

### PARIS – FRANCE

**April 11, 2016**

★ *Training course in English*  
Trainer: *Kenneth Cloke*

► The Crossroads of Conflict: A Journey into the Heart of Dispute Resolution

### PARIS – FRANCE

**May 30-31, 2016**

★ *Training course in English*  
Trainer: *Nadja Alexander*

► Training for Lawyers: How to Assist your Client in a Mediation Process

and more events at  
[www.uianet.org](http://www.uianet.org)



# How Would You Like Your Pacemaker to Be Hacked?

*A Risk Management Nightmare for the 21<sup>st</sup> Century*

**I Janice MULLIGAN**



## **I Introduction**

A recent conservative study found that close to a thousand large data breaches affected 29 million U.S. medical records between 2010 and 2013. Data and identity theft threaten not only privacy and financial security, but also pose an even greater threat to patient safety. Both U.S. government and private industry studies establish that medical devices in hospitals are routinely riddled with malware (software that is intended to damage or disable computers), which often goes undetected for several months or longer.

Such software infections can wreak havoc. Researchers established that life-saving medical devices such as heart monitors and insulin pumps have been hacked and malware installed with the potential to remotely control the devices. While patient deaths associated with cyber-attacks have yet to be reported, such cyber-attacks have the potential to flood a patient with a deadly dose of insulin or kill a patient with an electric charge aimed directly at the pacemaker in his heart. If these risks sound like science fiction, consider that when U.S. politician Dick Cheney was Vice President, he had the wireless function on his pacemaker disconnected because of concerns that hackers might try to kill him by remotely interfering with his device.

Isolated medical devices and patient records aren't the only target: Hospital networks are also vulnerable to being completely shut down by cyber-attacks.

Why is health care targeted? One reason is that health care insurance information yields a value twenty times greater or more than a credit card on the hacker black market. Experian estimates that the potential cost of breaches for the healthcare industry worldwide could be as much as \$5.6 billion annually. Large-scale breaches are virtually certain to continue because health care is becoming more dependent on technology that is vulnerable to being hacked.

Another reason healthcare is targeted is that unlike the layers of security shrouding regular corporate IT networks, there are typically few, if any, independent cyber-defense products operating on most medical devices. While the medical devices are generally installed "behind the firewall" of hospital security systems, once a firewall is breached, there are few diagnostic cybersecurity tools providing additional protection. This is typically because most U.S. healthcare and security teams view medical devices as inaccessible operating systems. Medical devices used in the United States are designed to be turnkey systems that require approval by the U.S. Federal Drug Administration (FDA). Hospital risk managers fear that tampering with an FDA approved medical devices, even to install cybersecurity software, may increase hospital liability if the device malfunctions. Often the devices are maintained only by the device manufacturer's own external technicians who have limited access to the devices.

Another reason healthcare is targeted is that many mobile devices used to transmit and save patient records are not encrypted and do not have the ability to be "wiped" remotely if they are lost or stolen. Medical devices existed long before the Internet, and most were originally designed to stand alone, yet we are now in an environment where 90% of healthcare professionals use personal smart phones for work and expect to be able to be remotely connected to all available health care data. With so many mobile devices containing data lacking encryption and incapable of being wiped remotely, loss of even a single device can be a recipe for disaster if it falls into the wrong hands. At least one study shows that hacking only accounts for 23% of healthcare data breaches. *Loss or theft of employee mobile devices with information on them accounts for 68% of all breaches since 2010.*

This paper looks at the trends in healthcare cyber vulnerability, the flaws in American law available to protect patient's safety and privacy, and risk management recommendations as to what can and should be done to deter twenty-first century cybersecurity losses in healthcare systems. While this paper focuses on U.S. law, the problems described are universal whenever modern technology is used in the delivery of healthcare. Data protection and privacy are fundamental rights attributed to all individuals, irrespective of nationality or residence. The need for international standards and safeguards for collecting and processing personal data are paramount.

## 2 Modern healthcare is growing increasingly reliant on systems that can be hacked

Few would deny the amazing benefits available because of technological advances in modern medicine. On the upswing are health care providers use of such technology for consulting, diagnosing, and treating patients.

While this offers a variety of lifesaving treatment options that are simply unavailable without technology, it also opens the door to increasing risk of cyber vulnerability.

There are two main trends in American healthcare that pose increasing risks to patient safety and security: First, technological devices are increasing in use at every step of the delivery of healthcare services; and, Two, there is a widespread adoption of Health Information Technology (HIT) to put all patient health records (PHR), electronic health records (EHR) and electronic medical records (EMR) online and to make this information readily available to more people.

### A ■ More Electronic Devices are being Used for Every Step of Healthcare Delivery

Many medical devices contain configurable embedded computer systems and they are increasingly interconnected with other devices, the Internet and/or hospital networks. *Any medical device with Internet connectivity is vulnerable to cyberattack*, including diagnostic equipment (such as CT and MRI machines), therapeutic equipment (such as infusion pumps and medical lasers) and life support equipment (ventilation, heart-lung machines and dialysis equipment) and much more.

Aside from the medical devices themselves, modern medicine also includes a growing variety of other interconnected applications and electronic devices using two-way video conferencing, email, smart phones and other forms of telecommunications technology to deliver healthcare services. With increasing frequency, telemedicine services are used

with the patient in one place and the health care provider physically at another, distant location. Such telemedicine services include real-time video, store and forward, and home monitoring, all of which are vulnerable to being hacked. Real-time video telemedicine involves a patient and his practitioner interacting with a remote specialist via video-conferencing or other real-time technology. “Store and forward” involves the transmission of medical or health information, such as an x-ray, lab results, or prescriptions, from one provider to another for a consultation or interpretation. Additionally, home monitoring telemedicine includes the ability to monitor one’s health status by capturing data through a medical device in the patient’s home, and then transmitting it to a provider via the Internet.

There are already over 200 telemedicine networks and nearly 3,500 service sites in the United States and the number is set to skyrocket. In a recent annual survey, the National Business Group on Health found that 74% of large American employers plan to offer telemedicine services in 2016. This promises to cause a rapid increase in such remote services. In addition, over half of all United States hospitals now use some form of telemedicine and the trend is on the rise.

### I ■ Cyber Vulnerable Medical Devices are Ridden With Infected Software

Medical devices are vulnerable to unauthorized access configuration settings affecting how a medical device operates as well as wholesale breach of confidential patient data. Often, hospitals and other providers are unaware that the malware is even operating in their systems because the medical devices are “closed” devices behind firewalls managed by the manufacturer of the device to which the medical provider does not have access.

While many U.S. government organizations play a role in medical device regulation, the FDA is the main regulator. In 2013, the FDA issued “draft guidance” in which it identified cybersecurity vulnerabilities that could directly impact medical device and /or hospital network operations including:

- Network connected or configured medical devices infected or

disabled by malware.

- The presence of malware to access patient data, monitoring systems and implanted patient devices on hospital computers, smart phones and other mobile devices using wireless technology.
- Uncontrolled distribution of passwords, disabled passwords intended for limited access.
- Failure to provide timely security software updates to medical devices and networks.
- Security risks in off-the-shelf software that have only plain text without encryption, required no authentication and or weak or absent password requirements.

The FDA draft guidance instructs device manufacturers to conduct a “risk analysis” of software, including both unintentional and intentional security threats. Despite this guidance, the FDA has yet to develop an enforceable systemic software policy designed to prevent new cyber-attacks. Nor has this or any other U.S. governmental agency implemented incentives to encourage the medical device manufacturers to develop innovative security for medical devices.

### 2 ■ Mobile Medical Apps, Big Data and Risks of Re-Identification

Many modern medical devices collect sensitive health data and use it aggregately for “research”(commonly referred to as “big data”.) Additionally, outside of healthcare, *Fitbit, Apple watch* and scores of other mobile apps also collect a mass of consumer personal data and make recommendations about exercise and activity levels. Much of this big data information, both from medical devices and consumer mobile apps, *provides near identical information available for the bidding.*

Both medical devices and mobile health apps are in some ways the Wild West of big data collection, with uncertainty as to what data is allowed to be sold and what is impermissible. There is not even a clear division as to which U.S. government agency is primarily in charge of regulating such data.

While the apps privacy policies typically provide that the individual’s data is collected



and used in the aggregate for marketing purposes, *nothing is said about how easy it may be to relate the big data back to an individual user.* It turns out that it is not that difficult at all- it is in fact surprisingly easy for individuals to be identified from metadata collected about them.

The big data generated by these devices is at risk of being used for purposes unpredicted by the consumer. For example, how much would a life insurance company pay to know the actual daily activity level and vital signs of an individual wearing one of these devices before a new life insurance policy is issued?

In January 2015 the FDA released draft guidance on general wellness mobile apps and devices saying it would regulate devices on a “discretionary basis.” The FDA’s guidelines red-flag health apps that attempt to practice medicine (such as diagnosing, psychiatric conditions or making treatment recommendations for specialized treatment), allowing the majority of other app-makers to cut costs and avoid the long process for FDA approval.

In this grey area, the future is uncertain because the FDA is not the only U.S. government agency with authority to regulate these wellness apps. While companies may have to go to the FDA to make sure they’re following rules, they may later be on the receiving end of an injunction from the Federal Trade Commission (FTC) or a lawsuit from the Centers for Medicare & Medicaid Services (CMS) if it finds the apps are misleading or are inappropriately collecting consumer data. In at least one instance, the CMS prosecuted and settled with a medical billing provider for deceptively collecting patient information.

### **B ■ Rise in Electronic Health Information Such as EHR/EMR Cause a Proliferation of Sensitive Data Stored Online**

Internet connected systems and medical devices described above are often also connected to the EMR/EHR being implemented at a fast pace across the United States because of government financial incentives. With the boom in EHR/EMR comes the proliferation of information

stored online and available to more people. This creates a highly connected community bringing some of the *most vulnerable devices* together with some of the *highest value data.*

Changes in technology create both different formats and types of data that never used to be part of a patient’s record. More information than ever before is now maintained about individual patients, including audio recordings, videos, and remote monitoring data (such as printouts of heart rates and/or glucose readings taken from a home monitoring system).

Additional information never even conceived of in generations past includes personal genetic test results. Whether to even keep this genetic data with the patient’s health record and how to secure it from prying eyes creates an additional risk of privacy breach not only for the patient but also for *all of the patient’s family members* since the implications of genetic test results are far reaching and have consequences to members of the family tree far afield from the patient who is tested.

With traditional documentation of an examination, the practitioner has discretion to selectively record findings. With telemedicine, however, the entire session may be memorialized and become part of a patient’s record. This leaves the practitioner with less discretion to remove sensitive information that might otherwise not have been recorded. In California, a telemedicine session involving patients may be recorded only if specific conditions have been satisfied. However, the guidelines are not uniform and not all U.S. states even have such a telemedicine act in place.

With the ease of purchasing prescription drugs online, the opportunity to Skype with physicians, and the requirement of additional non-medical technical teams to facilitate the medical technology, the concept of patient privacy grows more vulnerable. Because telemedicine is based on the use of technology, more staff members must be included in maintaining such health care services. This presents privacy and security challenges by increasing the number of people with potential access to patient records. There is a need for data

confidentiality in regards to transmission and retention, and data integrity is also a key concern to ensure correct diagnosis and quality of care.

It is anticipated that *the number of EHR/EMR breaches will likely expand* as the move to pool and share more patient data increases. For example, two of the United States’ largest health insurers are currently creating the California Integrated Data Exchange, a statewide health information bank, with a vast database comprised of *all patient information available to all providers throughout the state.* Although there are some privacy safeguards, they are so general that they may easily become void. The Exchange seeks to automatically enroll all patients in this exchange, leaving unwilling patients to affirmatively take steps to dis-enroll.

### **3 Existing U.S. law is ill-equipped to handle healthcare cyber vulnerability**

While the latest technology creates a range of opportunities within the healthcare system, it also brings to light an array of legal issues American laws are ill-equipped to handle:

#### **A ■ Criminal Law**

U.S. federal laws include the Computer Fraud and Abuse Act (CFAA) and the Federal Anti-Tampering Act, both of which impose criminal liability on the individuals behind cyber-attacks. The problem with these laws is that often the people behind the attack are never identified and/or they are in countries beyond the reach of American law.

Additionally, neither of these acts extends liability to healthcare institutions or medical device manufacturers who implicitly aid and abet the cyber-attacks by failing to take precautions to prevent the occurrences from happening in the first place. As discussed above, the vast majority of cyber-problems to date have come from healthcare providers losing encrypted mobile devices which are incapable of being swiped from afar, or from systems ill-designed to prevent

the installation and/or detection of malware. While this is reckless behavior, it has not yet been found to rise to the level of criminal culpability, perhaps in large part because no patient lives have yet been reported lost due to such mishaps.

## **B ■ Regulatory Law Regarding Private Health Information EMR/EHR**

Unfortunately, existing American laws by and large address institutional *compliance* with privacy laws rather than providing actual security and protection from cyber vulnerability. For example, the Health Insurance Portability and Accountability Act (HIPAA), provides national standards to protect the privacy of personal health information and to require safeguards to ensure confidentiality of EMR and EHR information. Further, the Health Information Technology for Economic and Clinical Health Act (HITECH) was created in response to technology changes in HIPAA, with the stated goal of further improving the efficiency of electronic health record systems while protecting patient's rights. The HITECH Act broadens the scope of covered entities to include additional related "business associates" (including health lawyers, insurance carriers, accountants, IT teams etc.) The Act also imposes a sliding scale liability approach from strict liability at one end to various shades of willful neglect with corresponding penalties for various HIPAA violations. This Act also requires health care providers to promptly notify both patients affected by the breach, as well as the government and the media in cases where the breach affects more than 500 people.

There are several problems with these regulatory schemes:

The first problem with the HIPAA and HITECH Acts is that there has historically been little enforcement. There is no private right of action and government enforcement is spotty at best. While the HITECH Act empowers the U.S. Department of Justice to bring criminal cases against covered entities that knowingly violate HIPAA, this is rarely done. In addition to monetary fines, the steepest civil penalty levied is exclusion from Medicare, which is a serious penalty, but again, this too is seldom invoked.

A second problem with existing HIPAA and HITECH laws are their limited scope: They are focused solely on patient *information*, not patient *health*. Neither HIPAA nor the HITECH Act was designed to address disruption of medical devices or hospital networks unless they involve a breach of EMR/EHR.

Third, HIPAA and HITECH laws do not focus on hackers nor on manufacturers of medical devices- instead, they focus on the health care entities subject to being attacked. There is little in these acts to incentivize medical device manufacturers, (although devices sold to patients and billed to Medicare may possibly be covered under these laws.)

One bright spot is that now that recent amendments broaden these laws to include "business associates", the U.S. Office of Civil Rights takes the position that any company that transfers unencrypted health data (even temporarily) may be liable under HIPAA as a "business associate." With this change, there now is a greater emphasis on the responsibility of business associates and subcontractors to protect patient privacy.

## **C ■ Civil Litigation**

While health care providers and device manufacturers may attempt to defend lawsuits brought by patients on the theory that medical devices and/or EHR/EMR are *incapable of being better protected from cyberattacks*, such arguments may fall on deaf ears given the developments of built-in encryption in Apple's 2014 operating system which is represented to make it all but impossible for anyone except the phone user to open stored content without an authorized access code.

The question is what theories or causes of action may be brought by patients? The answer lies in the whether the breach is of patient health information (EHR/EMR) or a medical device and in what state the patient is in when the breach occurs.

**I ■ Litigation arising out of EHR/EMR:**  
*Breach of privacy / breach of confidentiality actions*

There is no consensus among the American courts as to whether there is a federal, constitutional right to privacy. State laws vary widely in the right to recovery and available damages. This lack of conformity in confidentiality and privacy legislation across the United States has the potential to cause confusion swarming liability.

Many courts insist that plaintiffs demonstrate evidence of compensable harm, in addition to just increased risk of identity theft. In just one of an increasing number of examples, In 2014, most of a \$4.9 billion class-action lawsuit involving the U.S. Department of Defense and its TRICARE health insurance program was dismissed for that reason.

One state, California, has enacted a relatively progressive state law allowing for recovery of attorney's fees in addition to a statutory penalty and actual damages. The California Confidentiality of Medical Information Act (CMIA), provides that no health care provider shall disclose or release medical information regarding a patient of the provider without first obtaining authorization. It specifically provides that an individual may recover \$1,000 nominal damages against any person or entity that negligently released confidential medical information. *The individual does not have to show that he suffered or was threatened with actual damages in order to recover the penalty, although actual damages are also recoverable.*

To recover under CMIA, there must be essentially:

- 1 ● A disclosure of "individually identifiable information" combined with "a patient's medical history, mental or physical condition, or treatment."
- 2 ● The breach must be a result of the healthcare provider's negligence.
- 3 ● Plaintiffs must prove that an unauthorized person actually viewed the medical information.

CMIA has been successfully used in class action litigation. Stanford Hospital and Clinics contracted with a business associate, Multi-Specialty Collection Services (MSCS), to perform a revenue cycle review. Using data supplied by Stanford, MSCS generated

a spreadsheet listing the names, diagnosis codes, account numbers, admission and discharge dates, and billing charges for 20,000 patients at the hospital's emergency room during a six-month period in 2009. MSCS then contracted with Corcino & Associates, LLC, to convert the data into graphics. Someone associated with Corcino posted an inquiry – *along with the data rich spreadsheet* – to a now defunct website called Student of Fortune, which allowed students to solicit paid assistance with schoolwork. The spreadsheet remained posted on the website for more than a year until it was discovered by a patient who reported it to Stanford. Stanford investigated and reported the incident as required by HIPAA, including written notice to the patients whose information had been posted. After receiving the breach notice from Stanford, one of the patients filed a \$20 million class action lawsuit against Stanford, MSCS, and Corcino. She alleged violation of CMLA. The parties recently reached a \$4.125.000 settlement.

## 2 ■ Traditional U.S. Negligence Actions: Lawsuits for Injury/Death

While no one has yet reported a serious injury or death from a corrupted medical device, garden variety negligence principles would likely apply in lawsuits brought by harmed patients against cyber-attackers, hospitals, providers and medical device manufacturers.

While lawsuits against cyber-attackers may be challenging because of difficulty finding the attacker, and the perception that most cyber-attackers are likely to be judgment proof.

Litigation against the hospital and provider may be easier under general negligence principles, and justified, especially if the data is not encrypted and there is no remote wiping capability on all mobile devices where sensitive information is stored.

Additionally, many states have caps on damages in medical malpractice lawsuits. While these are not *per se* malpractice cases, some courts may still cap damages on recovery on a negligence cause of action against the hospital and its providers because the events occur in a health care setting. Even in states with caps, most states do not have

caps in place in lawsuits against medical device manufacturers or other business associates.

The scope of liability of medical device manufacturers is in a flux depending on the type of the medical device and the theory of liability. Congress enacted the Medical Device Amendments (MDA) to amend the U.S. Food, Drug, and Cosmetic Act (FDCA) in order to extend coverage of the FDCA to medical devices. The MDA divides medical devices into three classes according to perceived patient risk:

**Class I** ■ These devices present minimal potential for harm to the user and are often simpler in design than Class II or Class III devices. Examples include stethoscopes and elastic bandages. 47% of medical devices fall under this category and 95% of these are exempt from the regulatory process. Few of these devices have wireless connections or are subject to cyber-attacks *with the exception of medical device data systems, “hospital-derived software”, and hardware such as modems, which are expressly promoted as part of the system.* These are now all considered Class I devices, with little U.S. federal regulatory oversight.

**Class II** ■ Most medical devices are considered Class II devices. Examples of Class II devices include powered wheelchairs and some pregnancy test kits. 43% of medical devices fall under this category.

**Class III** ■ These devices usually sustain or support life, are implanted, or *present potential unreasonable risk of illness or injury.* Examples of Class III devices include implantable pacemakers and breast implants. 10% of medical devices fall under this category. Only Class III devices are subject to the pre-market approval (“PMA”) process of the FDA. During the pre-market approval process, the FDA performs a risk-benefit assessment. The FDA can then approve the application, deny it, or approve it with conditions on distribution. Following the U.S. Supreme Court's decision in *Riegel v. Medtronic, Inc.*, many courts have found that state-law claims concerning PMA devices are preempted. *Subject to limited exceptions, the most difficult devices/drugs for patients to successfully sue the device manufacturer over are these Class III drugs, which have been subjected to PMA.*

After FDA approval of any medical device (Class I, II, or III), the device manufacturer is required to report any information that reasonably suggests the device (1) may have caused or contributed to a death or serious injury or (2) has malfunctioned and that any recurring malfunction would be likely to cause or contribute to a death or serious injury. It is a violation of this reporting duty that forms the basis of an exception to the broad preemption doctrine, and which may form the basis for a state-law “failure to warn the FDA” claim lawsuit over a Class III device, even if the device was subjected to PMA.

This exception allowing even Class III devices to be potentially ripe for attack in a U.S. state court claim is particularly intriguing in cyber-attack litigation *given that the FDA has already warned the device manufacturers to increase cybersecurity and take additional steps to guard against malware and other cyber-attacks.*

## 4 Potential solutions must be implemented

None of the existing legal frameworks are wholly effective in addressing the colossal threat of cyber vulnerability in the delivery of health care in the United States. New carrots (incentives) and sticks (penalties or damages) must be created to help remedy the looming cyber vulnerability of worldwide health care systems. The following are intended to be a springboard for discussion of some potential solutions:

### A ■ “Carrots” or Incentives

1 - Malpractice and liability insurers most likely paying claims for cyber-attack and privacy lawsuits should give financial incentives to health care providers and device manufacturers to institute programs designed to limit exposure.

2 - While the FDA guidance is not binding, it should be implemented by device manufacturers or *the manufacturers may have to answer in a class action lawsuit as to why they didn't adopt such recommendations if and when their devices are infected with malware that causes patient harm.*



3 - Health care providers need ongoing training on healthcare cyber vulnerability and how to prevent it.

4 - Health care providers must develop and enforce policies and procedures regarding cybersecurity:

a. Such policies may include a ban on personal mobile devices transmitting health data of any kind. Health providers would instead make available mobile devices that are regularly updated with the latest encryption software and equipped with remote wiping capability. The mobile devices should be regularly checked for malware and passwords must be changed on a regular basis.

b. "One-way use" of new-USB ports should be used to manage access to medical devices. Such ports are known to be a way malware invades medical devices and are used as an entry for infection of other medical devices.

c. Hospitals and health care providers should have medical devices isolated in a secure network zone that is protected with an internal firewall allowing only limited access to approved IP addresses and specific services. This is to limit malware infecting the device *and to prevent the infected device from infecting the entire network.*

5 - Health care providers should avoid use of off-the-shelf commercial software with little or no cybersecurity in place.

6 - Medical devices should have digitally signed software and encrypted internal data with passwords that can be modified and reset by *the health care provider.*

7 - Contracts between health care providers and medical device suppliers must be reviewed and updated to include specific express language:

a. Outlining the respective duties of each party in the detection, remediation, and refurbishment of all medical devices that have Internet connectivity.

b. A documented test process must be

conducted on all such medical devices to determine if they are infected and a documented standard process must be in place to rebuild any devices with malware.

c. Medical device manufacturer technicians must be demonstrably trained and skilled to handle complex security issues with installed medical devices.

8 - Require a written representation that any and all persons who may have access to the covered entity's patient EHR/EMR, whether working for a business associate or a subcontractor, have received appropriate cyber training and signed confidentiality agreements.

### **B ■ "Sticks" or Expanded Liability for Violations**

Many of the recommendations below are admittedly overlapping and cumulative, but intend to provide a springboard for a discussion of innovative ways to use the system of justice to crackdown on cyber attacks in health care. Any one or more of these proposals, in combination, would likely trigger significant preventative steps being taken industry wide to avoid malware attacks on medical devices and apps as well as greater protection of personal healthcare information. Prevention is the point, is it not?

1 - International standards recognizing an enforceable privacy right is needed. In the United States, a federal constitutional right of privacy is a necessary step. Given the disparate court rulings around the nation the U.S. Supreme Court will *eventually* have to decide if there is a constitutional right to protect personal information and /or if such information, including genetic information, is a personal property right, subject to a civil lawsuit if the privacy right is infringed.

Acknowledging this basic human right will give health care providers, medical device manufacturers and mobile health app creators an incentive to create products and systems better able to protect EHR/EMR information at the risk of being held civilly liable for such breaches.

2 - Adding a private cause of action to criminal statutes, such as the American Computer Fraud and Abuse Act (CFAA) and the Federal Anti-Tampering Act would help to prevent cyberattacks. The U.S. government does not have the resources to prosecute all violations of these criminal statutes. By expanding the coverage of these criminal statutes and allowing a private cause of action, and attorneys' fees, not only will more meritorious claims be prosecuted, but also the mere existence of these statutes will likely have an effect on *preventative steps being taken to prevent hacking.*

3 - Expanding HIPAA/ and add a private cause of action would deter violations of patients' privacy. There is currently no private cause of action allowed under HIPAA. Given little funding for government enforcement and no private cause of action for attorneys to prosecute, there is scant evidence that HIPAA safeguards are effective in preventing wholesale disclosure of confidential patient information.

Absent an express private cause of action, HIPAA should be viewed as the *minimum standard* of care required of health care providers, and civil lawsuits under general negligence principles should be brought.

4 - CMIA should be expanded beyond its narrow state scope in California, and federalized into the law across the land to allow private causes of action and class action lawsuits for violations of patient EHR/EMR information.

Why should big data of personal health information be profitable for corporations at the expense of the individual? Because *Fitbit, Apple Watch* and other apps and devices can pull all that together and create almost an equivalent of a health record from the information garnered from these devices, they should also be subject to CMIA type legislation, especially because these apps are almost universally on mobile devices, re- identification is often possible, and there is a higher likelihood for breaches to occur with mobile devices.

5 - A new tort, "negligent data security", may arise out of hackers infiltrating the adultery/cheating website *Ashley Madison*

and downloading private information of the estimated 37 millions of users who registered on the site. Details, including names, emails, home addresses, financial data, message history and *sexual proclivities - were posted publicly online*. While this does not arise in the healthcare arena, given the highly sensitive nature of the information disclosed, parallels can be drawn.

Multiple lawsuits are being brought across the U.S. by individuals who registered to use *Ashley Madison* and who are now suing in various states all seeking class-action status to represent the millions of registered users of the site. The lawsuits are based on numerous theories including negligence, breach of contract and privacy violations. They claim *Ashley Madison* failed to take reasonable steps to protect the security of its users, including those who paid a special fee to have their information deleted.

Some of these lawsuits have been couched in traditional negligence language, but other lawsuits coin a new phrase “negligent data security” as the theory of liability. The first approach is garden-variety negligence, the kind routinely plead in a personal injury suit. The second approach is much closer to a products liability claim, where the failure to take commercially reasonable and viable steps to protect consumers led to harm. This new cause of action integrates the established theory in products cases of a “commercial reasonableness test” premised on the fact that businesses holding private data are providing a “product” (i.e., data security) and that failure to provide that product in a reasonably safe manner creates liability.

There is some overlap because proving either traditional negligence or the negligent data security action both require an establishing a duty of care. Still, at least some legal commentators believe there is a critical difference between the two theories that underscores the relative novelty of data breach negligence suits:

*“If a data breach suit is simply a negligence action, then the plaintiff’s critical step is to show what the defendant knew about foreseeable risks and whether they ignored those risks. Both the burden of proof and the pre-suit economic burden are on the plaintiff in that scenario.*

*But if the “commercially reasonable options” approach prevails, then the economic burden shifts to the defendant, which must demonstrate that it kept up with and abided by industry standards on data security...That standard is advantageous to plaintiffs suing companies that did not keep pace with the industry.*

*Second, it would provide some measure of comfort to those companies that do employ best practices, because it would create a presumption of reasonable care, even in the event of a data breach. As the federal government’s recent data security problems demonstrate, no amount of resources can prevent every hack. For businesses that take the commercially reasonable steps to protect customer data, then a breach might not signal automatic liability.”*

Much time will pass before we will know if this new potential tort is viable as it winds its way through the court system, but if it is viable in the *Ashley Madison* breach case over personal sexual information, there is scant reason why it should not apply equally well in the healthcare arena.

6 - The need for international standards for collecting and processing personal data are acknowledged worldwide. However, the lack of a binding international instrument has been the subject of much debate. In just one example, at the International Organization for Migration’s 31<sup>st</sup> International Conference of Data Protection and Privacy Commissioners, a resolution was adopted by a number of States calling for a universal convention and recognizing that data protection and privacy are fundamental rights attributed to all individuals, irrespective of nationality or residence.

## 5 Conclusion

While telemedicine, use of connected medical devices and apps and utilization of cloud services for the storage and exchange of patient health information is growing, policies and laws are lagging, exponentially increasing the risk of loss of personal information. Current U.S. law only provides a baseline of protection for personal health information. If people are to maintain any semblance of privacy and confidentiality with regards to their personal medical data, international standards for integrated data and privacy governance programs must be quickly implemented or the future of medical privacy will be a bygone concept.

Janice F. MULLIGAN  
Mulligan & Banham & Findley  
San Diego, California, United States  
mulligan@janmulligan.com

*This article has been printed without notes. A complete version, including notes, is available on request to the UIA.*

Donnez-nous votre email !

Gardez le contact avec l’UIA

- > recevez nos communications
- > suivez l’actualité de nos commissions scientifiques
- > communiquez avec les avocats membres de l’UIA

Envoyez votre adresse email à  
[uiacentre@uianet.org](mailto:uiacentre@uianet.org)  
ou complétez votre profil dans  
votre espace personnel sur  
[www.uianet.org](http://www.uianet.org)





# ¿Cierre de empresa o centro de trabajo en el ámbito europeo?

I Íñigo GUTIÉRREZ VELASCO



## I Introducción: la paradoja interpretativa

En el mes de Mayo pasado, el TJUE debió dar respuesta a una problemática común, presentada en tres casos distintos y relativa a la interpretación de la Directiva 98/59/CE sobre despidos colectivos. Los tres casos, por orden cronológico, son USDAW vs. Secretary of State for Business, Lyttle vs. *Bluebird*<sup>1</sup> y Rabal Cañas vs. *Nexea*. Con independencia de determinadas cuestiones secundarias, los tres supuestos planteaban la necesidad de aclarar la unidad de referencia para llevar a cabo el despido colectivo. Se trataba de interpretar el alcance dado al concepto jurídico utilizado en la Directiva 98/59/CE para determinar el número de trabajadores despedidos y la existencia de un despido colectivo: el centro de trabajo.

De la existencia, constatación y cumplimiento de los requisitos vinculados a este concepto (causa de despido y número mínimo de trabajadores afectados) dependerá la aplicación del procedimiento de despido colectivo en los Estados miembros. Es decir, bien nos encontraremos ante un proceso uniforme y reglado bajo un mismo marco jurídico europeo, bien los despidos se llevarán a cabo según las normativas nacionales propias. Con una diferencia significativa, si bien la causa y su control sigue siendo el elemento central en el despido para muchos ordenamientos de Derecho continental -y para todos aquellos países que hayan ratificado el Convenio núm. 158 de la OIT<sup>2</sup>- con independencia

del número de trabajadores afectados; las garantías de consulta, información, documentación, así como el control administrativo al exigir la notificación del procedimiento, solo aparecen en aquellos considerados como despido colectivo. La importancia de identificar e interpretar los conceptos que definen el despido colectivo es una tarea esencial para evitar la huida hacia los despidos plurales, entendidos como la serie de despidos simultáneos o sucesivos que no llegan a la calificación de despido colectivo. Al mismo tiempo, dotará de seguridad jurídica a todas aquellas empresas que prevean iniciar un proceso de reestructuración que afecte a distintos “centros de trabajo”.

Asimismo, y como acertadamente señaló el abogado general Sr. Nils Wahl al inicio de sus conclusiones conjuntas a los tres casos, aparece una dificultad interpretativa adicional si tenemos en cuenta la preexistencia de una definición jurisprudencial del “centro de trabajo” como aquella unidad a la que se hallan adscritos los trabajadores afectados por el despido. Dicho concepto se encuadraba dentro de la finalidad de la Directiva de “reforzar la protección de los trabajadores en caso de despidos colectivos” (Considerando 2). Ahora bien, los tribunales remitentes, conocedores de la jurisprudencia referida, plantean la posibilidad de dar una interpretación extensiva al término “centro de trabajo” en una dirección distinta: incluir una unidad física de referencia mayor a efectos de despido colectivo. La razón de fondo es clara: retomar la definición previa del concepto excluiría a los trabajadores

afectados por los litigios del marco de protección de la Directiva.

En suma, la interpretación finalista preexistente de un concepto jurídico indeterminado podría estar cerrando la puerta a interpretaciones finalistas futuras de ese mismo concepto. Cómo resolver la paradoja creada, respetando al mismo tiempo la finalidad de la Directiva y la coherencia/seguridad jurídica imprescindible en todo sistema de Derecho, parece una cuestión de equilibrio imposible.

## ■ Marco jurídico

El marco jurídico de los supuestos afectaba a las legislaciones de Reino Unido (USDAW, Lyttle) y España (Rabal Cañas). En el caso USDAW se enjuicia una situación de insolvencia empresarial que deriva en el concurso de acreedores de las empresas *Woolworths* y *Ethel Austin*. Dichas empresas proceden al despido colectivo de miles de trabajadores. Por su parte, el caso Lyttle se refiere a la insolvencia de *Bonmarché* y el traspaso de la sociedad a la empresa *Bluebird*, la cual reestructura la entidad transmitida con el cierre de diversos establecimientos. Por último, el Sr. Rabal Cañas fue despedido por el cierre del centro de trabajo, ubicado en Barcelona, de la empresa pública *Nexea*.

El objeto de discusión principal versa sobre el art. 1.1 a) de la Directiva 98/59/CE que delimita el ámbito de aplicación del despido colectivo a la existencia de una triple identidad: causal, numérica y de unidad de referencia<sup>1</sup>. Es decir, sólo se entenderá



que estamos ante un despido colectivo, y por lo tanto se aplicarán las garantías de información, documentación y consulta de la Directiva, cuando se cumplan los tres requisitos previos referidos: causa, número de trabajadores afectados y centro físico de imputación. En relación al umbral numérico, la Directiva propone dos opciones de cómputo temporal distintas, a elegir por cada país en la transposición: bien un periodo de 30 días, bien uno de 90 días. En ambos casos, dicho periodo se vincula a un número mínimo de despidos, mayor o menor en función del tamaño del centro de trabajo.

## ■ Antecedentes de hecho

Los tres casos recogen supuestos de hecho en los límites de los despidos colectivos: despidos plurales derivados de una misma situación, y causa no inherente a la persona del trabajador, en los que la empresa no ha iniciado el proceso de despido colectivo al entender que no se superaban los umbrales de aplicación.

Los despidos no fueron precedidos del procedimiento de consultas de la Directiva 98/59/CE, ni se dieron cumplimiento a las garantías de información contenidas en la misma. La impugnación de los respectivos trabajadores, en los casos *Lyttle* y *Rabal Cañas*, versa sobre la validez y efectos del despido; mientras que en *USDW* se reclamaba a *Woolworth* y *Ethel Austin* el abono de la indemnización prevista para el despido colectivo y la responsabilidad subsidiaria del Secretary of State for Business ante la insolvencia empresarial.

Los órganos remitentes, la Court of Appeal de Inglaterra y Gales en el caso *USDW*, el Industrial Tribunal de Irlanda del Norte para *Lyttle* y el Juzgado de lo Social núm. 33 de Barcelona en *Rabal Cañas*, preguntan por el concepto de centro de trabajo en el Derecho de la Unión. A través de tres preguntas, distintas en su forma por las peculiaridades de la normativa nacional y de los hechos de cada caso, plantean una duda común acerca de cuál debe ser la unidad de referencia física en el despido colectivo. Sin embargo, mientras los tribunales británicos trasladan la posibilidad de un planteamiento extensivo desde el centro de trabajo reconocido en

la legislación del Reino Unido hacia una unidad mayor, el Juzgado español parte de la empresa reconocida en la legislación nacional como una unidad de referencia distinta a la de la propia Directiva y, aparentemente, más protectora al incorporar supuestos de despido colectivo adicionales.

El Juzgado español solicita interpretar y aclarar la unidad de referencia en un supuesto en el que una aplicación del término recogido en la norma traspuesta, “empresa”, no derivaría en declaración de despido colectivo mientras que, a juicio del órgano remitente, la aplicación literal de la Directiva, “centro de trabajo”, sí. Los Tribunales británicos, por su parte, destacan el uso en plural en la Directiva del concepto centro de trabajo: “en los centros de trabajo”. En este contexto, se preguntan si se debe computar exclusivamente el centro de trabajo afectado por los despidos o todos los centros de trabajo del empresario. En esencia, cabe una equiparación de las tres cuestiones ya que la expresión “todos los centros de trabajo del empresario” no deja de ser una referencia a la propia empresa. Si la “empresa” es el todo y el “centro de trabajo” la parte, el conjunto de las partes nos remiten, inexorablemente, al todo.

## ■ Efectos de la cuestión

Desde un punto de vista jurídico, la respuesta a esta pregunta no es caprichosa, ni desde luego superflua. Por un lado, un concepto jurídico indeterminado -como el “centro de trabajo”- puede entrar en contradicción con las normativas nacionales, las prácticas y los usos de cada sistema laboral para configurar la unidad de referencia en los despidos, así como la jurisprudencia de los Estados miembros. Es el caso *Rabal Cañas*. Desde esta perspectiva, y tal y como recuerda el TJUE, debemos reafirmar el carácter de norma de mínimos de la Directiva para valorar la transposición y redactado de las normas nacionales distintas a aquella. Éstas se aceptarán siempre y cuando mejoren, o garanticen mejor, los fines reconocidos en la Directiva: efecto positivo de la norma mínima. Por otro lado, la interpretación del referido concepto, aun sin existir a priori una contradicción entre la Directiva y la norma traspuesta, puede dar lugar a dudas que deberán resolverse dentro del ámbito

jurídico comunitario. Los casos *USDW* y *Lyttle* son un fiel reflejo de este principio. Y es que no existe un Derecho Europeo inmóvil, fijado en una serie de Directivas que quedan al albur de la transposición e interpretación de los Estados miembros; sino un Derecho Europeo en constante evolución que, a partir de dichas Directivas y dando respuesta a las cuestiones nacionales planteadas, se construye y convierte en un haz de derechos subjetivos oponibles frente a los Estados miembros. Como no puede ser de otra manera, el TJUE interpreta e integra la respuesta en un marco jurídico que va creciendo, de manera autónoma, desde los problemas y cuestiones nacionales.

Ahora bien, la interpretación de la Directiva debe realizarse dentro de sus límites, teniendo en cuenta que cuando los Estados trasponen el texto en sus propios términos, se produce una suerte de efecto negativo respecto al principio de norma mínima. En este caso, dicho principio actuará como resistencia ante interpretaciones extensivas. En otras palabras, parece complicado exigir al TJUE una interpretación más amplia de la Directiva cuando los Estados han optado por una transposición estricta, con respeto a los mínimos pero nada más.

Finalmente, no debemos dejar de apuntar la repercusión de este tipo de decisiones desde una perspectiva economicista, adicional a la teórico-jurídica. Bien es cierto que en los casos *Lyttle* y *USDW* la interpretación de la Directiva realizada por el TJUE no se contradice con las normas nacionales y, en el supuesto de *Rabal Cañas*, el Tribunal acaba rechazando la aplicación de la Directiva. Sin embargo, en este último supuesto, el TJUE confirma la oposición entre la Directiva y la norma española. Este fallo podría llevar en un futuro a los tribunales españoles a declarar la nulidad de aquellos despidos que no se hubieran tramitado por el cauce colectivo, con el correspondiente devengo de salarios de tramitación y la posible reincorporación a un centro de trabajo ya cerrado. El coste económico, teniendo en cuenta una tramitación temporal previsiblemente larga hasta la resolución firme del conflicto así como una hipotética obligación de reapertura de un centro de trabajo ya cerrado, puede devenir elevadísimo.

## 2 El centro de trabajo en el derecho europeo

### ■ Concepto autónomo de derecho europeo

Con carácter previo, y ante la ausencia de una definición del “centro de trabajo” en la Directiva 98/59/CE, el TJUE parte de la premisa, sentada en el caso Rockfon y desarrollada en la sentencia Athinaiki, de un concepto propio y autónomo de Derecho Europeo: no puede definirse por referencia a las legislaciones de los Estados miembros y, por tanto, debe ser objeto de una interpretación autónoma y uniforme en el ordenamiento jurídico de la Unión.

De esta manera, el TJUE retoma la jurisprudencia anterior relativa al centro de trabajo en el despido colectivo. El orden cronológico de los casos citados permite ver la evolución del concepto desde la esencia de la propia Directiva pero añadiendo elementos ajenos que amplían y superan su indeterminación inicial. Tal y como hemos adelantado, los casos Rockfon y Athinaiki son dos precedentes básicos para entender las presentes resoluciones.

En cualquier caso, debemos remontarnos al caso Botzen para encontrar la primera sentencia que sienta las bases del actual concepto europeo de “centro de trabajo”, eso sí, en un contexto distinto al presente y relativo al mantenimiento de los derechos de los trabajadores en caso de traspaso de empresa. En este último supuesto, se debía determinar el alcance de la protección dada a los trabajadores que, prestando servicios en beneficio de la parte transmitida de la empresa, no pertenecen a dicha parte. Pues bien, pese a que la sentencia Botzen limita los propios efectos de la resolución a la aplicación de Directiva 77/187/CEE (codificada posteriormente por la Directiva 2001/23/CE), no podemos ignorar el razonamiento previo del Tribunal a modo de obiter dicta: en efecto, la relación laboral está caracterizada esencialmente por el nexo que existe entre el empleado y la parte de la empresa o del centro de actividad a la que está destinado para realizar su trabajo. Por su generalidad, esta declaración servirá de base para abordar los problemas

futuros causados por la indeterminación del concepto “centro de trabajo” en ámbitos distintos al de la Directiva 77/187/CEE. Si atendemos a este postulado, observamos un elemento definitorio del centro de trabajo que se trasladará a los siguientes asuntos: la unidad de referencia física se determina por el lugar donde el trabajador desempeña habitualmente su actividad. El carácter habitual se extrae, en sentido contrario, del fallo del caso Botzen ya que, desde el momento en que quedan excluidos del ámbito de protección de la Directiva 77/187/CEE aquellos trabajadores que hayan realizado tareas para la parte transmitida pero que no pertenecen a dicha parte, se afirma en realidad la necesidad de un desempeño de tareas continuado y no esporádico.

Sin embargo, a mi juicio, considerablemente más relevante que la aparición de una primera delimitación del centro de trabajo en Botzen, es la idea de desplazar la empresa como unidad de referencia de la relación laboral, vinculando ésta al centro de trabajo por su nexo esencial. Por lo tanto, las posibles garantías y derechos que se incorporen a la relación de trabajo (e.g. en supuestos de transmisión de empresa, representación, despido colectivo...) se vincularán a la entidad donde se halle adscrito el trabajador. De esta manera, el TJUE está señalando, con carácter prioritario, al “centro de trabajo” como referencia jurídica más adecuada en la relación laboral. Los casos Rockfon y Athinaiki refuerzan este postulado hasta casi convertirlo en una regla general de aplicación.

Respetando el orden temporal de las sentencias, la particularidad del caso Rockfon, en interpretación de la derogada Directiva 75/129/CEE, reside en dotar a la definición de “centro de trabajo” dada por la sentencia Botzen de un requisito adicional. La nueva característica opera en sentido negativo: para determinar la unidad de referencia, no será necesario que dicha entidad disponga de una dirección facultada para efectuar autónomamente despidos colectivos. Se amplían así los supuestos de aplicación de la Directiva y consiguientemente la protección de los trabajadores, mediante una extensión del concepto “centro de trabajo”.

Doce años después de la sentencia Rockfon, el TJUE debió analizar si una unidad de producción, no independiente de la sociedad, tenía cabida en el concepto de “centro de trabajo” a efectos de aplicación de la Directiva 98/59/CE. Para dar respuesta a esta cuestión, el TJUE incorpora al concepto “centro de trabajo” las siguientes notas definitorias: una entidad diferenciada, que tenga cierta permanencia y estabilidad, que esté adscrita a la ejecución de una o varias tareas determinadas y que disponga de un conjunto de trabajadores, así como de medios técnicos y un grado de estructura organizativa que le permita llevar a cabo esas tareas. Dejando de lado las anteriores características que van delimitando el “centro de trabajo”, la sentencia Athinaiki resulta sumamente relevante al vincular la finalidad protectora de la Directiva con los efectos que pudiera ocasionar el despido en un contexto local.

Tal y como hemos referido, los efectos de esta cuestión alcanzan plenamente a las tres sentencias de mayo de 2015: los Estados miembros ... deben no obstante atenderse a la interpretación autónoma y uniforme del concepto de «centro de trabajo» en Derecho de la Unión, que figura en el artículo 1, apartado 1, párrafo primero, letra a), incisos i) e ii) de esta Directiva. Así, las tres sentencias resumen y unifican el término de “centro de trabajo” de conformidad a la doctrina previa, avanzan en su definición mediante una contraposición entre la “empresa” y el “centro de trabajo”, y, por último, determinan los efectos de la aplicación de la Directiva 98/59/CE teniendo en cuenta la interpretación dada a éste último concepto.

- En primer lugar, el TJUE retoma las sentencias Botzen, Rockfon y Athinaiki para definir el “centro de trabajo”. A partir de todas ellas, cabría entender dicho concepto como la unidad local de empleo, diferenciada de la propia sociedad, con cierta estabilidad, permanencia y autonomía funcional u organizativa, a la que se hallan adscritos los trabajadores.
- En segundo lugar, las tres sentencias USDAW, Lyttle y Rabal Cañas refieren una interpretación general del “centro

de trabajo” por contraposición a la empresa: al utilizar los términos “entidad diferenciada” y “en el marco de una empresa”, el Tribunal de Justicia precisó que los conceptos de “empresa” y de “centro de trabajo” son distintos y que el centro de trabajo es, por regla general, una parte de una empresa.

- Finalmente, los tres casos determinan los efectos que la noción europea del “centro de trabajo” produce sobre la Directiva: son los despidos efectuados en dicha entidad los que han de tomarse en consideración separadamente de los efectuados en otros centros de trabajo de esa misma empresa.

## ■ Armonización de la legislación como objetivo europeo

Llegados a este punto, debemos recordar que la Directiva 98/59/CE aparece por la necesidad de armonizar las legislaciones de los Estados miembros por la vía de la aproximación. Se trata de un objetivo primigenio del Derecho Europeo que ya encontramos en la Directiva 75/129/CEE y se remonta al compromiso alcanzado en la Resolución del Consejo de 21 de enero de 1974 relativa a un programa de acción social. En esencia, no es más que la extensión de la forma de armonización de las libertades económicas del art. 2 del Tratado Constitutivo a los derechos laborales y, en particular, a la figura del despido. En todo caso, este brevísimo iter, demuestra la relevancia del objetivo de aproximación entre legislaciones referido en las sentencias USDAW y Lyttle, así como la dificultad de salvaguardarlo si se atendiesen los planteamientos remitidos por los tribunales británicos.

Así las cosas y con los precedentes expuestos en el apartado anterior, las resoluciones de mayo de 2015 debían, al mismo tiempo, dotar de coherencia al ordenamiento interpretado, garantizar la seguridad jurídica y cumplir con la finalidad protectora de la Directiva dotándola de la eficacia necesaria. A este respecto, cabe destacar que el Acuerdo Interinstitucional recoge el principio de seguridad jurídica,

así como el fomento de la claridad y la coherencia en los textos legislativos dentro de un reconocido “método comunitario”. Se trata de objetivos europeos a cumplir por las propias instituciones comunitarias. Por lo tanto, entendemos que no nos encontramos ante un mandato metalegal sino ante una regla de interpretación en la resolución de conflictos derivados de textos institucionales (e.g. las Directivas).

No obstante, el primer problema que debe afrontar el TJUE es el alcance dado al “centro de trabajo” en los precedentes jurídicos referidos. A priori, el traslado íntegro de dicho concepto imposibilitaría la aplicación de la Directiva en los supuestos enjuiciados en los casos USDAW y Lyttle. Recordamos que el TJUE sentó una definición europea del “centro de trabajo” integradora, rechazando la interpretación restrictiva propuesta por las empresas Rockfon y Athinaiki que pretendían equiparar el “centro de trabajo” a una entidad superior (la sociedad matriz en el caso de Rockfon y la propia empresa en Athinaiki). En definitiva, el “centro de trabajo” conceptualizado en los casos Rockfon y Athinaiki no resulta extrapolable a USDAW y Lyttle. De esta manera, mantener la interpretación preexistente del “centro de trabajo” podría abocar en resoluciones con efectos contrarios. Esta problemática inicial no se le escapa al TJUE: es cierto que la interpretación según la cual esta disposición requeriría que se tomasen en consideración todos los despidos llevados a cabo en todos los centros de trabajo de una empresa aumentaría de manera considerable el número de trabajadores que podrían beneficiarse de la protección de la Directiva 98/59, lo que sería conforme a uno de sus objetivos. Sin embargo, modificar el criterio jurídico con base en una interpretación finalista de la Directiva sería desacreditar la argumentación de Rockfon y Athinaiki, más aun cuando dichas sociedades solicitaron que se tomara en consideración a la “empresa” en su conjunto como unidad de referencia.

Ante estas circunstancias, el TJUE se decanta por una interpretación restrictiva del “centro de trabajo” aduciendo dos límites principales. En primer lugar, la libertad económica de las empresas como contrapeso a la finalidad protectora de la Directiva: es preciso recordar que esta

Directiva no sólo pretende reforzar la protección de los trabajadores en caso de despidos colectivos, sino también, por un lado, garantizar una protección comparable de los derechos de los trabajadores en los diferentes Estados miembros y, por otro lado, equiparar las cargas que estas normas de protección suponen para las empresas de la Unión. Parece que la equiparación de cargas implica también una connotación de seguridad jurídica al permitir a las empresas conocer con claridad el alcance de sus obligaciones. En segundo lugar, la protección a los trabajadores otorgada en forma de norma de mínimos actúa como marco delimitador de la interpretación autónoma de los conceptos en Derecho Europeo. Se trata de un efecto negativo: se debe respetar la autonomía legislativa de los Estados miembros en relación al grado de protección otorgado siempre que se acredite el cumplimiento y aplicación eficaz de la Directiva dentro de sus márgenes. Es decir, el TJUE no podría exigir a un Estado miembro ir más allá de los mínimos establecidos en la propia Directiva. De esta manera, la uniformidad pretendida por el ordenamiento europeo deberá tener el carácter de norma de mínimo para garantizar una protección comparable de los derechos de los trabajadores y, por otro lado, evitar dar lugar a cargas muy diversas para las empresas en función de la elección del Estado miembro de que se trate.

Tal y como apuntábamos, además del objetivo comunitario de armonización, aparecen de nuevo aquí los dos principios jurídicos de coherencia y seguridad jurídica. Como bien señala el TJUE en las sentencias Lyttle y USDAW (con referencia sucinta en Rabal Cañas), el fallo de la sentencia Athinaiki refiere al artículo I, apartado I, letra a), sin distinguir entre las alternativas que figuran en la letra a), inciso i), o en la letra a), inciso ii), de la referida disposición. Dotar de distinto contenido jurídico a un mismo concepto, introducido en los dos incisos con idéntica finalidad, no sólo atañe a la seguridad jurídica sino que provocaría, a priori, una desigualdad legislativa involuntaria, en función de la opción de transposición elegida por los Estados miembros.



Sin embargo, con extrema prudencia y reconociendo que el Tribunal ha cumplido plenamente con el propósito de aproximación mínima de las legislaciones, me atrevo a afirmar que quizás la finalidad protectora básica de la Directiva exigía un grado más en la armonización del Derecho Europeo. Reconocer un concepto de Derecho Europeo como propio y autónomo conlleva realizar una interpretación uniforme que, en muchos casos, superará la trasposición de las legislaciones nacionales en su grado mínimo y la interpretación que los tribunales de los Estados miembros hayan realizado de las mismas. El caso Rockfon es un claro ejemplo.

En este sentido, el TJUE y, previamente, el abogado general Nils Wahl consideraron los conflictos planteados en las sentencias de mayo como insalvables atendiendo a la jurisprudencia europea existente. A su juicio, la definición de “centro de trabajo” recogida en las sentencias Rockfon y Athinaiki impide darle a dicho término un significado distinto o, cuanto menos, el significado pretendido en USDAW y Lyttle. A mi modo de ver, los precedentes jurídicos y el concepto autónomo de Derecho Europeo no se valoraron desde una perspectiva correcta: primó la visión de la existencia de un conflicto prima facie frente a la búsqueda de una interpretación integradora que nunca se planteó en las sentencias como posible solución alternativa.

Desde un punto de vista formalista, el TJUE olvidó el alcance y efectos que se quiso otorgar a Rockfon y Athinaiki. En la primera sentencia se falló de la siguiente manera: el término “centro de trabajo”, que figura en la letra a) del apartado I del artículo I de la Directiva, debe interpretarse, según las circunstancias, como aquella unidad a la que se hallan adscritos los trabajadores afectados por el despido para desempeñar su cometido. Sin duda, se reconocía la aplicación de la Directiva a una unidad distinta y menor a la propia empresa, no obstante la propia literalidad del fallo me lleva a entender que no es una definición cerrada. Se rechazó la interpretación pretendida por la sociedad Rockfon pero el TJUE dejaba la puerta abierta a interpretaciones distintas según las circunstancias, lo que invita ciertamente a no perder de vista la

interpretación teleológica en futuros casos. Además, la sentencia Athinaiki confirmó el carácter casuístico y múltiple del “centro de trabajo”: el artículo I, apartado I, letra a), debe interpretarse en el sentido de que una unidad de producción como la del litigio principal está comprendida en el concepto de “centro de trabajo” a efectos de la aplicación de dicha Directiva. A sensu contrario, no encontramos nada en la vinculación jurídica de los precedentes expuestos, ni en la propia concepción europea del “centro de trabajo”, que impida entender comprendidos otros supuestos distintos.

Ahora bien, ¿tendría cabida la “empresa” en dicho concepto? Tal y como hemos referido previamente, los conceptos “centro de trabajo” y “empresa” no son antagónicos. Estamos en la teoría del todo y la parte. Deberíamos, desde luego, valorar si, desde un punto de vista de técnica legislativa, pueden entenderse como excluyentes. A estos efectos, toda respuesta tendría que ponderar la propia literalidad de la Directiva, que refleja una opción expresa y aparentemente clara del legislador, frente a la finalidad de la misma. El problema viene cuando el término utilizado no es claro sino un concepto jurídico indeterminado que se define y delimita a través de su propia casuística. Así, atendiendo a la definición jurisprudencial y tomando en consideración el aspecto formalista de la relación laboral, la “empresa” podría tener cabida dentro de la unidad a la que se hallan adscritos los trabajadores afectados por el despido. Esta adscripción formal no parece rechazable desde el momento en que el contrato de trabajo o el abono del salario vinculan indudablemente a la “empresa” (y no al “centro de trabajo”) con el trabajador. Además, la conformación jurisprudencial del “centro de trabajo” se ha demostrado amplia y finalista. En última instancia, este camino interpretativo puede conducirnos a una aproximación práctica entre dos conceptos inicialmente distintos. La ficción jurídica propuesta, equiparar “centro de trabajo” y “empresa” a efectos de unidad de cómputo en el despido colectivo, no resulta descartable y lamento que se haya podido perder una excelente ocasión para mejorar la protección otorgada por la Directiva, ampliando los supuestos de afectación del

despido colectivo. Una técnica, por otro lado, utilizada en las sentencias previas que sirven ahora de base para rechazar el planteamiento de los trabajadores.

## ■ Versiones lingüísticas de la directiva

Los órganos remitentes del Reino Unido, en los casos USDAW y Lyttle, refieren un pequeño matiz en el redactado de las versiones de la Directiva en lengua inglesa, francesa, española, italiana y holandesa. En estas versiones, el inciso ii) del art. I.1 a) de la Directiva recoge el término “centros de trabajo” en plural. Se trata de un detalle relevante desde el momento en que el Reino Unido optó por trasponer la Directiva en su versión del inciso ii) del art. I.1 a). Por otro lado, la jurisprudencia europea existente en relación al centro de trabajo únicamente analizaba supuestos de trasposición del inciso i) del art. I.1 a) (ver los casos Rockfon y Athinaiki).

En esta tesitura, parece que los tribunales británicos abrían la puerta a salvaguardar el concepto jurisprudencial de “centro de trabajo”, incorporando una nueva interpretación que, a priori y formalmente, podría tener cabida. Sin embargo, el TJUE afrontó la problemática como una confrontación entre conceptos, consagrando el “centro de trabajo” como unidad de referencia en el despido colectivo.

Previamente, el abogado general Nils Wahl había atacado el argumento lingüístico esgrimiendo una formalidad alternativa: existen otras versiones de la Directiva que contemplan el “centro de trabajo” como expresión singular en el inciso ii) del art. I.1 a), manteniendo el plural en el inciso i). Concluye que dichas versiones son deliberadamente más específicas y, por lo tanto, merecedoras de mayor consideración a la hora de valorar el artículo I en su conjunto. No podemos estar de acuerdo con el argumento, ni compartir sus conclusiones: los distintos redactados de las Directivas dotan de especificidad a cada versión. Además, la versión lingüística propia, y su redactado, determina el marco jurídico de cada Estado miembro. Bien es cierto que la trasposición de la Directiva al ordenamiento del Reino Unido, mediante el Employment

Rights Order para Irlanda del Norte y el Trade Union and Labour Relations en lo que respecta a Inglaterra, País de Gales y Escocia, recoge la expresión “centro de trabajo” en singular. Sin embargo, esta trasposición puede servir tanto como elemento de interpretación de la Directiva como de manifestación del conflicto existente entre ambas legislaciones.

A este respecto, es interesante citar el caso Bouchereau cuyo resultado pendía de la interpretación que debía realizarse del término “measures” en la versión inglesa de la Directiva 64/221/CEE. Este mismo concepto aparecía en dos artículos sucesivos, no obstante las distintas versiones lingüísticas de la Directiva utilizaban términos diferentes por cada artículo. Se trataba de dilucidar el alcance de las “medidas” (measures): si el concepto abarcaba las resoluciones jurídicas (además de las medidas legislativas, reglamentarias y administrativas) entonces el Sr. Bouchereau, con una propuesta judicial de expulsión derivada de una condena penal por consumo de estupefacientes, se beneficiaría de las garantías contenidas en la Directiva 64/221/CEE. Dicha Directiva establecía, entre otros límites, que la mera existencia de condenas penales no constituye por sí sola motivo para la adopción de medidas de orden público como la expulsión. Pues bien, el Tribunal consideró que las diversas versiones lingüísticas de un texto comunitario deben interpretarse de modo uniforme y, por tanto, en caso de divergencia entre dichas versiones, la disposición en cuestión debe interpretarse conforme al sistema general y a la finalidad de las normas de las que forma parte.

Como corolario, y una vez reconocida la divergencia entre las distintas versiones lingüísticas de la Directiva 98/59/CE, observamos que la propia jurisprudencia europea primaba el criterio finalista como norma de interpretación para resolver el conflicto. Destaca la omisión del precedente Bouchereau en las tres resoluciones de mayo de 2015, más aun cuando el propio TJUE es consciente que una interpretación teleológica permitiría la inclusión de los supuestos enjuiciados en el ámbito de protección de la Directiva. Tampoco se entiende el traslado de la problemática planteada por los tribunales del Reino Unido

a una cuestión meramente formal cuando el propio concepto analizado, “centro de trabajo”, había sido objeto de una confusa y diversa trasposición en la anterior Directiva 75/129/CEE, como queda patente en el caso Rockfon. En dicha sentencia el TJUE recuerda que las distintas versiones lingüísticas de la Directiva 75/129/CEE dan al concepto “centro de trabajo” connotaciones distintas, a saber, según los casos, establecimiento, empresa, centro de trabajo, unidad local o lugar de trabajo. A mayor abundamiento, la propuesta inicial de Directiva presentada por la Comisión recogía el término “empresa” sustituido finalmente por el Consejo por el de “centro de trabajo”. Este desvío de las normativas nacionales se constata en los casos Athinaiki y Rabal Cañas. Finalmente, constatamos como distintas legislaciones han otorgado un significado más amplio al “centro de trabajo”, no por ello contrario a la definición europea.

A efectos dialécticos, si seguimos estrictamente los planteamientos del TJUE, agrupados en un orden distinto, llegaríamos a una conclusión opuesta a la de las sentencias de mayo. De esta manera, a efectos de dotar de protección a los trabajadores como primera finalidad recogida por la Directiva, partiendo de la existencia del término “centros de trabajo” en plural (sea en el inciso i) o en el inciso ii) del art. 1 a)) y no pudiendo permitir una diferencia de tal envergadura ante una alternativa equivalente en esencia; el TJUE podría haber optado por determinar que, a efectos de cómputo en el despido colectivo, se entenderán comprendidos tanto el “centro de trabajo” como los “centros de trabajo”. La definición europea del concepto permanecería inalterada y, sencillamente, se reconocería la extensión de la Directiva a los supuestos planteados por el Reino Unido.

### 3 Conclusiones

A mi juicio, el razonamiento del TJUE es inapelable en los tres casos analizados. Sin embargo, y reconociendo la indudable condición del “centro de trabajo” como concepto autónomo de Derecho Europeo, se podría haber llevado el debate a la conformación del mismo y a la posibilidad de integración paulatina de supuestos nuevos.

También se aprecia claramente los límites que el concepto de norma mínima implica en estos casos, sin embargo el propio Tribunal realizó en sus sentencias Rockfon y Athinaiki interpretaciones finalistas, ajustadas a su tiempo y que permitieron la aplicación de la Directiva a los supuestos enjuiciados entonces por la vía de una definición extensiva del concepto “centro de trabajo”.

Por otra parte, debemos ser conscientes que la extensión del concepto no puede acabar desvirtuando el mismo. Así, no podríamos pretender sustituir en una interpretación jurisprudencial el “centro de trabajo” por la “empresa” ya que estaríamos cambiando la parte por el todo. Sin embargo, no podemos ignorar los distintos grados de protección en el ordenamiento europeo y cómo la norma de mínimos debe ajustarse al estándar general de aplicación en los Estados miembros. A modo de ejemplo, basta citar a Grecia y España que emplean el concepto de “empresa” como referencia en los despidos colectivos. Los tribunales remitentes del Reino Unido no plantean una equiparación de conceptos sino de efectos. No se trata de modificar el “centro de trabajo” por la “empresa” sino de ampliar el umbral de referencia a efectos del despido colectivo a todos los “centros de trabajo” de la empresa. Proponemos a continuación un ejercicio hipotético de armonización efectiva sobre la base de una regla general y una excepción justificada: confirmando el “centro de trabajo” como unidad de referencia principal en el despido colectivo, cuando la aplicación de dicho criterio conlleve obstaculizar el procedimiento de información y consulta establecido en los artículos 2 a 4 de esta Directiva, deberá tenerse en cuenta los “centros de trabajo” en su conjunto.

Para concluir, debemos preguntarnos qué técnicas legislativas resultan de aplicación, qué método de aproximación será más conveniente, qué objetivos europeos resultan prioritarios y qué alcance tienen en las resoluciones del TJUE. ¿Se debe llevar a cabo una armonización mínima o una armonización efectiva? Cuándo varios países atribuyen a un mismo término distinto significado, ¿la interpretación del Tribunal sobre ese concepto autónomo debe limitarse a una aproximación mínima

o a garantizar la finalidad de la Directiva? Si bien el objetivo de la Directiva es la armonización del Derecho Europeo, ¿cabe convertir un objetivo legislativo en un criterio hermenéutico para el Tribunal? ¿Acaso la principal función del TJUE no es la armonización del Derecho Europeo a través de las sentencias?

A mi juicio se trata de un objetivo que alcanza por igual a los poderes legislativo y judicial, ejercido eso si en momentos distintos. Creo que ese objetivo no puede convertirse en una regla de interpretación restrictiva. La armonización del Derecho

Europeo se hubiese cumplido igualmente a través de resoluciones con un fallo distinto, siempre y cuando mantuvieran una respuesta coherente y conjunta al mismo problema planteado. A mi modo de ver, la cuestión radicaba en qué grado de aproximación estaba dispuesto a dar el Tribunal. No se trataba de desnaturalizar la definición previa sino de asimilar e integrar unos supuestos necesitados de protección jurídica.

Inigo GUTIÉRREZ VELASCO  
Gutiérrez Arrudi Abogados Asociados  
Zaragoza, España  
inigo@gutierrezarrudi.com

1 TJUE, Sala Quinta, 13 de mayo de 2015, C-182/2013, Eur-lex.

2 C158, Convenio sobre la terminación de la relación de trabajo, Organización Internacional del Trabajo, 1982 (núm. 158).  
Artículo 4  
No se pondrá término a la relación de trabajo de un trabajador a menos que exista para ello una causa justificada relacionada con su capacidad o su conducta o basada en las necesidades de funcionamiento de la empresa, establecimiento o servicio.

**E**n el Día del Abogado en Peligro, los abogados del mundo nos solidarizamos con los profesionales del derecho de Honduras.

Desde 2010, cerca de 100 compañeros han sido asesinados en Honduras simplemente por ejercer su profesión. La mayoría de los crímenes se cometieron por arma de fuego y, de forma muy preocupante, han quedado impunes.

Muchos abogados son también diariamente amenazados e intimidados.

Y, a menudo, el abogado es injustamente considerado responsable de los problemas de la justicia o de una decisión adversa.

La protección de los derechos y libertades de todos los ciudadanos, sean parte de un proceso, víctimas o presuntos delincuentes, requiere el acceso a un abogado libre de presiones.

Porque un abogado es quien da voz a quienes no la tienen o a quienes, con la suya propia, nadie escucha.

Porque un abogado no debería arriesgarlo todo por defender tus derechos. Pero sin embargo lo hace.

Así que, cuando un abogado es asesinado, las vidas de un ser humano y de su familia se ven irremediamente truncadas y los derechos de alguien, quizás los tuyos, afectados.

**Una abogacía segura, libre y diligente, protege tus derechos, te protege a ti y nos protege a todos.**



**DÍA DEL ABOGADO  
EN PELIGRO  
22 DE ENERO DE 2016**

**EN HONDURAS,  
LA ABOGACÍA ES UNA PROFESIÓN  
DE ALTO RIESGO**

**DESDE 2010, CERCA DE 100 ABOGADOS HAN SIDO ASESINADOS  
EN HONDURAS CON CASI TOTAL IMPUNIDAD. #UIAforLawyers**

Firme nuestra petición para apoyar a sus abogados:  
[www.avaaz.org](http://www.avaaz.org)

Desde hace más de 85 años, la UIA defiende a los abogados a los que se les impide ejercer o que son amenazados, encarcelados y torturados en todo el mundo. [www.uianet.org](http://www.uianet.org)



### **Juriste International : politique éditoriale**

*L'objectif du Juriste International est d'offrir un forum de débats et d'informations sur des sujets qui intéressent les juristes en exercice dans le monde entier.*

*Le Juriste International n'esquivera pas les questions délicates ou controversées. Une publication qui ne viserait que des sujets faciles et sans risques ou qui ne publierait que des articles exprimant des opinions unanimes ou majoritaires ne vaudrait pas la peine d'être lue.*

*Les opinions exprimées dans le Juriste International ne reflètent que celles de leurs auteurs. La publication dans le Juriste International n'implique ni que l'UIA ni que le Juriste International partagent ou soutiennent ces opinions.*

*La publication ou la dissémination de matériel publicitaire ou promotionnel par le Juriste International n'indique en aucun cas l'approbation des produits, services, personnes ou organisations par l'UIA ou par le Juriste International.*

### **Juriste International : editorial policy**

*The aim of Juriste International is to offer a forum for discussion and information on issues of interest to practising lawyers throughout the world.*

*Juriste International will not avoid difficult or controversial issues. A journal which covered only the safe or easy issues, or which only published articles expressing the consensus view or the opinions of the majority, would not be worth reading.*

*The views expressed in articles in Juriste International are the views of the authors. Publication in Juriste International does not imply that either the UIA or Juriste International shares or supports those views.*

*Publication or dissemination of advertising or promotional material does not indicate endorsement or support of any product, service, person or organisation by the UIA or Juriste International.*

### **Juriste International : política editorial**

*El objetivo de Juriste International es el de ofrecer un fórum de debate e información sobre temas que interesan a los juristas en ejercicio en el mundo entero.*

*Juriste International no eludirá las cuestiones delicadas o controvertidas. No valdría la pena leer una publicación que trate únicamente sobre temas fáciles y sin riesgo, o que publique tan sólo artículos que expresen opiniones unánimes o mayoritarias.*

*Las opiniones expresadas en Juriste International son sólo el reflejo del punto de vista de sus autores. Su publicación en Juriste International no implica que la UIA o Juriste International comparta o apoye dichas opiniones.*

*La publicación o distribución de material publicitario o promocional en Juriste International no indica en ningún caso la aprobación de los productos, servicios, personas u organizaciones por parte de la UIA o de Juriste International.*

## **JURISTE INTERNATIONAL**

PUBLICATION DE L'UIA / UIA PUBLICATION / PUBLICACIÓN DE LA UIA

Directeur de la Publication / Publication Director / Director de la Publicación  
Président Jean-Jacques UETTWILLER

### **Union Internationale des Avocats (UIA)**

25, rue du Jour  
75001 PARIS (France)  
Tel. +33 1 44 88 55 66  
Fax. + 33 1 44 88 55 77  
E-mail : uiacentre@uianet.org  
Site Web : www.uianet.org  
ISSN : 0758-2471

ÉQUIPE DE REDACTION / EDITORIAL TEAM / EQUIPO DE REDACCIÓN

Nicole VAN CROMBRUGGHE,  
Rédacteur en Chef / Chief Editor / Redactor Jefe

Jerome ROTH,  
Rédacteur en Chef Adjoint / Deputy Chief Editor / Redactor Jefe Adjunto

Franco VILLA,  
Rédacteur en Chef Adjoint / Deputy Chief Editor / Redactor Jefe Adjunto

Directeurs de rubriques / Section Directors / Directores de sección

Actualités de l'UIA / UIA News / Novedades de la UIA  
Paolo LOMBARDI

Droits de l'Homme et de la Défense / Human Rights and Protection of Lawyers /  
Derechos Humanos y de la Defensa  
Carlos FATÁS MOSQUERA ▶ Martin PRADEL

La Profession d'Avocat / The Legal Profession / La Abogacía  
Franco VILLA ▶ Francis GERVAIS

Pratique du Droit / Legal Practice / Ejercicio de la Abogacía  
Gavin LLEWELLYN

Correspondant Afrique / Correspondent for Africa / Corresponsal Africa  
Arthur BALLE

Secrétaire de Rédaction / Editorial Assistant / Secretaria de Redacción  
Marie-Pierre RICHARD

RÉGIE PUBLICITAIRE / ADVERTISING SALES AGENCY/ AGENCIA DE MEDIOS

SEEPP - Régis LAURENT

7, rue du Général Clergerie - 75116 Paris - France - Tél. : +33 1 47 27 50 05

seepp@wanadoo.fr

MAQUETTE ET EDITION / DESIGN AND EDITIONS / MAQUETA Y EDICIÓN

BE TREND - yann.populaire@orange.fr

Tirage - Distribution / Circulation - Distribution / Tirada - Distribución  
3000 exemplaires / copies / ejemplares

Crédit photos / Photos credit / Crédito fotos

▶ Eva Máñez - Olmo Calvo - Marga Ferrer - Foto agencia © - Shutterstock © - iStock ©.

# ERA Summer Courses 2016



## More than just legal training

The Academy of European Law's summer courses offer you an intensive one week introductory training to ten different areas of European law.

- › EU Regulation and Supervision of Financial Markets
- › European Criminal Justice
- › EU Institutional Law
- › Alternative Dispute Resolution
- › European Intellectual Property Law
- › European Environmental Law
- › European Labour Law
- › European Competition Law
- › European Tax Law
- › WTO and EU Trade Law
- › Personal Data Protection
- › European Public Procurement Law

### Your added value

- › Lectures by top experts in EU law
- › Practical and interactive workshops
- › Study visit to EU institutions
- › Preparatory e-learning modules for selected courses
- › Rich social programme in historic Trier



# SOFTWARE FOR LAWYERS AND LEGAL DEPARTMENTS

CICERO LawPack is specialized in software for lawyers for over 30 years. Because of a very personal approach and the continuous improvement and development of new applications we make your work easier and more efficient.

Benefit from our cloudsolution. All your devices connected and synchronised:



Discover the possibilities of CICERO LawPack

[www.cicerosoftware.com](http://www.cicerosoftware.com)  
[sales@cicerosoftware.com](mailto:sales@cicerosoftware.com)

